

F. 89 — 2188

10 NOVEMBRE 1989. — Arrêté ministériel portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1987 et l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment l'article 11;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1^e, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue de faire participer sans délai les abonnés au téléphone aux bénéfices de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, il y a lieu de modifier d'urgence la structure tarifaire actuelle du service téléphonique,

Arrête :

Article 1^e. Dans le présent arrêté, le terme « Régie » désigne la « Régie des Télégraphes et des Téléphones ».

CHAPITRE I. — Téléphone et telex

Section I. — Dispositions générales

Art. 2. Le réseau téléphonique général est divisé en zones. Chaque zone comprend plusieurs centraux. Chaque central dessert un réseau local.

Le réseau général télex est divisé en districts desservis chacun par un central.

Les limites des zones, réseaux et districts sont fixées par la Régie et peuvent être modifiées à tout moment.

Art. 3. Pour l'échange du trafic par les réseaux téléphonique et télex généraux, la Régie met à la disposition des usagers des lignes réseau en régime d'abonnement ainsi que des postes publics.

Art. 4. Un raccordement au central considéré par la Régie comme le mieux approprié, du point de vue technique, pour desservir un abonné est appelé raccordement normal.

Art. 5. Un raccordement effectué pour la convenance d'un abonné à un central autre que celui désigné par la Régie est appelé raccordement exceptionnel. La Régie n'est pas tenue de réaliser de tels raccordements.

Art. 6. La Régie se réserve le droit vis-à-vis de ses abonnés au téléphone d'appliquer le partage de la ligne où et aussi longtemps que les circonstances locales l'exigent.

Art. 7. Si une installation PABX de type numérique est reliée à un central téléphonique est reliée à un central téléphonique numérique au moyen d'un ou plusieurs systèmes de lignes numériques MIC (Modulation par impulsions et codage) à 2 Mbit/s, chaque système est assimilé à 30 raccordements téléphoniques, quel que soit le nombre réel de portes d'accès au réseau téléphonique.

Art. 8. § 1^e. Les lignes réseau font l'objet d'abonnements ordinaires ou temporaires.

L'abonnement ordinaire est souscrit sans indication de durée et a pour objet un raccordement que la Régie considère comme définitif.

L'abonnement temporaire est souscrit :

a) avec fixation de durée : pour un raccordement dans un bâtiment définitif, à l'occasion d'événements passagers tels que congrès, expositions ou manifestations sportives;

b) avec ou sans fixation de durée : pour un raccordement dans un abri qui peut être facilement déplacé, une baraque sur un chantier ou une autre construction temporaire et, en général, dans une construction qui ne peut être considérée comme définitive.

§ 2. L'appareillage repris aux rubriques A et C de l'annexe au présent arrêté fait l'objet d'abonnements ordinaires ou temporaires au sens du § 1^e.

N. 89 — 2188

10 NOVEMBER 1989. — Ministerieel besluit tot vaststelling van bijkomende tarieven voor telecommunicatie en van de voorwaarden van aansluiting en gebruik van telecommunicatiemiddelen in binnenlands verkeer

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Régie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1987 en op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat om de telefoonabonnees onverwijd te laten deel hebben in de winst van de Régie van Telegrafie en Telefonie het nodig is dringend de huidige tariefstructuur van de teleondienst te wijzigen,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit betekent de term « Regie » de « Régie van Telegrafie en Telefonie ».

HOOFDSTUK I. — Telefoon en telex

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 2. Het algemeen telefoonnet is ingedeeld in zones. Elke zone omvat een aantal centrales. Elke centrale bedient een plaatselijk net.

Het algemeen telexnet is ingedeeld in districten elk met één centrale.

De grenzen van de zones, netten en districten worden bepaald door de Régie en kunnen te allen tijde worden gewijzigd.

Art. 3. Voor het verkeer over het algemeen telefoon- en telexnet stelt de Régie netlijnen onder abonnementssysteem alsmede openbare toestellen ter beschikking.

Art. 4. Een aansluiting op de centrale die door de Régie uit technisch oogpunt als de meest geschikte wordt beschouwd om de betrokken abonnee te bedienen, wordt normale aansluiting genoemd.

Art. 5. Een aansluiting die, op verlangen van de abonnee, op een andere centrale geschiedt dan die welke door de Régie is aangewezen, wordt buitenaansluiting genoemd. De Régie is niet verplicht zulke telefoonaansluitingen tot stand te brengen.

Art. 6. De Régie behoudt zich ten opzichte van haar telefoonabonnees het recht voor om lijndeling toe te passen overal waar en zolang als de plaatselijke omstandigheden haar daartoe nopen.

Art. 7. Als een PABX-installatie van het digitale type op een digitale telefooncentrale wordt aangesloten door middel van één of meer digitale lijensystemen PCM (Pulse Code Modulation) 2 Mbit/s, wordt elk systeem gelijkgesteld met 30 telefoonaansluitingen, ongeacht het werkelijke aantal toegangspoorten tot het telefoonnet.

Art. 8. § 1. De netlijnen zijn het voorwerp van gewone of tijdelijke abonnementen.

Het gewoon abonnement wordt onderschreven zonder bepaling van duur en heeft betrekking op een aansluiting die door de Régie als definitief wordt beschouwd.

Het tijdelijk abonnement wordt onderschreven :

a) met bepaling van duur : voor een aansluiting in een definitieve constructie, naar aanleiding van een tijdelijke gebeurtenis als daar zijn : een congres, tentoonstelling of sportmanifestatie;

b) met of zonder bepaling van duur voor een aansluiting in een gemakkelijk verplaatsbaar onderkomen, een bouwkeet of een andere tijdelijke optrek, en in het algemeen, in een constructie die niet als definitief kan worden beschouwd.

§ 2. De apparatuur vermeld in de rubrieken A en C van de bijlage bij dit besluit is het voorwerp van gewone of tijdelijke abonnementen in de zin van § 1.

L'appareillage repris aux rubriques B et D de l'annexe au présent arrêté fait l'objet d'abonnements ordinaires.

Pour certains appareils, la Régie offre également à l'abonné d'autres régimes d'abonnement ou la vente qui font l'objet de contrats particuliers. Dans ce cas, elle peut fixer des conditions spéciales d'entretien de l'appareillage en cause.

§ 3. En régime d'abonnement ordinaire, l'abonné peut faire suspendre le service de son raccordement téléphonique pendant une période déterminée. Dans ce cas, il est redevable d'une somme forfaitaire de 400 F pour la suspension et la remise en service de son raccordement. Il n'est en aucun cas dispensé du paiement de la redérence pour la période de suspension du raccordement.

Art. 9. La durée d'une communication téléphonique est le temps compris entre le moment où l'appelé décroche l'appareil et celui où l'appelant raccroche.

Art. 10. La durée d'une communication télex est le temps compris entre le moment où le poste demandé est atteint et celui où le signal de libération est donné par l'un des correspondants.

Section II — Obligations de l'abonné et mesures administratives

Art. 11. L'abonné est tenu de permettre l'accès, à toute heure convenable, des lieux où sont installés les fils et les appareils, aux agents de la Régie chargés de l'entretien ou de contrôler le respect des conditions d'usage des moyens de télécommunications, et qui justifient de leur qualité.

Art. 12. L'abonné supporte le coût de la réparation des dégâts inhérents à l'installation, au maintien, au déplacement ou à l'enlèvement des fils et des appareils.

Art. 13. L'abonné doit prendre, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures propres à garantir la sécurité du personnel de la Régie dans toute l'étendue de la propriété raccordée.

Art. 14. En ce qui concerne les fils installés par la Régie et les appareils qu'elle donne en location, l'abonné est tenu de dédommager la Régie de toute perte ou alteration quelconque de l'installation, due à n'importe quel fait étranger à la Régie, à ses agents ou à l'usage normal.

Le coût de la réparation des dégâts causés à l'installation à l'intérieur de la propriété ou de l'immeuble, même dans les parties ou locaux utilisés en commun avec d'autres occupants, est également à charge de l'abonné.

Art. 15. Sauf autorisation écrite de la Régie, l'abonné ne peut relier aucun fil, appareil ou objet quelconque, par un procédé galvanique, inductif, acoustique, mécanique ou autre à l'installation dont l'usage lui est concédé, ni ouvrir ou démonter les appareils mis à sa disposition sous le régime d'abonnement, modifier de quelque manière que ce soit l'emplacement ou l'affectation de l'appareillage ou des fils.

Tous frais et préjudices occasionnés à la Régie par suite d'une infraction à ces dispositions peuvent être portés en compte à l'abonné; il en est de même des frais de recherche et de levée d'un dérangement causé par

1^o toute fausse manœuvre des appareils, ou négligence;

2^o de l'appareillage non délivré par la Régie et relié à l'installation.

De même, lorsque du fait de l'abonné, la régie a envoyé inutilement quelqu'un pour lever un dérangement, les frais occasionnés peuvent être facturés.

Art. 16. L'abonné ne peut se soustraire au trafic entrant notamment en laissant son téléphone décroché, ou l'une des fiches de son poste télex débranchée sans en avoir averti préalablement le central télex.

En cas d'infraction, une indemnité de 800 F ou de 400 F est perçue selon qu'il y a eu ou non nécessité d'envoyer un agent sur place. Cette indemnité est fixée à 4 540 F lorsque l'agent a dû être rappelé spécialement en dehors des heures normales de présence du personnel.

Art. 17. L'abonnement est personnel, il n'a qu'un seul titulaire. Lors de l'établissement de l'engagement d'abonnement, il peut être souscrit en faveur d'un tiers s'il peut être démontré de façon satisfaisante pour la Régie qu'il existe entre l'utilisateur réel et la personne qui souhaite souscrire l'abonnement une relation particulière telle qu'il n'est pas souhaitable de mettre l'abonnement au nom du bénéficiaire.

De l'appareillage mentionné dans les rubriques B et D de la présente loi, il est fait l'objet d'abonnements ordinaires.

Bepaalde apparatuur wordt door de Régie aan de abonnee ook onder andere abonnementenstelsels, die het voorwerp zijn van bijzondere contracten, ter beschikking gesteld of verkocht. In dat geval, kunnen bijzondere onderhoudsvoorraarden bepaald worden voor de desbetreffende apparatuur.

§ 3. Onder het stelsel van het gewoon abonnement kan een abonnee zijn telefoonaansluiting gedurende een bepaald tijdsinterval schorsen. Hij is in dat geval een vaste som van 400 F verschuldigd voor de buitengebruikstelling en de wederindienststelling van zijn aansluiting. Er wordt in geen geval ontheffing van abonnementsgeld verleend voor de periode van buitengebruikstelling.

Art. 9. De duur van een telefoongesprek is de tijd die verloopt tussen het ogenblik waarop de opgeroepene de telefoon opneemt en dat waarop de oproeper de telefoon weer op de haak legt.

Art. 10. De duur van een telexverbinding is de tijd die verloopt tussen het ogenblik waarop het opgeroepen toestel wordt bereikt en dat waarop de oproeper of de opgeroepene het sluitsignaal geeft.

Afdeling II. — Verplichtingen van de abonnee en administratieve maatregelen

Art. 11. De abonnee is ertoe gehouden de personeelsleden van de Régie die met het onderhoud of met de controle op de naleving van de voorwaarden op het gebruik van de telecomunicatiemiddelen belast zijn en zich als zodanig legitimeren, op elk behoorlijk tijdstip toegang te verschaffen tot de plaatsen waar de leidingen en apparatuur zich bevinden.

Art. 12. Schade die onvermijdelijk samengaat met het installeren, het instandhouden, het verplaatsen of het wegnehmen van leidingen en apparatuur is voor rekening van de abonnee.

Art. 13. De abonnee moet, op eigen kosten en aansprakelijkheid, over het gehele aangesloten perceel de maatregelen treffen die nodig zijn voor de veiligheid van het personeel van de Régie.

Art. 14. Met betrekking tot de door de Régie geïnstalleerde leidingen en de door-haar vervaardige apparatuur, moet de abonnee, bij verdwijning van enig deel ervan en bij welke schade ook die niet door toedoen van de Régie en haar personeel of door het normale gebruik is ontstaan, de Régie schadeloos stellen.

De kosten van herstel van schade die binnen het aangesloten perceel, de delen of lokalen die gemeenschappelijk met anderen worden gebruikt ingebrengt, aan de installatie is toegebracht, vallen eveneens ten laste van de abonnee.

Art. 15. Het is de abonnee verboden zonder schriftelijke toestemming van de Régie, welke draad, welk toestel of welk voorwerp ook, galvanisch, inductief, akoestisch, mechanisch of op enige andere wijze te verbinden met de installatie waarvan het gebruik hem is toegestaan, de toestellen, die te zijner beschikking zijn gesteld onder het abonnementstelsel, te openen of uiteen te nemen, de plaats of de bestemming van de apparatuur of de leidingen op welke manier ook te wijzigen.

De kosten en nadelen die voor de Régie uit een inbreuk op die bepalingen voortvloeien kunnen de abonnee in rekening worden gebracht; zo ook de kosten van opsporing of ophoefing van een storing veroorzaakt door :

1^o enige verkeerde hantering van de toestellen of door nalatigheid;

2^o niet door de Régie geleverde apparatuur die op de installatie is aangesloten.

Ook wanneer de Régie door toedoen van de abonnee iemand vergeefs heeft gestuurd om een storing op te heffen, kunnen de gemaakte kosten worden aangerekend.

Art. 16. Het is de abonnee verboden zich aan inkomend verkeer te onttrekken onder meer door zijn telefoon van de haak te laten liggen of door zonder de telexcentrale vooraf te waarschuwen een der stekkers van zijn telex uitgetrokken te laten.

Bij inbreuk wordt een vergoeding geïnd van 800 F of 400 F naargelang die inbreuk al dan niet aanleiding heeft gegeven tot de verplaatsing van een personeelslid. Die vergoeding wordt op 4 540 F bepaald wanneer het personeelslid speciaal opgeroepen is moeten worden buiten de normale uren van aanwezigheid van het personeel.

Art. 17. Het abonnement is persoonlijk, er is maar één houder. Bij het aangaan van de abonnementsochtend mag het ten gunste van een derde worden onderschreven, als ten genoegen van de Régie kan worden aangetoond dat tussen de feitelijke gebruiker en de persoon die het abonnement verlangt te onderschrijven een bijzondere relatie bestaat die het gewenst maakt het abonnement niet op naam van de begunstigde derde te stellen.

L'abonné peut :

1^e mettre occasionnellement son installation à la disposition de tiers ou autoriser le bénéficiaire à le faire;

2^e utiliser son installation en permanence conjointement avec un ou plusieurs tiers ou autoriser le bénéficiaire à le faire, pour autant qu'il informe la Régie du nom et de l'adresse de ceux-ci et de la date à laquelle débute l'utilisation en commun. Dans ce cas, il est perçu, par période de deux mois, une redevance supplémentaire qui est fixée comme suit :

1. installation téléphonique du régime d'abonnement : 38 F pour chaque poste téléphonique composant l'installation;

2. installation téléphonique du régime d'achat :

2.1. installation avec central domestique : 38 F par équipement de ligne intérieure installé dans le central;

2.2. installation avec postes à boutons pour communications intérieures : 38 F par ligne intérieure que peut comporter l'installation;

3. installation télex : 715 F par utilisateur supplémentaire.

Art. 18. Lorsque plusieurs raccordements téléphoniques aboutissent à une même installation, tous les abonnements y afférents doivent être souscrits par la même personne. S'il s'agit d'une installation achetée ou louée à une entreprise privée, le souscripteur des abonnements doit être propriétaire ou locataire de l'installation.

Art. 19. L'abonné reste seul responsable envers la Régie de l'utilisation du raccordement et du paiement de toutes sommes dues.

La personne qui paie un abonnement sans en être titulaire n'acquiert de ce chef aucun droit à l'égard de la Régie.

Art. 20. Sauf autorisation de la Régie, il est interdit aux abonnés d'exploiter ou de laisser exploiter sous quelque forme que ce soit, un organisme qui se charge de transmettre ou de recevoir pour des tiers des messages destinés à être réexpédiés par télex, par télégraphe, par téléphone ou par tout autre moyen.

Art. 21. Les redevances d'abonnement sont payables par anticipation, de deux en deux mois.

Art. 22. Les taxes relatives au trafic sont dues au moment même de l'émission des communications et messages ou de leur réception s'il s'agit de communications internationales payables à l'arrivée ou de communications téléphoniques reçues par un numéro vert.

L'abonné est tenu de verser, pour chaque raccordement dont il est titulaire, une provision en espèces couvrant au moins le montant des taxes afférentes aux trafics intérieur et international :

1^e émis ou acceptés à ses frais pendant une période de deux mois s'il s'agit d'un raccordement téléphonique;

2^e émis pendant une période d'un mois s'il s'agit d'un raccordement télex;

3^e reçus pendant une période d'un mois s'il s'agit d'un numéro vert.

Cette provision n'est pas productive d'intérêts.

Sauf conditions contractuelles particulières, elle s'élève initialement à 400 F par raccordement téléphonique, à 500 F par raccordement télex, et à 5 000 F par numéro vert. Elle est majorée ou réduite en temps opportun, selon les fluctuations du trafic facturé, sans qu'elle puisse être inférieure à 200 F pour raccordement téléphonique, à 500 F pour un raccordement télex et à 1 000 F pour un numéro vert.

L'excédent éventuel de provision est remboursé lors de la résiliation de l'abonnement.

Art. 23. Pour la facturation des taxes et redevances et pour la résiliation de l'abonnement ordinaire, la Régie fixe l'échéance selon les besoins du service.

Art. 24. La facture ne comporte pas le détail du trafic.

La somme à payer est arrondie au franc supérieur si la fraction atteint ou dépasse 50 centimes, au franc inférieur dans le cas contraire.

Art. 25. La facture est envoyée à l'abonné en simple exemplaire par la voie postale ordinaire :

1^e tous les deux mois pour les redevances d'abonnement téléphonique et télex et pour les taxes téléphoniques;

2^e tous les mois pour les taxes télex.

Art. 26. Le recouvrement des taxes en dehors des échéances normales peut être effectué :

1^e d'office, lorsque la Régie le juge nécessaire;

De l'abonné mag :

1^e zijn installatie bij gelegenheid ter beschikking stellen van derden of de begünstigde toestaan dit te doen;

2^e zijn installatie op permanente wijze gemeenschappelijk gebruiken met één of verscheidene derden, of de begünstigde toestaan dit te doen, mits hij de Régie kennis geeft van de naam en het adres van de medegebruikers alsmede van de datum waarop het medegebruik aanvangt. In dit geval wordt, per tijdvak van twee maand, een extra-abonnementsgeld geheven. Dit wordt vastgesteld als volgt :

1. telefooninstallatie van het abonnementssysteem : 38 F voor elk telefoontoestel dat van de installatie deel uitmaakt;

2. telefooninstallatie van het koopstelsel :

2.1. installatie met huiscentrale : evenveel maal 38 F als in de huiscentrale huislijncircuits aanwezig zijn;

2.2. installatie van toestellen met kiestoetsen voor intercommunicaatie : evenveel maal 38 F als de installatie huislijncircuits kan bevatten;

3. telexinstallatie : 715 F per medegebruiker.

Art. 18. Als verscheidene telefoonaansluitingen op eenzelfde installatie zijn verbonden, moeten alle abonnementen betreffende die aansluitingen door dezelfde persoon zijn onderschreven. Als die installatie aangekocht of gehuurd is bij een particuliere onderneming, moet de houder van de telefoonabonnementen eigenaar of huurder zijn van de installatie.

Art. 19. Alleen de abonnee is aansprakelijk tegenover de Régie voor het gebruik van de aansluiting en voor de betaling van alle verschuldigde kosten.

Hij die een abonnement betaalt zonder er houder van te zijn krijgt daardoor geen enkel recht bij de Régie.

Art. 20. Behoudens toestemming van de Régie is het de abonnee verboden, in welke vorm ook, een organisatie te exploiteren of te laten exploiteren die ten gerieve van derden de oversteining of ontvangst op zich neemt van berichten bestemd om per telex, telegraaf, telefoon of met ieder ander middel te worden doorgezonden.

Art. 21. De abonnementsgelden worden vooruit betaald, per tijdvak van twee maand abonnement.

Art. 22. De kosten van het verkeer zijn verschuldigd op het ogenblik zelf waarop dit verkeer uitgaat of waarop het ontvangen wordt, indien het internationale verbindingen voor rekening van de opgeroepene of door een groen nummer ontvangen telefoonverbindingen betreft.

De abonnee dient voor iedere aansluiting waarvan hij houder is, een som te storten die op zijn minst de kosten van het binnenlands en internationaal verkeer dekt:

1^e dat op zijn kosten uitgaat of wordt aanvaard, over een tweemaandelijks tijdvak indien het een telefoonaansluiting betreft;

2^e dat uitgaat over een maandelijkse tijdvak, indien het een telexaansluiting betreft;

3^e dat wordt ontvangen over een maandelijkse tijdvak, indien het een groen nummer betreft.

Deze kostendekkingssom brengt geen rente op.

Behoudens bijzondere contractuele voorwaarden bedraagt zij aanvankelijk 400 F per telefoonaansluiting, 500 F per telexaansluiting en 5 000 F per groen nummer. Zij wordt, naar gelang van het gefactureerd verkeer, te gelegener tijd verhoogd of verlaagd, zonder minder te mogen bedragen dan 200 F per telefoonaansluiting, 500 F voor een telexaansluiting en 1 000 F voor een groen nummer.

Bij opzegging van het abonnement wordt het gebeurlijk overschot van de kostendekkingssom terugbetaald.

Art. 23. Voor het factureren van de telefoon- en telexgelden, alsmede voor het opzeggen van het gewoon abonnement, stelt de Régie de vervaldag vast naar gelang van de dienstvereisten.

Art. 24. De factuur bevat geen gedetailleerde opgaaf van het verkeer.

De te betalen som wordt afgerond tot op een frank, naar boven als het gedeelte van een frank 50 centiem of meer bedraagt, naar beneden in het andere geval.

Art. 25. De factuur wordt de abonnee in enkel exemplaar per gewone post toegezonden :

1^e om de twee maand voor de telefoon- en telexabonnementen gelden alsmede voor de kosten van het telefoonverkeer;

2^e om de maand voor de kosten van het telexverkeer.

Art. 26. Invordering van de verkeerskosten buiten de gewone vervaldagen kan gebeuren :

1^e van ambtswege, telkens als de Régie dit nodig acht,

2^e à la demande de l'abonné moyennant paiement de 150 F par extrait de compte.

Art. 27. L'abonné qui déclare n'avoir pas reçu sa facture périodique ou son extrait de compte est tenu de liquider le montant que la Régie lui indique. Il n'est pas délivré de duplicita.

Art. 28. Toute somme due à la Régie doit être payée auprès de l'organisme financier désigné à cet effet, dans un délai de dix jours prenant cours le lendemain du jour de l'envoi de la facture.

Les plaintes relatives aux taxes portées en compte doivent être introduites dans les trois mois qui suivent la date de la facture.

Art. 29. Après l'échéance¹ du délai de paiement la Régie peut percevoir un intérêt moratoire sur les sommes dues par l'abonné.

Cet intérêt est calculé, par mois ou partie de mois de retard, au prorata du nombre de jours de calendrier de retard au tarif ordinaire des avances en compte courant fixé par la Banque Nationale qui est en vigueur le vingt-huitième jour du mois précédent celui au cours duquel le retard a lieu, augmenté de 1 p.c. l'an.

Art. 30. La suspension par le gouvernement de tout ou partie d'un service, pour une raison d'ordre public, ne donne à l'abonné aucun droit au remboursement des redevances d'abonnement ni à quelque indemnité que ce soit.

Art. 31. La Régie peut suspendre sans indemnité le raccordement de l'abonné qui :

1^e ne remplit pas ses obligations envers la Régie;

2^e se livre à des écarts de langage envers le personnel de la Régie;

3^e peut nuire, par son comportement, à la bonne exécution du service;

4^e importune intentionnellement un autre abonné par des appels intempestifs;

5^e gêne ou a gêné, par manque de précaution, le trafic sur le réseau téléphonique public.

La suspension fait l'objet d'une information envoyée à l'abonné au moins trois jours à l'avance par la voie postale ordinaire, sauf si les appelants gênent le trafic sur le réseau public, auquel cas elle peut être immédiate.

Les frais de suspension et de remise en service sont à charge de l'abonné. Ils sont fixés forfaitairement à 400 F. Si l'il s'agit d'un numéro vert, cette somme est portée à 2 500 F.

Art. 32. Pour l'une des raisons citées à l'article 31 ou si l'abonné s'oppose au partage de ligne dont question à l'article 6, la Régie peut résilier l'abonnement à l'échéance, sans que l'abonné puisse prétendre à une indemnité quelconque et sans préjudice du paiement des sommes dont il est encore redevable.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée à la poste expédiée quinze jours avant l'échéance.

Lorsque, du fait de l'abonné, un agent de la Régie s'est déplacé inutilement pour enlever l'appareillage, une indemnité de 800 F par déplacement est portée en compte.

Section III Etablissement et entretien des raccordements

Art. 33. En régime d'abonnement ordinaire, pour un raccordement téléphonique normal, l'indemnité pour la mise à disposition de la ligne peut être liquidée à raison de 620 F lors de chacune des six échéances suivant la date du raccordement.

Ce mode de paiement n'est admis que s'il s'agit du seul raccordement de l'abonné et si l'installation ne comporte qu'un poste téléphonique simple et, éventuellement, une sonnerie supplémentaire et deux prises téléphoniques.

En cas de résiliation de l'abonnement, de transfert de l'installation ou de changement de numéro d'appel avant le paiement intégral, le solde devient immédiatement exigible.

Art. 34. Lorsque le raccordement d'une installation téléphonique est réalisé au moyen de systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, l'abonné paie, en régime d'abonnement ordinaire, outre les indemnités pour la mise à sa disposition des lignes réseau et de l'appareillage :

a) 200 000 F pour le premier système;

b) 45 000 F par système additionnel installé entre les mêmes extrémités et sur la même infrastructure que le premier.

2^e op verzoek van de abonnee tegen betaling van 150 F per rekeninguittreksel.

Art. 27. De abonnee die verklaart zijn periodieke factuur of zijn rekeninguittreksel niet te hebben ontvangen, is gehouden tot storting van het bedrag dat de Régie hem opgeeft. Een dupliaat wordt niet verstrekt.

Art. 28. Alle verschuldigde bedragen moeten bij een daartoe aangewezen financiële instelling betaald worden binnen tien dagen, te rekenen van de dag na die waarop de factuur werd verzonden.

Klachten omtrent de in rekening gebrachte verkeerskosten moeten worden ingediend binnen de drie maand volgend op de datum van de factuur.

Art. 29. De Régie kan na het verstrijken van de betalingstermijn een verzuimrente vorderen op de bedragen die de abonnee schuldig is.

Deze intrest wordt berekend, per maand of per gedeelte van een maand vertraging, pro rata van het aantal kalenderdagen vertraging tegen het gewoon tarief der voorschotten in rekening-courant vastgesteld door de Nationale Bank en geldig op de twintigste dag van de maand die voorafgaat aan die waarin vertraging optreedt, verhoogd met 1 pct. 's jaars.

Art. 30. De gehele of gedeeltelijke schorsing van een dienst door de regering, om reden van openbare orde, geeft de abonnee geen recht op terugbetaling van enig abonnementsgeld noch op enige vergoeding.

Art. 31. De Régie kan de aansluiting van de abonnee zonder vergoeding schorsen wanneer :

1^e hij zijn verplichtingen tegenover de Régie niet nakomt;

2^e hij het personeel van de Régie ongepast bejegent;

3^e zijn gedragingen afbreuk kunnen doen aan de goede dienstuitvoering;

4^e hij opzettelijk een ander abonnee hindert met ongelegen oproepen;

5^e hij, bij gebrek aan voorzorgen, het verkeer op het openbaar telefoonnet hindert of heeft gehinderd.

De schorsing wordt ter kennis van de abonnee gebracht met een brief die minstens drie dagen vooraf per gewone post wordt verstuurd, behalve indien de oproepers het verkeer op het openbaar net hinderen, wat kan aanleiding geven tot een onmiddellijke schorsing.

De kosten van buitengebruikstelling en van wederindienststelling vallen ten laste van de abonnee. Een vaste som van 400 F wordt hieraan toegevoegd.

Art. 32. Om een van de redenen vermeld in artikel 31 en ook als de abonnee zich verzet tegen de lijdeling waarvan sprake is in artikel 6, kan de Régie het abonnement op de vervaldag opheffen, zonder dat de abonnee aanspraak kan maken op enige vergoeding en onvermindert de betaling van de sommen die hij nog verschuldigd is.

De opzegging gebeurt bij een ter post aangetekende brief die vijfentien dagen voor de vervaldag wordt verstuurd.

Wanneer de Régie door toedoen van de abonnee vergeefs iemand heeft gestuurd om de apparatuur weg te nemen, wordt een vergoeding van 800 F per verplaatsing in rekening gebracht.

Afdeling III Aanleg en instandhouding van de aansluitingen

Art. 33. Onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale telefoonaansluiting mag de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijnen worden vereffend op voet van 620 F op elk van de zes vervaldagen volgend op de datum van de aansluiting.

Deze betalingswijze wordt slechts toegestaan voor zover het om de enige aansluiting van de abonnee gaat en de installatie beperkt is tot een enkelvoudig toestel met eventueel een extra-biel en twee wandcontactdozen.

Bij opzegging van het abonnement, bij verhuizing van de installatie of bij wijziging van abonneenummer voor de volledige afbating, wordt het saldo onmiddellijk ingevorderd.

Art. 34. Wanneer de aansluiting van een telefooninstallatie door middel van digitale lijensystemen PCM - 2 Mbit/s geschiedt, betaalt de abonnee, onder het stelsel van het gewoon abonnement, boven de vergoedingen voor beschikbaarstelling van de netlijnen en van de apparatuur :

a) 200 000 F voor het eerste systeem;

b) 45 000 F per bijkomend systeem dat tussen dezelfde eindpunten en op dezelfde infrastructuur als het eerste wordt aangelegd.

Art. 35. L'indemnité pour la mise à disposition de la ligne est due pour un raccordement exceptionnel en régime d'abonnement ordinaire.

Pour un raccordement exceptionnel, les frais évalués par la Régie peuvent être portés en compte au lieu de l'indemnité susdite pour la mise à disposition de la ligne.

Lorsque des raccordements exceptionnels sont réalisés au moyen de systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, l'abonné paie, par système :

- 1° les indemnités fixées à l'article 34;
- 2° une indemnité forfaitaire supplémentaire de 100 000 F.

Art. 36. En régime d'abonnement temporaire, l'abonné est tenu de payer :

1. pour un raccordement dans un bâtiment définitif :
 - 1.1. lorsque la Régie n'a pas encore posé définitivement les lignes extérieure et intérieures : la même indemnité pour la mise à disposition de la ligne et les mêmes frais inhérents à la mise à sa disposition de l'appareillage qu'en régime d'abonnement ordinaire et, pour les raccordements téléphoniques réalisés au moyen d'un système de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, les frais fixés à l'article 34;
 - 1.2. lorsque la Régie a posé définitivement les lignes extérieure et intérieures : la moitié de l'indemnité pour mise à sa disposition de la ligne réseau et quatre cinquièmes des frais d'installation applicables en régime d'abonnement ordinaire, plus les frais fixés à l'article 41, 2°; ces derniers ne sont toutefois pas dus lorsqu'il s'agit de la réalisation d'un raccordement téléphonique; pour des raccordements téléphoniques réalisés au moyen d'un système de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s : les frais fixés à l'article 34, à l'exception des frais d'installation de l'appareillage qui sont fixés à quatre cinquièmes de ceux applicables en régime d'abonnement ordinaire;
2. pour un raccordement dont question à l'article 8, § 1er, b : les frais d'établissement et d'enlèvement évalués par la Régie; ils comportent au minimum l'indemnité pour la mise à sa disposition de la ligne réseau et les frais inhérents à la mise à sa disposition de l'appareillage applicables en régime d'abonnement ordinaire : pour un raccordement téléphonique réalisé au moyen d'un système de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, le minimum perçu est égal au total des frais résultant de l'application de l'article 34.

Art. 37. Le numéro d'appel attribué à un raccordement téléphonique ou télex est une indication de service dont la Régie dispose selon les besoins et les possibilités de son exploitation. L'abonné ne peut se prévaloir d'aucun droit pour obtenir ou conserver un numéro d'appel déterminé.

L'abonné au télex reçoit en outre un indicatif.

Art. 38. Le changement de numéro d'appel ou d'indicatif, à la demande de l'abonné, donne lieu à la perception d'une taxe de 1 050 F ou de 1 750 F, selon qu'il s'agit d'un raccordement téléphonique ou d'un raccordement télex.

Art. 39. L'établissement, la modification, le transfert et la suppression des raccordements sont exécutés par la Régie, sauf en ce qui concerne certaines installations et appareillages de type spécial qui font l'objet de conditions particulières.

Art. 40. L'abonné assume à ses frais le placement conforme aux prescriptions du Comité électrotechnique belge, aux endroits désignés par la Régie, ainsi que l'entretien des raccordements électriques et/ou prise de terre nécessaires au fonctionnement de l'installation.

Art. 41. En régime d'abonnement ordinaire, l'abonné paie pour la mise à sa disposition de l'appareillage :

1° les frais d'installation fixés à l'annexe au présent arrêté; en outre, par prise murale ou autre accessoire pour lesquels plus de 10 mètres de canalisation doivent être posés, il est facturé 100 F par mètre de canalisation supplémentaire; ce montant est réduit de 50 % pour un abonné bénéficiaire du tarif téléphonique social;

2° les frais de transport du personnel et du matériel; ceux-ci ne sont portés en compte qu'une fois en cas de placement simultané de plus d'un appareil ou accessoire et sont fixés :

a) à 500 F, s'il s'agit de l'adjonction d'appareillage téléphonique dans une installation téléphonique, ou de l'adjonction d'accessoires dans une installation télex ou télefax; dans le cas d'un abonnement téléphonique ordinaire, ces frais sont réduits de 50 % pour un abonné bénéficiaire du tarif téléphonique social;

Art. 35. De vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijnen is verschuldigd voor een buitennetaansluiting onder het stelsel van het gewoon abonnement.

In plaats van de gezegde vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn, kunnen voor een buitennetaansluiting de door de Régie geraamde kosten worden aangerekend.

Wanneer buitenetaansluitingen door middel van digitale lijensystemen PCM 2 Mbit/s tot stand worden gebracht, betaalt de abonnee per systeem :

1° de vergoedingen bepaald in artikel 34;

2° een bijkomende vergoeding voor eens van 100 000 F.

Art. 36. Onder het stelsel van het tijdelijk abonnement is de abonnee verschuldigd :

1. voor een aansluiting in een definitieve constructie :

1.1. wanneer de Régie netlijn en binnenleidingen nog niet definitief heeft aangelegd : dezelfde vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en dezelfde kosten verbonden aan de beschikbaarstelling van apparatuur als onder het stelsel van het gewoon abonnement en voor telefoonaansluitingen die door middel van een digitaal lijensysteem PCM 2 Mbit/s tot stand worden gebracht, de kosten bepaald in artikel 34;

1.2. wanneer de Régie netlijn en binnenleidingen definitief heeft aangelegd : de helft van het bedrag van de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en viervijfden van de installatiekosten geldend onder het stelsel van het gewone abonnement, benevens de kosten bepaald in artikel 41, 2°; deze laatste kosten zijn echter niet verschuldigd als het over de totstandbrenging van een telefoonaansluiting gaat; voor telefoonaansluitingen die door middel van een digitaal lijensysteem PCM 2 Mbit/s tot stand worden gebracht : de kosten bepaald in artikel 34, met uitzondering van de installatiekosten voor de apparatuur die vastgesteld worden op viervijfden van die welke gelden onder het stelsel van het gewone abonnement;

2. voor een aansluiting zoals bedoeld in artikel 8, § 1, b : de door de Régie geraamde kosten van aanleg en opruiming, met als minimum de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en de kosten verbonden aan de beschikbaarstelling van apparatuur die gelden onder het stelsel van het gewoon abonnement; voor telefoonaansluitingen die door middel van een digitaal lijensysteem PCM 2 Mbit/s tot stand worden gebracht geldt als minimum het totaal van de kosten voortvloeiend uit de toepassing van artikel 34.

Art. 37. Het aan een telefoon- of telexaansluiting toe te kennen nummer is een dienstgegeven waarover de Régie beschikt volgens de behoeften en de mogelijkheden van haar bedrijf. De abonnee kan geen recht doen gelden op het verkrijgen of behouden van een bepaald nummer.

De telexabonnee krijgt bovendien een telexnaam.

Art. 38. Bij verandering van abonneenummer of telexnaam op aanvraag van de abonnee wordt een vergoeding van 1 050 F of van 1 750 F geheven, naargelang het een telefoon- of een telexaansluiting betreft.

Art. 39. Aanleg, wijziging, verhuizing en opheffing van aansluitingen worden door de Régie gedaan. Dit slaat echter niet op bepaalde installaties en toestellen van bijzondere aard waarvoor speciale voorwaarden gelden.

Art. 40. Ingeval een elektrische leiding en/of een aard geleiding nodig zijn, staat de abonnee op eigen kosten in voor hun aanleg conform de voorschriften van het Belgisch Elektrotechnisch Comité op de plaats aangewezen door de Régie en voor hun onderhoud.

Art. 41. Onder het stelsel van het gewoon abonnement betaalt de abonnee voor de beschikbaarstelling van apparatuur :

1° de installatiekosten zoals bepaald in de bijlage bij dit besluit; per wandcontactdoos of ander toebehoren waarvoor meer dan 10 meter leidingen moeten worden aangelegd, wordt bovendien 100 F per bijkomende meter leidingen of resterend gedeelte daarvan in rekening gebracht; dat bedrag wordt verminderd met 50 % voor de abonnee die het sociaal telefoonarief geniet;

2° de kosten van vervoer van personeel en benodigheden; deze worden bij gelijktijdige plaatsing van meer dan één toestel of van toebehoren slechts eenmaal in rekening gebracht en worden vastgesteld :

a) op 500 F, wanneer het om de bijplaatsing van telefoonapparatuur in een telefooninstallatie gaat dan wel om de bijplaatsing van toebehoren in een telex- of telefaxinstallatie; deze kosten worden nochtans, in het geval van een gewoon telefoonabonnement, verminderd met 50 % voor de abonnee die het sociaal telefoonarief geniet;

b) à 1 000 F dans les autres cas.

Les frais de transport ne sont toutefois pas portés en compte lorsqu'il s'agit du placement d'appareillage téléphonique effectué à l'occasion de la réalisation d'un raccordement téléphonique.

En régime d'abonnement ordinaire, lorsqu'une installation téléphonique sans central domestique ou système d'intercommunication est composée de postes téléphoniques simples ou spéciaux et éventuellement d'accessoires, l'indemnité pour mise à disposition de la ligne réseau couvre les frais pour la fourniture et l'installation d'un poste téléphonique simple ou spécial.

Art. 42. En cas de placement d'un appareil ou accessoire spécial que la Régie ne fournit pas, dans une installation livrée par la Régie, l'abonné paie les frais évalués par la Régie pour le travail à exécuter par son personnel.

Art. 43. Pour des modifications d'installations effectuées à la demande l'abonné, les frais évalués par la Régie pour ce travail sont perçus.

La Régie n'est pas tenue de donner suite à la demande de remplacement des appareils.

Art. 44. Le transfert à une autre adresse d'une installation faisant l'objet d'un abonnement ordinaire est réalisé aux mêmes conditions qu'un nouveau raccordement.

En cas de transfert d'un raccordement téléphonique :

1^o lorsque l'abonné restitue à la Régie, dans les quinze jours qui suivent la mise hors service, l'ensemble des postes simples et éventuellement des accessoires de l'installation dont il disposait à son ancienne adresse, il reçoit une prime de 500 F. S'il emporte cette installation à sa nouvelle adresse, il reçoit une prime de 500 F;

2^o lorsque la Régie est en possession, au plus tard le jour de la mise hors service de l'installation à l'ancienne adresse, d'une demande ferme d'utilisation de cette installation telle quelle, l'abonné qui change d'adresse reçoit une prime de 500 F par ligne réseau de l'installation réutilisée.

De plus, l'abonné qui change d'adresse et qui remplit les conditions prévues bénéficie des réductions accordées dans le cas d'un nouveau raccordement.

Si, lors du transfert d'une installation télex, la Régie peut procéder au déplacement du (des) télé-imprimeur(s) de l'ancienne à la nouvelle adresse sans devoir y apporter de modification, les frais d'installation sont réduits de 1 750 F.

Le transfert d'une installation faisant l'objet d'un abonnement temporaire n'est pas admis.

Art. 45. Quiconque a demandé un raccordement, un transfert, un déplacement ou une modification d'installation et qui y renonce après le début des travaux, qu'il s'agisse des lignes extérieure ou intérieures, est tenu de rembourser à la Régie les frais que celle-ci a supportés.

S'il s'agit de travaux relatifs à la réalisation d'un nouveau raccordement ou d'un transfert, la somme à rembourser est éventuellement ramenée au montant de l'indemnité pour la mise à disposition de la ligne et des frais inhérents à la mise à disposition des appareils et accessoires.

Art. 46. § 1er. Sauf convention contraire, la Régie assure tous les travaux d'entretien et de réparation des appareils et des installations qu'elle a fournis.

§ 2. Le coût des travaux visés au § 1er est couvert par la redevance d'abonnement sauf dans les cas suivants :

1^o lorsqu'ils résultent d'un usage abnormal des appareils et des installations. Dans ce cas, le coût des travaux d'entretien et de réparation est à la charge de l'abonné conformément aux dispositions des articles 14, 15 et 16;

2^o lorsque à la demande de l'abonné, un ou plusieurs agents sont appelés spécialement en dehors des heures normales de présence du personnel pour lever un dérangement de l'appareillage terminal, de l'appareillage de ligne ou de l'appareillage de commutation. Dans ce cas, l'abonné paie, par agent appelé, 4 540 F s'il s'agit d'un appareillage du type téléphonique ou 5 450 F s'il s'agit d'un appareillage télex, télifax, de transmission de données ou de ligne. Ces frais ne sont pas facturés si le dérangement n'est pas levé dans les 4 heures après avoir été signalé, non compris la durée du déplacement des agents appelés;

3^o lorsque, à la demande de l'abonné, des agents fournissent des prestations en dehors de leurs heures normales de présence pour lever un dérangement dans le réseau de câbles. Dans ce cas, l'abonné rembourse à la Régie les salaires payés conformément aux lois et règlements qui régissent les prestations du personnel;

4^o lorsqu'il s'agit d'un appareil pour lequel des conditions spéciales d'entretien ont été fixées.

b) op 1 000 F in de andere gevallen.

Er worden echter geen kosten van vervoer aangerekend voor de plaatsing van telefoonapparatuur bij gelegenheid van de totstandbrenging van een telefoonaansluiting.

Wanneer onder het stelsel van het gewoon abonnement een telefooninstallatie zonder huiscentrale of intercommunicatiesysteem uit enkelvoudige of bijzondere telefoontoestellen en eventueel toebehoren bestaat, dekt de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn de kosten voor de levering en de installatie van één enkelvoudig of bijzonder telefoontoestel.

Art. 42. In geval van plaatsing van een niet door de Régie geleverd bijzonder toestel of toebehoren in een door de Régie ter beschikking gestelde installatie, betaalt de abonnee de door de Régie geraamde kosten van het werk dat door haar personeel moet worden uitgevoerd.

Art. 43. Voor installatiewijzigingen uitgevoerd op verlangen van de abonnee, worden de door de Régie geraamde kosten van dat werk aangerekend.

De Régie is niet verplicht in te gaan op een verzoek tot vervanging van apparatuur.

Art. 44. Voor verhuizing van een aansluiting waarvoor een gewoon abonnement is onderschreven, gelden dezelfde voorwaarden als voor een nieuwe aansluiting.

Wanneer, bij verhuizing van een telefoonaansluiting :

1^o de abonnee die binnen de vijftien dagen die volgen op de buitendienststelling, het geheel van de enkelvoudige toestellen en eventueel de toebehoren van de installatie waarover hij onder het abonnementssysteem beschikt op zijn vorig adres, terugbezorgt aan de Régie, ontvangt hij een premie van 500 F. Zo hij die installatie meeneemt naar zijn nieuw adres ontvangt hij een premie van 500 F;

2^o de Régie ten laatste op de datum van de buitendienststelling van de installatie op het vorige adres in het bezit is van een vaste aanvraag om die installatie zonder wijziging te gebruiken, ontvangt de verhuizende abonnee een premie van 500 F per netlijn van de opnieuw in gebruik genomen installatie.

Bovendien geniet de abonnee die van adres verandert en die de voorziene voorwaarden vervult, de reducties die toegekend worden in het geval van een nieuwe aansluiting.

Als de Régie, bij verhuizing van een telexaansluiting, de verrechrijver(s) ongewijzigd van het oude naar het nieuwe adres kan overbrengen, worden de installatiekosten met 1 750 F verminderd.

Verhuizing van een aansluiting waarvoor een tijdelijk abonnement is onderschreven, wordt niet toegestaan.

Art. 45. Wie om aansluiting, verhuizing van een aansluiting, verplaatsing of wijziging van zijn installatie heeft verzocht en daarvan afziet na aanvang van de werken, om het even of die betrekking hebben op de buitenlijn dan wel op de binneneleidingen, is ertoe gehouden aan de Régie de gemaakte kosten terug te betalen.

Gaat het om werken voor een nieuwe aansluiting of voor verhuizing van een aansluiting, dan wordt de terug te betalen som eventueel verminderd tot het bedrag van de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en van de kosten verbonden aan de beschikbaarstelling van toestellen en toebehoren.

Art. 46. § 1. Behoudens andersluidende overeenkomst voert de Régie aan de door haar geleverde toestellen en installaties alle onderhouds- en herstellingswerken uit.

§ 2. De kosten van het werk bedoeld in § 1 worden door het abonnementsgeld gedekt, behalve in de volgende gevallen :

1^o als zij voortyloeiën uit een abnormaal gebruik van de toestellen en installaties. In dat geval zijn de kosten voor het onderhouds- en herstellingswerk, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 14, 15 en 16, voor rekening van de abonnee;

2^o als op verzoek van de abonnee één of meer personeelsleden speciaal worden opgeroepen buiten de normale uren van aanwezigheid van het personeel om een storing op te heffen in de endapparatuur, in de lijnapparatuur of in de commutatieapparatuur. In dat geval betaalt de abonnee, per opgeroepen personeelslid, 4 540 F als het telefoonapparatuur betreft of 5 450 F als het telex-, telefax-, data-transmissie- of lijnapparatuur betreft. Die vergoedingen worden niet aangerekend indien de storing niet wordt opgeheven binnen 4 uur na de melding, de verplaatsingsduur van de opgeroepen personeelsleden niet ingerekend;

3^o als op verzoek van de abonnee, personeelsleden prestaties leveren buiten hun normale uren van aanwezigheid, om een storing in het kabinet op te heffen. In dat geval betaalt de abonnee aan de Régie de arbeidsloon, die vereffend worden overeenkomstig de wetten en reglementen die de prestaties van het personeel regelen;

4^o als het gaat om een toestel waarvoor bijzondere onderhoudsvoorwaarden werden vastgelegd.

§ 3. Lorsque des conditions spéciales d'entretien sont fixées pour un appareil, ces conditions sont applicables à la levée des dérangements pendant les heures normales de présence du personnel. Pour la levée d'un dérangement en dehors de ces heures à la demande de l'abonné, les frais supplémentaires portés en compte sont les mêmes que pour un appareil mis à la disposition de l'abonné sous le régime de l'abonnement ordinaire.

§ 4. La Régie peut toujours, pour les nécessités du service, modifier ou faire modifier les appareils et installations. Elle peut aussi décider de ne plus fournir l'un ou l'autre appareillage ou de ne plus en assurer l'entretien.

§ 5. Certains postes téléphoniques peuvent être achetés par l'abonné. Ils sont alors soumis aux redevances d'abonnement « Service Plus » fixées au tarif repris à l'annexe au présent arrêté. La redevance « Service Plus » couvre les frais de main-d'œuvre pour l'entretien et la réparation des postes concernés ainsi que la fourniture gratuite d'un poste en attendant la réparation ou le remplacement du poste dérangé. Si après une période de deux mois, l'abonné n'a pas fait un choix définitif en ce qui concerne le remplacement de ce dernier, le poste fourni sera soumis à la redevance d'abonnement à partir de l'échéance qui suit ce délai.

Les dispositions reprises au § 2^{1o} et 2^o sont également d'application en ce qui concerne l'entretien et la réparation des postes couverts par le « Service Plus ».

Art. 47. Les frais évalués et portés en compte par la Régie pour des travaux à effectuer par son personnel comportent :

- 1^o les frais d'étude;
- 2^o le transport des ouvriers et du matériel;
- 3^o la main-d'œuvre;
- 4^o le matériel mis en œuvre, déduction faite de la valeur, au moment de l'enlèvement, du matériel que la Régie récupérera;
- 5^o les frais généraux.

Pour l'application du présent article, la Régie peut faire usage d'un barème.

Art. 48. Sauf engagement écrit, la Régie n'assume aucune obligation quant au délai d'exécution des travaux demandés.

Art. 49. Lors de la mise en service ou, éventuellement, de l'extension d'une installation téléphonique du « régime achat », une taxe forfaitaire, à charge de l'abonné, est réclamée à l'entreprise chargée de la fourniture, du placement et de l'entretien de cette installation et est fixée comme suit :

a) installation avec central domestique :

a) 2 470 F par équipement de ligne réseau installé dans le central ou ajouté; pour ce qui concerne les installations PABX de type numérique réalisées au central public par des systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, cette taxe est fixée à 74 100 F par système installé ou ajouté;

b) 175 F par équipement de ligne intérieure installé dans le central ou ajouté ou par canal que comportent les équipements installés dans le central ou ajoutés lorsqu'il s'agit de systèmes de raccordements intérieurs comportant plusieurs canaux; les canaux qui ne transmettent que la signalisation pour l'établissement ou le relâchement ne sont toutefois pas sujets à l'application d'une taxe;

2^o installation avec postes à boutons pour communications intérieures :

a) 715 F par ligne réseau que peut comporter l'installation;

b) 175 F par ligne intérieure que peut comporter l'installation.

Il appartient à cette entreprise de soumettre préalablement les postes téléphoniques à la Régie pour contrôle. Tous les postes dont l'utilisation sans l'estampille requise est constatée sont enlevés par la Régie et tenus à la disposition de l'entreprise en question.

Par poste soumis à son contrôle ou qu'elle a déconnecté en raison du défaut de l'estampille requise, la Régie porte une taxe de 185 F en compte à la firme dont question.

Section IV. — Conditions d'abonnement diverses

Art. 50. L'abonnement prend cours le jour de la mise en service du raccordement.

La redevance d'abonnement due pour la période allant du jour de la mise en service à la première échéance est calculée par jour.

§ 3. Wanneer bijzondere onderhoudsvoorraarden bepaald zijn voor een toestel, gelden die voorwaarden voor de opheffing van storingen tijdens de normale uren van aanwezigheid van het personeel. Voor opheffing van een storing buiten die tijdsperiode op verzoek van de abonnee worden dezelfde bijkomende kosten aangerekend als voor een apparaat dat onder het stelsel van het gewoon abonnement ter beschikking van de abonnee wordt gesteld.

§ 4. De Régie kan te allen tijde, ter wille van de behoeften van de dienst, de toestellen en installaties wijzigen of doen wijzigen. Tevens kan zij ertoe besluiten bepaalde apparatuur niet meer beschikbaar te stellen of het onderhoud ervan niet meer uit te voeren.

§ 5. Sommige telefoontoestellen kunnen door de abonnee worden aangekocht. Voor die toestellen worden dan abonnementsgelden « Service Plus » geheven overeenkomstig het tarief dat in de bijlage bij dit besluit is opgenomen. Het abonnementsgeld « Service Plus » dekt het arbeidsloon voor onderhoud en herstelling van de betrokken toestellen evenals de gratis beschikbaarstelling van een toestel in afwachting van de herstelling of de vervanging van het gestoorde toestel. Als de abonnee, met het oog op die vervanging, na twee maand geen definitieve keuze heeft gedaan, wordt vanaf de vervaldag volgend op die termijn, voor het beschikbaar gestelde toestel het abonnementsgeld aangerekend.

De bepalingen van artikel 44, § 2^{1o} en 2^o zijn eveneens van toepassing op het onderhoud en de herstelling van de toestellen die door de « Service Plus » zijn gedekt.

Art. 47. De door de Régie geraamde kosten die in rekening worden gebracht voor werk dat door haar personeel moet worden uitgevoerd, bevatten :

- 1^o de kosten van onderzoek;
- 2^o de kosten van vervoer van het personeel en het materiaal;
- 3^o het arbeidsloon;
- 4^o de kosten van het benodigde materiaal, onder aftrek van de resterende waarde van het materiaal dat de Régie bij de opruiming zal recupereren;
- 5^o de algemene kosten.

Voor de toepassing van dit artikel kan de Régie gebruik maken van een schaal.

Art. 48. Behoudens andersluidende schriftelijke verbintenis neemt de Régie geen verplichting op zich wat betreft de termijn voor uitvoering van het gevraagde werk.

Art. 49. Bij de indienststelling of eventueel, de uitbreiding van een telefooninstallatie van het koopstelsel is een vergoeding voor eens verschuldigd. Zij wordt voor rekening van de abonnee gevorderd van de onderneming belast met de levering, de aanleg en het onderhoud van die installatie en wordt vastgesteld als volgt :

1^o installatie met huiscentrale :

- a) evenveel maal 2 470 F als in de huiscentrale netlijncircuits aanwezig zijn of worden bijgevoegd; voor PABX-installaties van het digitale type die door middel van digitale lijensystemen PCM 2 Mbit/s met de openbare centrale zijn verbonden, wordt die vergoeding vastgesteld op 74 100 F per geïnstalleerd of bijgevoegd systeem;

- b) evenveel maal 175 F als in de huiscentrale huislijncircuits aanwezig zijn of worden bijgevoegd, of evenveel maal 175 F als de in de huiscentrale geïnstalleerde of bijgevoegde uitrusting kanalen bevatten, wanneer het gaat om systemen van binnenuitsluitingen met verscheidene kanalen; voor kanalen die uitsluitend de signaleering voor de totstandbrenging en de verbreking van de verbinding overbrengen, is evenwel geen vergoeding verschuldigd;

2^o installatie van toestellen met kiestoetsen voor intercommunicatie :

- a) evenveel maal 715 F als de installatie netlijncircuits kan bevatten;

- b) evenveel maal 175 F als de installatie huislijncircuits kan bevatten.

Die onderneming dient de telefoontoestellen vooraf ter controle naar de Régie te sturen. Toestellen die zonder de vereiste controlestempel blijken te zijn opgesteld, worden door de Régie opgeruimd en ter beschikking gehouden van de bewuste onderneming.

Per toestel dat haar ter controle wordt aangeboden of dat zij wegens het ontbreken van de vereiste controlestempel afkoppelt, vordert de Régie een vergoeding van 185 F van die onderneming.

Afdeling IV. — Diverse abonnementsvoorraarden

Art. 50. Het abonnement gaat in op de datum van indienststelling van de aansluiting.

Het abonnementsgeld voor de periode gaande van de datum van indienststelling tot de eerste vervaldag wordt per dag berekend.

Art. 51. En régime d'abonnement ordinaire, les redevances d'abonnement des équipements et des accessoires fournis par la Régie figurent à l'annexe au présent arrêté.

En régime d'abonnement temporaire et sans préjudice des dispositions contractuelles particulières, les redevances mensuelles d'abonnement pour les équipements et les accessoires fournis par la Régie et mentionnés aux rubriques A et C de l'annexe au présent arrêté, sont égales à la moitié des redevances du régime d'abonnement ordinaire.

Ces redevances sont dues à partir de la mise en service de l'équipement ou de l'accessoire.

Art. 52. Pour des raccordements téléphoniques réalisés au moyen de systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, des redevances d'abonnement supplémentaires sont facturées en plus des redevances d'abonnement de base. En régime d'abonnement ordinaire, elles sont fixées comme suit par période de deux mois :

- a) 35 000 F pour le premier système;
- b) 14 500 F par système additionnel installé entre les mêmes extrémités et sur la même infrastructure que le premier.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 53. § 1er. La redevance d'abonnement temporaire pour un raccordement normal est fixée comme suit par période d'un mois :

1^o téléphone : 340 F, 290 F ou 240 F selon qu'il s'agit d'un raccordement situé dans une zone grande, moyenne ou petite;

2^o télex : 658 F

Cette redevance est dénommée redevance d'abonnement de base.

§ 2. En régime d'abonnement temporaire, les redevances d'abonnement supplémentaires facturées en plus des redevances d'abonnement de base pour des raccordements téléphoniques réalisés au moyen de systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s sont fixées comme suit par période d'un mois :

- a) 17 500 F pour le premier système;
- b) 7 250 F par système additionnel installé entre les mêmes extrémités et sur la même infrastructure que le premier.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 54. § 1. Pour un raccordement exceptionnel réalisé au moyen d'une ligne d'abonné analogique, la redevance d'abonnement par période de deux mois est majorée de 720 F par kilomètre indivisible de distance mesurée à vol d'oiseau entre le central normal de raccordement et le central auquel l'abonné est raccordé.

§ 2. Pour des raccordements téléphoniques exceptionnels réalisés au moyen de systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, les redevances bimestrielles d'abonnement fixées à l'article 52 sont majorées de 60 000 F par système.

Art. 55. Pour les installations téléphoniques du « régime achat », une redevance de contrôle de l'entretien est facturée en plus de la redevance d'abonnement de base. Elle est fixée comme suit par période de deux mois :

1^o installation avec central domestique :

17 F par équipement de ligne intérieure installé dans le central ou par canal qui comportent les équipements installés dans le central, lorsqu'il s'agit de systèmes de raccordements intérieurs comportant plusieurs canaux; les canaux qui ne transmettent que la signalisation pour l'établissement ou le relâchement de la communication ne sont toutefois pas sujets à l'application d'une redevance de contrôle de l'entretien;

2^o installation avec postes à boutons pour communications intérieures :

17 F par ligne intérieure que peut comporter l'installation.

Art. 56. Une redevance d'abonnement supplémentaire de 1.716 F par période de deux mois est perçue lorsqu'il est nécessaire de réaliser une raccordement télex en 4 fils au lieu de 2 pour permettre une utilisation spéciale demandée par l'abonné.

Art. 57. Dans l'intérêt général, la Régie peut permettre l'accès au réseau téléphonique public d'une station privée de radiocommunication autorisée, moyennant paiement d'une redevance fixée comme suit par période de deux mois :

1^o stations pour liaisons entre points fixes :

- a) liaisons entre points fixes situés dans une même zone téléphonique : 750 F par station émettrice;
- b) liaisons entre points fixes situés dans des zones téléphoniques contigües : 1 500 F par station émettrice;
- c) liaisons entre points fixes situés dans des zones téléphoniques contigües : 3 000 F par station émettrice;

Art. 51. De abonnementsgelden voor de uitrusting en het toebehoren, geleverd door de Regie onder het stelsel van het gewoon abonnement, worden vermeld in de bijlage bij dit besluit.

De maandelijkse abonnementsgelden voor de uitrusting en de toebehoren, geleverd door de Regie onder het stelsel van het tijdelijk abonnement en onvermindert de bijzondere contractuele bepalingen, en vermeld in de rubrieken A en C van de bijlage bij dit besluit, zijn gelijk aan de helft van de abonnementsgelden onder het stelsel van het gewoon abonnement.

Die abonnementsgelden zijn verschuldigd vanaf indienststelling van de uitrusting of het toebehoren.

Art. 52. Voor telefoonansluitingen die door middel van digitale lijnensystemen PCM 2 Mbit/s tot stand worden gebracht, worden boven de basisabonnementsgelden extra-abonnementsgelden geheven. Deze worden, onder het stelsel van het gewoon abonnement, bepaald als volgt per tijdvak van twee maand :

- a) 35 000 F voor het eerste systeem;
- b) 14 500 F per bijkomend systeem dat tussen dezelfde eindpunten en op dezelfde infrastructuur als het eerste werd aangelegd.

Die abonnementsgelden worden op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 53. § 1. Het tarief van het tijdelijk abonnement voor een normale aansluiting wordt als volgt vastgesteld per tijdvak van één maand :

1^o telefoon : 340 F, 290 F of 240 F naargelang het een aansluiting in een grote, middelgrote of kleine zone betreft;

1^o télex : 858 F

Het abonnementsgeld wordt basisabonnementsgeld genoemd.

§ 2. Onder het stelsel van het tijdelijk abonnement worden de extra-abonnementsgelden die boven de basisabonnementsgelden verschuldigd zijn voor telefoonansluitingen die door middel van digitale lijnensystemen PCM 2 Mbit/s tot stand worden gebracht, als volgt vastgesteld per tijdvak van één maand :

- a) 17 500 F voor het eerste systeem;
- b) 7 250 F per bijkomend systeem dat tussen dezelfde eindpunten en op dezelfde infrastructuur als het eerste werd aangelegd.

Die abonnementsgelden worden op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 54. § 1. Voor een buitennetaansluiting wordt het abonnementsgeld verhoogd met 720 F per tijdvak van twee maand en per kilometer hemelsbreed gemeten afstand of resterend gesloten daarvan, tussen de normale aansluitingscentrale en de centrale waarop de abonnee aangesloten is.

§ 2. Voor buitennettelefoonansluitingen die door middel van digitale lijnensystemen PCM 2 Mbit/s tot stand werden gebracht, worden de tweemaandelijkse abonnementsgelden bepaald in artikel 52 verhoogd met 60 000 F per systeem.

Art. 55. Voor de telefooninstallaties van het koopstelsel brengt de Regie, samen met het basisabonnementsgeld, een onderhoudscontrolevergoeding in rekening. Deze wordt vastgesteld als volgt per tijdvak van twee maand :

1^o installatie met huiscentrale :

evenveel maal 17 F als in de huiscentrale huislijncircuits aanwezig zijn, of evenveel maal 17 F als de in de huiscentrale geïnstalleerde uitrusting kanalen bevatten, wanneer het gaat om systemen van binnenuitslaansluitingen met verscheidene kanalen; voor kanalen die uitsluitend de signaleren voor de totstandhenging en de verbreking van de verbinding overbrengen, is evenwel geen onderhoudscontrolevergoeding verschuldigd;

2^o installatie van toestellen met kiestoetsen voor intercommunicatie :

evenveel maal 17 F als de installatie huislijncircuits kan bevatten.

Art. 56. Een extra-abonnementsgeld van 1.716 F per tijdvak van twee maand wordt geïnd wanneer, wegens speciale gebruiksdoelen, een gevraagd door de abonnee, voor een telexaansluiting een vierdraadslijn in plaats van een tweedraadslijn nodig is.

Art. 57. In het algemeen belang kan de Regie toestaan dat een geautoriseerd station voor radioberichtgeving toegang heeft tot het openbaar telefoonnet, tegen betaling van een vergoeding die per tijdvak van twee maand als volgt wordt vastgesteld :

1^o stations voor verbindingen tussen vaste punten :

a) verbindingen tussen vaste punten in een zelfde telefoonzone : 750 F per zendstation;

b) verbindingen tussen vaste punten in aaneengrenzende telefoonzones : 1 500 F per zendstation;

c) verbindingen tussen vaste punten in niet-aaneengrenzende telefoonzones : 3 000 F per zendstation;

2^e stations de base pour liaisons avec stations mobiles :
750 F par station de base.

Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Lorsqu'il s'agit d'une station autorisée de droit, les montants indiqués sous 1^e et 2^e sont réduits de moitié.

Art. 58. En cas de transfert d'une installation, l'abonnement en cours continue ses effets pour l'ensemble de l'installation.

Art. 59. La reprise d'un abonnement peut être accordée moyennant paiement d'une indemnité forfaitaire de 750 F par le cessionnaire.

Cette indemnité n'est pas due en cas de reprise d'un abonnement par :

- 1^e une personne faisant partie du ménage du titulaire;
- 2^e un héritier ou ayant cause du titulaire en cas de décès de ce dernier.

L'abonné, ses héritiers ou ses ayants cause, d'une part, et le cessionnaire, d'autre part, se mettent d'accord au sujet de la reprise et en font part à la Régie sous la signature des deux parties, par lettre recommandée à la poste.

La reprise comporte la transmission au nouveau titulaire de tous les droits et obligations liés à l'abonnement repris.

Art. 60. En cas de décès du titulaire, l'abonnement continue à l'égard des héritiers ou des ayants cause, jusqu'à sa résiliation ou sa reprise.

Art. 61. L'abonné qui cède son habitation ou son entreprise sans résilier son abonnement, reste responsable du paiement des sommes dues à la Régie et de l'usage du raccordement.

Art. 62. En cas de changement de nom du titulaire d'un abonnement, l'engagement est adapté gratuitement.

Art. 63. L'abonné peut résilier son abonnement :

- 1^e à l'échéance, s'il s'agit d'un abonnement ordinaire;
- 2^e à l'expiration d'une période mensuelle, s'il s'agit d'un abonnement temporaire soumis sans fixation de durée.

La résiliation doit être notifiée, par lettre recommandée à la poste, au moins quinze jours avant l'échéance.

Aucune redevance n'est remboursée pour la période pendant laquelle le raccordement n'a pas été utilisé avant la date de résiliation.

Lors de la résiliation d'un abonnement téléphonique, si l'abonné qui dispose d'une installation téléphonique composée de postes téléphoniques simples restitue celle-ci à la Régie dans les quinze jours qui suivent la mise hors service, ou si la Régie est en possession, au plus tard le jour de la mise hors service d'une installation, d'une demande ferme d'utilisation de cette installation telle quelle, le décompte final de l'abonné est crédité d'une prime de 500 F par ligne réseau.

Art. 64. La diminution de la redevance d'abonnement résultant d'une modification d'installation demandée par l'abonnée, prend cours à l'échéance subséquente de l'abonnement, sauf lorsque la modification a été sollicitée moins de quinze jours avant cette date.

Toutefois lorsque cette modification comporte simultanément l'enlèvement et le placement d'appareils ou accessoires, la redevance afférante aux appareils est accessoires supprimés n'est plus due à partir du jour de la réalisation de la modification, si la nouvelle redevance est supérieure à l'ancienne.

Art. 65. La Régie n'accorde pas d'indemnité pour les interruptions de service.

Toutefois, dans les cas suivants, l'abonné, s'il n'est pas en faute et si l'interruption de service a été signalée à la Régie, a droit au remboursement d'une partie de la redevance d'abonnement proportionnelle à la durée d'interruption à prendre en considération :

1^e interruption du service téléphonique de plus de quinze jours consécutifs;

2^e interruption du service télex de plus de trois jours consécutifs;

3^e interruption du service de transmission de données de plus de trois jours consécutifs;

4^e interruption du service télefax de plus de trois jours consécutifs;

5^e interruption du service des numéros verts de plus de trois jours consécutifs.

2^e basisstations voor verbindingen met mobiele stations
750 F per basisstation.

Deze vergoeding wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Wanneer het gaat om een van rechtswege geautoriseerd station worden de onder 1^e en 2^e vermelde bedragen verminderd tot de helft ervan.

Art. 58. Bij verhuizing van een aansluiting blijft het abonnement van kracht voor de gehele installatie.

Art. 59. Overname van een abonnement kan worden toegestaan tegen betaling van een vergoeding voor eens van 750 F door de overnemer.

Die vergoeding is niet verschuldigd in geval van overname van een abonnement door :

1^e een lid van het gezin van de houder;

2^e een erfgenaam of rechtverkrijgende van de houder, bij het overlijden van deze laatste.

De abonnee, zijn erfgenamen of zijn rechtverkrijgenden, enerzijds en de overnemer anderzijds, dienen het onderling eens te zijn ten aanzien van de overname en zulks onder handtekening van beide partijen aan de Régie kenbaar te maken bij een ter post aangetekende brief.

De overname houdt in dat alle rechten en verplichtingen verbonden aan het abonnement van de vorige houder op de nieuwe houder overgaan.

Art. 60. Bij overlijden van de houder, loopt het abonnement verder ten opzichte van de erfgenamen of rechtverkrijgenden tot het is opgezegd of overgedragen.

Art. 61. De abonnee die, zonder zijn abonnement op te zeggen, zijn woning of zijn bedrijf overlaat, blijft aansprakelijk voor de betaling van de aan de Régie verschuldigde sommen en voor het gebruik van de aansluiting.

Art. 62. Bij wijziging van de naam van de houder van een abonnement wordt de abonnementsverbintenis gratis aangepast.

Art. 63. De abonnee kan zijn abonnement doen eindigen

1^e op de vervaldag, als het een gewoon abonnement betreft;

2^e bij het verstrijken van één maandelijks tijdvak, als het een tijdelijk abonnement zonder bepaling van duur betreft.

De opzegging geschiedt bij een ter post aangetekende brief minstens vijfentien dagen vóór de vervaldag.

Abonnementsgeld over de periode vóór het eindigen van het abonnement tijdens welke de aansluiting niet meer is gebruikt, wordt in geen geval terugbetaald.

Als, bij de opzegging van een telefoonabonnement, de abonnee die over een telefooninstallatie met enkelvoudige telefoontoestellen beschikt, die installatie binnen vijfentien dagen na de buitendienststelling bij de Régie inlever, of de Régie ten laatste op de dag van de buitendienststelling van een installatie in het bezit is van een vaste aanvraag om die installatie zonder wijziging opnieuw te gebruiken, wordt de eindafrekening van de abonnee gecrediteerd met een premie van 500 F per netlijn.

Art. 64. De verlaging van het abonnementsgeld die het gevolg is van een door de abonnee gevraagde installatiwijziging, gaat in op de eerstvolgende vervaldag van het abonnement, tenzij de wijziging minder dan vijfentien dagen vóór die dag is aangevraagd.

Wanneer die wijziging echter bestaat in gelijktijdige wegneming en plaatsing van toestellen of toebehoren, is het abonnementsgeld voor de weggenomen toestellen en toebehoren niet meer verschuldigd vanaf de dag van uitvoering van de wijziging, indien het nieuwe totale abonnementsgeld hoger is dan het oude.

Art. 65. De Régie verleent geen vergoeding voor dienstonderbrekingen.

In volgende gevallen heeft de abonnee echter, mits hij niet in gebreke is en de dienstonderbreking aan de Régie werd gemeld, aanspraak op terugbetaling van het abonnementsgeld naar verhouding van de in aanmerking komende duur van onderbreking

1^e telefoononderbreking van meer dan vijfentien opeenvolgende dagen;

2^e telexonderbreking van meer dan drie opeenvolgende dagen;

3^e datatransmissie-onderbreking van meer dan drie opeenvolgende dagen;

4^e telefaxonderbreking van meer dan drie opeenvolgende dagen

5^e onderbreking van meer dan drie opeenvolgende dagen van de dienst van de groene nummers.

La durée d'interruption à prendre en considération court :

a) à partir du jour qui suit celui auquel le dérangement a été signalé jusqu'à y compris celui qui précède la levée du dérangement;

b) à partir du jour de l'interruption à l'ancienne adresse jusqu'à y compris celui qui précède la réalisation du transfert, si l'abonné a introduit sa demande au moins quinze jours avant la date fixée pour le transfert. En cas de demande tardive, le délai court à partir du seizième jour après réception de la demande.

Art. 66. L'abonné qui, à l'occasion d'une réforme des tarifs principaux ou des tarifs fixés par le présent arrêté, n'accepte pas les nouvelles conditions est tenu d'en faire notification par lettre recommandée à la poste au plus tard quinze jours après la publication des nouveaux tarifs au *Moniteur belge*.

En pareil cas, le raccordement est supprimé et la redevance remboursée à partir de la date de mise hors service.

Art. 67. L'abonné est tenu de prendre un ou plusieurs raccordements téléphoniques ou télex supplémentaires si l'usage trop intense de son installation perturbe l'exploitation. Il est également tenu d'assurer une desserte correcte de ces raccordements.

Les mêmes obligations s'imposent à lui lorsqu'il entreprend une action susceptible d'entrainer un usage intensif de l'installation, même si cet usage intensif est occasionnel.

En cas d'infraction, l'abonné peut être tenu de rembourser les frais supplémentaires encourus par la Régie.

Section V. — Prestations de service diverses

Art. 68. Les éléments nécessaires à l'identification de l'usager d'un raccordement ou d'un appareil télefax relié au réseau téléphonique communiqué sont mentionnés gratuitement, selon le cas, dans l'annuaire officiel des téléphones, dans l'annuaire officiel télex-télétext ou dans l'annuaire officiel télefax.

La gratuité dans les annuaires officiels se limite toutefois à une seule mention et, si l'abonné dispose de plusieurs raccordements établis à la même adresse d'installation, à une seule information supplémentaire par numéro d'appel.

Tout abonnement ordinaire, ainsi que temporaire d'au moins deux mois, donne droit à un exemplaire gratuit de l'annuaire. Pour un abonnement téléphonique, il s'agit de l'annuaire relatif à la commune où le raccordement du titulaire est installé. Si un appareil télefax est relié au raccordement téléphonique, l'abonné reçoit un annuaire télefax au lieu d'un annuaire des téléphones.

Le prix d'un exemplaire supplémentaire est fixé à 165 F pour l'annuaire des téléphones et à 250 F pour les annuaires télex-télétext et télefax.

Art. 69. Le titulaire d'un abonnement ordinaire qui désire qu'il ne soit pas fait mention de son raccordement dans l'annuaire paie une redevance périve de la même manière que la redevance d'abonnement de base et fixée à 174 F par période de deux mois.

Hormis les cas où elle y est tenue légalement, la Régie ne communiquera aucun renseignement sur les raccordements qui ne sont ou ne seront pas mentionnés à l'annuaire.

Cette redevance n'est due qu'une seule fois si l'abonné est également titulaire de plusieurs raccordements à la même adresse, et elle n'est pas due s'il est fait mention d'un de ces raccordements à l'annuaire.

Art. 70. La Régie n'est responsable ni des erreurs, ni des omissions éventuelles dans les annuaires, ni du bien-fondé, ni du contenu des mentions.

Art. 71. La taxe d'une communication prise au départ d'un bureau public télex est majorée, selon le cas, des indemnités ci-après, dues pour :

1^o transmission manuelle par un agent de la Régie : 9 F par minute avec un minimum de 27 F;

2^o perforation par un agent de la Régie : 27 F par minute avec un minimum de 81 F;

3^o perforation par l'utilisateur : 14 F par minute avec un minimum de 42 F.

La durée à prendre en considération est celle de la communication.

Art. 72. Quiconque peut prendre un abonnement pour une boîte télex dans un bureau public télex qu'il désigne; les messages télex qui lui sont adressés y sont déposés.

De in aanmerking te nemen duur van de onderbreking loopt :

a) vanaf de dag na die waarop de storing is gemeld tot en met de dag vóór die waarop de storing werd verholpen;

b) vanaf de dag van de onderbreking op het oude adres tot en met de dag vóór die waarop de aansluiting wordt verhuisd, voor zover de abonnee de verhuizingaanspraak minstens vijftien dagen vóór de voor verhuizing vastgestelde datum heeft ingediend. Bij niet tijdige aanspraak gaat de termijn in de zestiende dag te rekenen vanaf de ontvangst van de aanspraak.

Art. 66. De abonnee die, ter gelegenheid van een wijziging van de hoofdtarieven of van de in dit besluit bepaalde tarieven, de nieuwe voorwaarden niet aanvaardt, is ertoe gehouden daarvan kennis te geven met een ter post aangekende brief uiterlijk vijfentien dagen na bekendmaking van het nieuwe tarief in het *Belgisch Staatsblad*.

In dit geval wordt de aansluiting opgeheven en wordt het abonnementsgeld vanaf de datum van buitendienststelling terugbetaald.

Art. 67. De abonnee wordt verplicht één of meer extra-aansluitingen op het telefoon- of telexnet te nemen, indien zijn installatie zodanig veel wordt gebruikt dat storingen in de dienstuitvoering erdoor ontstaan. Hij is ook verplicht die aansluitingen behoorlijk te bedienen.

Dezelfde verplichtingen worden hem opgelegd als hij een actie onderneemt die van aard is een intensief gebruik van de installatie te veroorzaken, zelfs als dat intensief gebruik uitzonderlijk is.

In geval van overtreding, kan de abonnee ertoe gehouden zijn de door de Régie gemaakte extra-kosten terug te betalen.

Afdeling V. — Diverse dienstverstrekkingen

Art. 68. De gegevens nodig voor de identificatie van de gebruiker van een aansluiting of van een op het gecommuniceerde telefoonnet aangesloten telefaxtoestel worden naargelang het geval kosteloos vermeld in de officiële telefoongids, in de officiële telex-teletexgids of in de officiële telefaxgids.

De kosteloosheid in de officiële gidsen is echter beperkt tot één gidsvermelding en, indien de abonnee over verscheidene aansluitingen beschikt op hetzelfde installatieadres, tot één extra gegeven per abonneenummer.

Elk gewoon, evenals elk tijdelijk abonnement van minstens twee maand, geeft recht op een kosteloos exemplaar van de gids. Voor een telefoonabonnement is dit de gids betreffende de gemeente waar de aansluiting van de houder is opgesteld. Wanneer op de telefoonansluiting een telefaxtoestel is aangesloten, ontvangt de abonnee een telefaxgids in plaats van een telefoongids.

Per extra exemplaar wordt de prijs vastgesteld op 165 F voor de telefoongids en op 250 F voor de telex-teletexgids en de telefaxgids.

Art. 69. De houder van een gewoon abonnement die wenst dat van zijn aansluiting geen melding wordt gemaakt in de gids, betaalt een vergoeding die op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld wordt geïnd en wordt vastgesteld op 174 F per tiadvak van twee maand.

Over aansluitingen die niet in de gids zijn vermeld of die niet zullen worden vermeld, verstrekt de Régie geen inlichtingen aan derden, behoudens de gevallen waarin zij daartoe wettelijk verplicht is.

Voor twee of meer aansluitingen in een zelfde perceel is de abonnee die vergoeding slechts eenmaal verschuldigd. Hij is ze niet verschuldigd als één dezer aansluitingen in de gids is vermeld.

Art. 70. De Régie is niet aansprakelijk voor eventuele weglatingen of onjuistheden in de gidsen, noch voor de rechtmatigheid of de inhoud van de opgenomen vermeldingen.

Art. 71. De prijs van een verbinding vanuit een openbaar telexkantoor wordt, naar gelang van het geval, verhoogd met de volgende vergoedingen, verschuldigd voor :

1^o overseining met de hand door een personeelslid van de Régie : 9 F per minuut met een minimum van 27 F;

2^o ponsing door een personeelslid van de Régie : 27 F per minuut met een minimum van 81 F;

3^o ponsing door de gebruiker : 14 F per minuut met een minimum van 42 F.

De in aanmerking te nemen duur is die van de verbinding.

Art. 72. Een ieder kan een abonnement aangaan op een telexbus in een openbaar telexkantoor naar zijn keuze; de voor hem bestemde telexberichten worden daarin gedeponeerd.

Il paie pour ce service :

- 1^o une redevance d'abonnement de 145 F par période de deux mois; cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base pour une raccordement téléphonique;
- 2^o une taxe de 75 F par message déposé dans la boîte télex.

Art. 73. Des lettres radiotéléx peuvent être adressées, via une station côtière belge, à un destinataire se trouvant à terre, au départ de bateau disposant d'un équipement radiotéléx.

L'expéditeur paie par lettre radiotéléx :

- 1^o la taxe d'utilisation de la station côtière belge, correspondant à la durée de la communication radiotéléx nécessaire pour la transmission de la lettre;

2^o les frais d'expédition suivants :

- a) pour une destination en Belgique : 40 F;
- b) pour une destination à l'étranger : 65 F.

Art. 74. Un abonné au téléphone peut être mis en relation avec plusieurs abonnés simultanément pour autant que les installations de la Régie le permettent; ce service complémentaire est appelé « communication conférence ».

Chacune des communications simultanées est taxée au double du tarif normal.

Art. 75. Un abonné au télex peut être mis en relation en temps réel avec un minimum de 2 et un maximum de 12 autres abonnés au télex; il peut faire usage d'une liste d'adresses qui est enregistrée dans le central télex.

Deux services complémentaires distincts sont disponibles :

- le service de « communication conférence » qui permet aux abonnés reliés de correspondre entre eux;
- le service d'« adressage multiple » qui permet d'envoyer un message aux abonnés reliés.

L'abonné paie pour ces services :

- 1^o le tarif normal pour chacune des communications établies par le central télex;

- 2^o deux unités de taxe par période indivisible d'un minute pour la durée de la transmission du message complet.

S'il fait usage d'une liste d'adresses enregistrée dans le central télex, il paie en outre :

- a) une taxe de 1 000 F, augmentée de 150 F par adresse, pour l'enregistrement de la liste; cette taxe est également due pour toute modification apportée à la liste;

- b) une redevance d'abonnement supplémentaire par période de deux mois de 24 F par adresse enregistrée. Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base;

Art. 76. Un abonné au télex peut transmettre un même message à plusieurs autres abonnés télex au moyen d'une seule communication; il peut faire usage d'une liste d'adresses qui est enregistrée dans le central télex.

Deux services complémentaires, qui fonctionnent par stockage et retransmission, sont disponibles :

1^o le service de diffusion, type A :

le nombre d'adresse est de 1 au minimum et de 30 au maximum; l'abonné paie :

- a) le tarif normal pour chacune des communications établies par le central télex;

- b) une unité de taxe par adresse à laquelle le message est transmis.

S'il fait usage d'une liste d'adresses enregistrée dans le central télex, il paie en outre :

- une taxe de 1 000 F pour l'attribution d'une table qui lui permet d'introduire la liste d'adresses et de la modifier;

- une redevance d'abonnement supplémentaire par période de deux mois de 720 F par table attribuée.

2^o le service de diffusion, type B :

le nombre d'adresses est de 1 au minimum et de 64 au maximum; l'abonné paie :

- a) le tarif normal pour chacune des communications établies par le central télex;

- b) une unité de taxe par adresse à laquelle le message est transmis.

S'il fait usage d'une liste d'adresses enregistrée dans le central télex, il paie en outre :

- une taxe de 1 000 F, augmentée de 150 F par adresse, pour l'enregistrement de la liste; cette taxe est également due pour toute modification apportée à la liste;

Hij betaalt voor deze dienst :

- 1^o een abonnementsgeld van 145 F per tijdvak van twee maand; dit abonnementsgeld wordt geïnd op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld voor een telefoonaansluiting;

- 2^o een vergoeding van 75 F per bericht dat in de telexbus wordt gedeponeerd.

Art. 73. Vanuit de met radiotéléx uitgeruste schepen kunnen, via een Belgisch kuststation, radiotéléxbrieven worden aangeboden ter verzending naar een bestemming aan de wal.

De afzender betaalt, per radiotéléxbrief :

- 1^o het tarief voor het gebruik van het Belgisch kuststation, overeenstemmend met de duur van de radiotéléxverbinding die nodig is voor de overseining van de brief;

2^o de verzendingskosten :

a) voor een bestemming in België : 40 F;

b) voor een bestemming in het buitenland : 65 F.

Art. 74. Een telefoonabonnee kan met verscheidene abonnees tegelijkertijd in verbinding worden gesteld voor zover de installaties van de Régie het mogelijk maken; deze complémentaire dienst wordt « conferentiegesprek » genoemd.

Voor elk gelijktijdig gevoerd gesprek geldt verdubbeling van het gewone tarief.

Art. 75. Een telexabonnee kan met ten minste 2 en ten hoogste 12 andere telexabonnees in onvertraagde werking in verbinding worden gesteld; hij kan gebruik maken van een adressenlijst welke in de telexcentrale wordt geregistreerd.

Twee verschillende bijkomende diensten zijn beschikbaar :

- de dienst « conferentieverbinding » welke de aangesloten abonnees de mogelijkheid biedt onderling berichten uit te wisselen,

- de dienst « meervoudige adressering » welke het seinen van een bericht naar de aangesloten abonnees mogelijk maakt.

De abonnee betaalt voor deze dienstverlening :

- 1^o het normale tarief voor elk van de door de telexcentrale opgebouwde verbindingen;

- 2^o twee tarifeenheden per volledige of onvolledige periode van één minuut voor de duur van het overseinen van het volledige bericht.

Indien hij gebruik maakt van een vooraf in de telexcentrale geregistreerde adressenlijst, betaalt hij bovendien :

- a) een vergoeding van 1 000 F, verhoogd met 150 F per adres, voor de registratie van de lijst; deze vergoeding is ook verschuldigd voor elke wijziging die in de lijst wordt aangebracht;

- b) een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 24 F per geregistreerd adres. Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 76. Een telexabonnee kan een zelfde bericht naar verscheidene andere telexabonnees señen bij middel van één enkele verbinding; hij kan gebruik maken van een adressenlijst welke in de telexcentrale wordt geregistreerd.

Twee bijkomende diensten, die werken met opslag en wederuitzending, zijn beschikbaar :

1^o de diffusiedienst, type A :

het aantal adressen is minimum 1 en maximum 30; de abonnee betaalt :

a) het normale tarief voor elk van de door de telexcentrale opgebouwde verbindingen;

b) een tarifeenheid per adres waarnaar het bericht is verzonden.

Indien hij gebruik maakt van een in de telexcentrale geregistreerde adressenlijst, betaalt hij bovendien :

— een vergoeding van 1 000 F voor het toekennen van een tabel welke hem toelaat de adressenlijst in te voeren en te wijzigen;

— een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 720 F per toegekende tabel.

2^o de diffusiedienst, type B :

het aantal adressen is minimum 1 en maximum 64; de abonnee betaalt :

a) het normale tarief voor de door de telexcentrale opgebouwde verbindingen;

b) een tarifeenheid per adres waarnaar het bericht is verzonden.

Indien hij gebruik maakt van een in de telexcentrale geregistreerde adressenlijst, betaalt hij bovendien :

- een vergoeding van 1 000 F verhoogd met 150 F per adres voor de registratie van de lijst; deze vergoeding is ook verschuldigd voor elke wijziging die in de lijst wordt aangebracht;

— une redevance d'abonnement supplémentaire par période de deux mois de 24 F par adresse enregistrée.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 77. Les communications établies via le réseau téléphonique par voie non automatique, entre deux postes privés pour la transmission de photos sont taxées comme des communications prises au départ de postes d'abonnés. En outre, un montant forfaitaire correspondant à 22 unités de taxe est perçu pour l'établissement de la communication.

Art. 78. Chaque demande de réveil par appel téléphonique donne lieu lieu à la perception de 4 unités de taxe. Cette taxe reste due même si l'abonné annule sa demande.

Art. 79. A la demande de l'abonné, les appels télex qui lui sont destinés peuvent être déviés vers un dispositif émettant automatiquement le code « A.B.S. », qui signifie « absent ».

L'abonné paie :

1° pour le raccordement de sa ligne à ce dispositif, 3 unités de taxe;

2° pour l'utilisation de l'appareillage, 4 unités de taxe par jour indivisible de 0 à 24 heures.

Dans le centraux non équipés de la télécommande, le moment où la ligne de l'abonné est branchée sur le dispositif dépend des heures normales de présence du personnel au central de raccordement de l'abonné. L'abonné qui annule sa demande avant que sa ligne soit effectivement branchée sur ce dispositif paie 7 unités de taxe.

Art. 80. § 1er. Pour autant que les équipements techniques le permettent, l'abonné au téléphone peut obtenir que les appels qui lui sont destinés soient transférés vers un autre raccordement téléphonique quelconque.

L'abonné paie :

1° par commande de transfert : 7 unités de taxe;

2° par jour indivisible de 0 à 24 heures si le transfert reste effectif : 7 unités de taxe.

Ces taxes sont dues même si aucun appel n'a été transféré.

L'abonné paie, en outre, les taxes des communications transférées au départ de son poste au tarif zonal, interzonal ou international suivant le cas.

§ 2. Pour autant que les équipements techniques le permettent, l'abonné au téléphone, peut obtenir que les appels qui lui sont destinés soient transférés vers un autre raccordement téléphonique pré-déterminé.

L'abonné paie pour ce service les mêmes taxes que celles fixées au § 1er. Il paie en outre :

1° une taxe de 500 F pour l'enregistrement du numéro d'appel pré-déterminé; cette taxe est également due pour toute modification de ce numéro;

2° une redevance d'abonnement supplémentaire de 43 F par période de deux mois; cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

§ 3. Pour autant que les équipements techniques le permettent, quiconque peut obtenir que les appels destinés à un numéro qui lui a été attribué au central public, soient transférés vers un raccordement téléphonique pré-déterminé.

Pour ce service, il est perçu :

— une taxe de 500 F pour la mise à disposition d'un numéro au central public;

— une taxe de 500 F pour l'enregistrement du numéro d'appel pré-déterminé; cette taxe est également due pour toute modification de ce numéro;

— une redevance d'abonnement de 2 300 F par période de 2 mois.

L'abonné paie, en outre, les taxes des communications transférées au départ du numéro, au tarif zonal, interzonal ou international suivant le cas.

Art. 81. Pour autant que les équipements techniques le permettent, l'abonné au télex peut obtenir que les appels qui lui sont destinés soient transférés vers un autre raccordement télex.

L'abonné paie :

1° par commande de transfert : 4 unités de taxe;

2° par jour indivisible de 0 à 24 heures : 4 unités de taxe.

Ces taxes sont dues même si aucun appel n'a été transféré.

— een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 24 F per geregistreerd adres.

Deze abonnementsgelden worden op dezelfde wijze als het basis-abonnementsgeld geïnd.

Art. 77. Voor verbindingen, langs niet-automatische weg tot stand gebracht via het telefoonnet, tussen twee particuliere toestellen voor het overbrengen van foto's, wordt het tarief toegepast voor gesprekken gevoerd vanuit abonneetoestellen. Bovendien wordt een bedrag ter waarde van 22 tarifeenheden geïnd voor de totstandbrenging van de verbinding.

Art. 78. Voor elke aanvraag om door een telefoonoproep te worden gewekt, worden de abonnee 4 tarifeenheden in rekening gebracht. Bij intrekking van de aanvraag blijven deze kosten verschuldigd.

Art. 79. Op verzoek van de abonnee kunnen de voor hem bestemde telefoonoproepen worden afgeleid naar een inrichting die automatisch de code « A.B.S. », d.w.z. « afwezig », uitzendt.

De abonnee betaalt :

1° voor het overzetten van zijn lijn op deze inrichting, 3 tarifeenheden;

2° voor het gebruik van de apparatuur, 4 tarifeenheden per dag van 0 tot 24 uur of resterend gedeelte daarvan.

In de centrales die niet uitgerust zijn voor afstandsbediening is het tijdstip van overzetten van de lijn afhankelijk van de normale aanwezigheid van personeel in de centrale waarop de abonnee is aangesloten. De abonnee die zijn aanvraag intrekt vooraleer zijn lijn effectief aangesloten is op deze inrichting betaalt 7 tarifeenheden.

Art. 80. § 1. Voor zover de technische uitrusting het mogelijk maakt, kan de telefoonabonnee verkrijgen dat de voor hem bestemde oproepen worden doorgeschakeld naar om het even welke andere telefoonaansluiting.

De abonnee betaalt :

1° per doorschakelopdracht : 7 tarifeenheden;

2° per dag van 0 tot 24 uur of resterend gedeelte daarvan indien de doorschakeling effectief blijft : 7 tarifeenheden.

Deze bedragen blijven verschuldigd zelfs indien geen enkele oproep werd doorgeschakeld.

De abonnee betaalt daarenboven de kosten van de doorgeschakelde gesprekken vanuit zijn toestel volgens het geval, tegen het zонаal, interzонаal of internationaal tarief.

§ 2. Voor zover de technische uitrusting het mogelijk maakt, kan de telefoonabonnee verkrijgen dat de voor hem bestemde oproepen worden doorgeschakeld naar een vooraf bepaalde telefoonaansluiting.

De abonnee betaalt voor deze dienst dezelfde bedragen zoals bepaald in § 1. Hij betaalt daarenboven :

1° een vergoeding van 500 F voor de registratie van het vooraf bepaalde telefoonnummer; deze vergoeding is eveneens verschuldigd voor elke wijziging van dat nummer;

2° een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 43 F; dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

§ 3. Voor zover de technische uitrusting het mogelijk maakt, kan een ieder verkrijgen dat de oproepen bestemd voor een nummer dat hem werd toegekend in de openbare centrale, naar een vooraf bepaalde telefoonaansluiting worden doorgeschakeld.

Voor deze dienstverlening wordt geïnd :

— een vergoeding van 500 F voor de beschikbaarstelling van een nummer in de openbare centrale;

— een vergoeding van 500 F voor de registratie van het vooraf bepaalde telefoonnummer; deze vergoeding is eveneens verschuldigd voor elke wijziging van dat nummer;

— een abonnementsgeld van 2 300 F per tijdvak van twee maand.

De abonnee betaalt daarenboven de kosten van de doorgeschakelde gesprekken vanuit zijn nummer, volgens het geval, tegen zонаal, interzонаal of internationaal tarief.

Art. 81. Voor zover de technische uitrusting het mogelijk maakt, kan de telexabonnee verkrijgen dat de voor hem bestemde oproepen worden doorgeschakeld naar een andere telexaansluiting.

De abonnee betaalt :

1° per doorschakelopdracht : 4 tarifeenheden;

2° per dag van 0 tot 24 uur of resterend gedeelte daarvan : 4 tarifeenheden.

Deze bedragen blijven verschuldigd zelfs indien geen enkele oproep werd doorgeschakeld.

Art. 82. Un abonné au télex relié à un central à commande par programme enregistré peut faire usage d'une numérotation abrégée pour les numéros d'appel qu'il aura spécifiés préalablement.

L'abonné paie pour ce service complémentaire :

1^o lorsqu'il est relié à un central à commande par programme enregistré du type spatial :

a) une taxe de 1 000 F, pour l'attribution d'une table de conversion qui lui permet d'introduire la liste des numéros d'appel et des numéros abrégés correspondants; aucune table ne peut comporter plus de 10 numéros d'appel;

b) une redevance d'abonnement supplémentaire par période de deux mois de 720 F par table attribuée;

2^o lorsqu'il est relié à un central à commande par programme enregistré du type temporel :

a) une taxe de 1 000 F, augmentée de 150 F par numéro abrégé demandé, pour l'enregistrement de la liste; cette taxe est également due pour toute modification apportée à la liste;

b) une redevance d'abonnement supplémentaire par période de deux mois de 24 F par numéro abrégé attribué.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 83. Un abonné au télex relié à un central à commande par programme enregistré du type spatial ou du type temporel peut obtenir la faculté d'entrer en relation avec un seul numéro télex prédéterminé, en poussant simplement le bouton d'appel.

L'abonné paie pour ce service complémentaire :

1^o une taxe de 1 000 F pour l'enregistrement du numéro télex prédéterminé; cette taxe est également due pour toute modification de ce numéro;

2^o une redevance d'abonnement supplémentaire de 65 F par période de deux mois; cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 84. Si les équipements techniques le permettent, l'abonné au téléphone peut obtenir la faculté d'entrer en relation avec un seul numéro d'appel prédéterminé en décrochant simplement le combiné de son appareil.

Il paie pour ce service :

1^o une taxe de 500 F pour l'enregistrement du numéro d'appel prédéterminé; cette taxe est également due pour toute modification de ce numéro;

2^o une redevance d'abonnement supplémentaire de 43 F par période de deux mois; cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 85. Pour autant que les équipements du central public le permettent, l'abonné disposant d'un central domestique approprié peut obtenir que ses correspondants atteignent les postes intérieurs raccordés au central domestique sans intervention du téléphoniste.

Les redevances d'abonnement supplémentaires pour cette facilité, dénommée sélection directe, sont fixées comme suit, par période de deux mois :

— 720 F par groupe de 100 numéros consécutifs utilisés ou réservés à cet effet dans le central public;

— 2 500 F par jonction à sélection directe de type analogique véhiculant du trafic entrant dans le central domestique, avec un minimum de 12 500 F.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 86. Si les équipements techniques le permettent, et selon le type d'équipement disponible, l'abonné au téléphone peut :

a) faire identifier certains appels aboutissant sur sa ligne en effectuant une manœuvre prédéterminée. Il paie dans ce cas l'équivalent de 25 unités de taxe par jour avec un minimum de 75 unités de taxe;

b) obtenir l'identification des appels émanant de sa ligne et/ou y aboutissant. Il paie pour chacun de ces services l'équivalent de :

— 25 unités de taxe par jour, avec un minimum de 75 unités de taxe;

— 25 unités de taxe par groupe de 10 appels identifiés.

L'abonné paie 150 F pour l'envoi du résultat.

La mise en observation d'une ligne n'est, sauf urgence, accomplie que pendant les heures normales de service et moyennant demande écrite transmise trois jours d'avance.

Art. 82. Een telexabonnee aangesloten op een programma bestuurde centrale kan gebruik maken van een verkorte nummering voor de door hem vooraf bepaalde oproepnummers.

De abonnee betaalt voor deze bijkomende dienst :

1^o als hij aangesloten is op een programmatuurde centrale van het type met ruimteverdeling :

a) een vergoeding van 1 000 F, voor het toekennen van een omzettingstabell welke het hem mogelijk maakt de lijst van de oproepnummers en de erbij horende verkorte nummers in te leiden; geen enkele tabel kan meer dan 10 oproepnummers bevatten;

b) een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 720 F per toegekende tabel;

2^o als hij aangesloten is op een programmatuurde centrale van het type met tijdsverdeling :

a) een vergoeding van 1 000 F, verhoogd met 150 F per aangevraagd verkort oproepnummer, voor de registratie van de lijst; deze vergoeding is eveneens verschuldigd voor elke in de lijst aangebrachte wijziging;

b) een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 24 F per toegekend verkort oproepnummer.

Deze abonnementsgelden worden op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 83. Een telexabonnee aangesloten op een programma bestuurde centrale van het type met ruimteverdeling of met tijdsverdeling kan de mogelijkheid verkrijgen om in verbinding te treden met één enkel vooraf bepaald telefoonnummer door het indrukken van de oproeptoets.

De abonnee betaalt voor deze bijkomende dienst :

1^o een vergoeding van 1 000 F voor de registratie van het vooraf bepaald telefoonnummer; deze vergoeding is eveneens verschuldigd voor elke wijziging van dat nummer;

2^o een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 65 F; dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 84. Voor zover de technische uitrusting daartoe geschikt zijn, kan de telefoonabonnee de mogelijkheid verkrijgen om in verbinding te treden met één enkel vooraf bepaald telefoonnummer door enkel de hoorn van zijn toestel af te halen.

Hij betaalt voor deze dienst :

1^o een vergoeding van 500 F voor de registratie van het vooraf bepaald telefoonnummer; deze vergoeding is eveneens verschuldigd voor elke wijziging van dat nummer;

2^o een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 43 F; dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 85. Voor zover de uitrusting van de openbare centrale het mogelijk maken, kan de abonnee, die over een aangepaste huiscentrale beschikt, verkrijgen dat zijn correspondenten de binnentoestellen verbonden aan de huiscentrale bereiken zonder de tussenkomst van de telefoniste.

De extra-abonnementsgelden voor deze faciliteit, « inkiezing » genoemd, zijn als volgt vastgesteld per tijdvak van twee maand

— 720 F per groep van 100 opeenvolgende nummers die daartoe worden gebruikt of voorbehouden in de openbare centrale;

— 2 500 F per junctie met inkiezing van het analoge type, voor het afwikkelen van inkomend verkeer in de huiscentrale, met een minimum van 12 500 F.

Deze abonnementsgelden worden op dezelfde wijze geïnd als het basisabonnementsgeld.

Art. 86. Voor zover de technische uitrusting het mogelijk maakt en volgens het type van de beschikbare uitrusting, kan de telefoonabonnee :

a) bepaalde oproepen bestemd voor zijn aansluiting laten identificeren, door het stellen van een vooraf bepaalde handeling. In dat geval betaalt hij een vergoeding ter waarde van 25 tarifeenheden per dag, met een minimum van 75 tarifeenheden,

b) de identificatie verkrijgen van de oproepen uitgaand van en/of bestemd voor zijn aansluiting. Hij betaalt voor elk van deze diensten een vergoeding ter waarde van

— 25 tarifeenheden per dag, met een minimum van 75 tarifeenheden;

— 25 tarifeenheden per groep van 10 geïdentificeerde oproepen.

De abonnee betaalt 150 F voor de verzending van het resultaat.

Het onder bewaking stellen van een lijn gebeurt slechts gedurende de normale diensturen en mits schriftelijke aanvraag drie dagen vooraf ingediend.

En plus des frais ci-dessus, l'abonné rembourse à la Régie, avec un maximum de 4 540 F, les frais supplémentaires qu'elle a supportés pour les interventions en dehors des heures normales de service.

Art. 87. L'abonné relié à un central téléphonique à commande par programme enregistré, peut bénéficier de la facilité « mot de passe » pour autant que les équipements techniques le permettent.

Il s'agit d'un code de quatre chiffres à inclure dans les messages de télécommande, après l'indicatif du service, afin de permettre la prise en considération du message.

L'abonné paie pour ce service :

— une taxe de 500 F pour l'enregistrement ou la modification du mot de passe;

— une redevance d'abonnement supplémentaire de 43 F par période de deux mois; cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 88. L'abonné relié à un central téléphonique du type numérique, qui dispose d'un poste à clavier multifréquence et d'un mot de passe, peut, par une manœuvre de télécommande, empêcher partiellement ou totalement le trafic sortant.

Il paie pour ce service :

— une unité de taxe par manœuvre de télécommande d'activation;

— une unité de taxe par jour indivisible de 0 à 24 heures de limitation du trafic.

Art. 89. Pour autant que les équipements techniques le permettent, l'abonné peut obtenir que certains types d'appels soient rendus impossibles.

Il paie pour ce service :

— une taxe de 500 F pour la mise à disposition du système adéquat au central public;

— une redevance d'abonnement supplémentaire de 250 F par type de restriction et par période de deux mois.

Art. 90. Pour autant que les équipements techniques le permettent, l'abonné peut obtenir l'émission automatique d'un ou de plusieurs signaux de taxation, suivant le type d'équipement au central public, lui permettant de calculer le coût d'une communication émise au départ de son raccordement.

Il paie pour ce service :

— une taxe de 500 F pour la mise à disposition du système adéquat au central public;

— une redevance d'abonnement supplémentaire de 250 F par période de deux mois.

Section VI. — Service des numéros verts

Art. 91. § 1er. La Régie met à la disposition, sous le régime d'abonnement, un service de numéros d'appel téléphoniques spéciaux dénommé « service des numéros verts » où sont acceptées des communications payées par l'abonné au service. Celui-ci peut choisir entre deux variantes :

a) l'appelant ne paie aucune taxe;

b) l'appelant paie la communication au tarif zonal; le numéro vert est alors qualifié « numéro vert à taxation zonale ». L'abonné est tenu de faire mention de cette qualification lors de toute communication du numéro vert à des tiers.

§ 2. Les appels vers un numéro vert sont transférés vers le ou les numéros du réseau téléphonique général, désignés par l'abonnement. Ces numéros sont dénommés numéros de desserte.

Art. 92. Pour l'acheminement des communications vers des numéros verts, le réseau téléphonique général est divisé en régions comprenant une ou plusieurs zones téléphoniques; leur nombre et limites sont fixés par la Régie et peuvent être modifiés à tout moment.

Art. 93. Les numéros verts sont des indications de service dont la Régie dispose selon les besoins et les possibilités de son exploitation.

L'abonné ne peut se prévaloir d'aucun droit pour obtenir ou conserver un numéro vert déterminé.

La Régie peut réservier certaines séries de numéros verts à des catégories déterminées de demandeurs.

Art. 94. § 1er. Quiconque souscrit un abonnement à un numéro vert est tenu au paiement d'une indemnité forfaitaire de 5 000 F.

§ 2. Quiconque a demandé un numéro vert et y renonce avant qu'il soit mis à sa disposition et alors que tout ou partie des formalités administratives ou techniques ont été accomplies, rembourse à la Régie les frais que celle-ci a supportés, avec un maximum de 5 000 F.

Besides bovenvermelde kosten, betaalt de abonnee, tot een maximum bedrag van 4 540 F, aan de Régie de bijkomende kosten terug die zijn gemaakt voor de tussenkomsten buiten de normale diensturen.

Art. 87. Voor zover de technische uitrusting het mogelijk maakt, kan de abonnee, aangesloten op een programmabestuurde telefooncentrale, de faciliteit « Paswoord » genieten.

Het betreft een code van vier cijfers die na het kengetal van de dienst in het telebestuurde bericht wordt ingevoerd, opdat het bericht in aanmerking zou worden genomen.

De abonnee betaalt voor deze dienst :

— een vergoeding van 500 F voor de registratie of de wijziging van het paswoord;

— een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 43 F; dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 88. De abonnee aangesloten op een telefooncentrale van het digitale type en die beschikt over een toestel met multifrekvent klavier en een paswoord, kan, door een telebestuurde handeling, geheel of gedeeltelijk het uitgaand verkeer beletten.

Hij betaalt voor deze dienst :

— één tarifeenheid per volledige of onvolledige dag van 0 tot 24 uren beperking van verkeer;

Art. 89. Voor zover de technische uitrusting het toelaten, kan de abonnee bekomen dat sommige types van oproepen onmogelijk worden gemaakt.

Voor deze dienst betaalt de abonnee :

— een vergoeding van 500 F voor de terbeschikkingstelling van het aangepaste systeem in de openbare centrale;

— een bijkomend abonnementsgeld van 250 F per type beperking en per tijdvak van twee maand.

Art. 90. Voor zover de technische uitrusting het toelaten kan de abonnee de automatische uitzending bekomen van één of verscheidene taxatiesignalen, volgens het type uitrusting in de openbare centrale, die het hem mogelijk maken de kosten van een verbinding vanuit zijn aansluiting te berekenen.

Hij betaalt voor deze dienst :

— een vergoeding van 500 F voor de terbeschikkingstelling van het aangepaste systeem in de openbare centrale;

— een bijkomend abonnementsgeld van 250 F per tijdvak van twee maand.

Afdeling VI. — Dienst « groene nummers »

Art. 91. § 1. Onder de benaming « dienst groene nummers » stelt de Régie onder abonnementsstelsel, speciale telefoonnummers ter beschikking. De tot stand gebrachte verbindingen zijn voor rekening van de geabonneerde op deze dienst. De abonnee heeft de keuze tussen twee varianten :

a) de oproeper betaalt generlei gesprekzkosten;

b) de oprooper betaalt het gesprek tegen zonaal tarief; het groene nummer wordt dan als « groen nummer met zonale kostentelling » aangemerkt. De abonnee dient die benaming te gebruiken bij iedere mededeling van het groene nummer aan derden.

§ 2. De oproepen bestemd voor een groen nummer worden doorverbonden met één of meer door de abonnee opgegeven nummers van het algemeen telefoonnet. Die nummers worden bedieningsnummers genoemd.

Art. 92. Voor de afwikkeling van de verbindingen naar groene nummers wordt het algemeen telefoonnet onderverdeeld in groepen van één of meer telefoonzones; hun aantal en begrenzing worden bepaald door de Régie en kunnen te allen tijde worden gewijzigd.

Art. 93. De groene nummers zijn dienstgegevens waarover de Régie vrij beschikt volgens de behoeften en de mogelijkheden van haar bedrijf.

De abonnee kan geen recht doen gelden op het verkrijgen of behouden van een bepaald groen nummer.

De Régie kan sommige reeksen van groene nummers voorbehouden aan bepaalde categorieën van aanvragers.

Art. 94. § 1. Wie een abonnement aangaat voor een groen nummer, betaalt een vergoeding voor eens van 5 000 F.

§ 2. Wie een groen nummer gevraagd heeft en er afstand van doet alvorens hij erover kan beschikken, terwijl de administratieve of technische formaliteiten geheel of gedeeltelijk werden vervuld, betaalt aan de Régie de door haar gemaakte kosten met een maximum van 5 000 F.

Art. 95. La redevance d'abonnement à un numéro vert est fixée à 12 000 F par période de deux mois; elle est dénommée redevance d'abonnement de base. Elle couvre le transfert des appels venant de tous les abonnés du pays vers un seul numéro de desserte. Si ce numéro de desserte est déjà affecté à un autre numéro vert national ou international, la redevance est ramenée à 9 100 F, pour autant que les numéros verts soient souscrits par le même titulaire.

Art. 96. § 1er. L'abonné à un numéro vert peut obtenir que les appels vers ce numéro soient transférés vers des numéros de desserte différents de la région d'origine des appels; il paie dans ce cas, par période de deux mois, une redevance d'abonnement supplémentaire de 2 900 F par numéro de desserte, y compris le premier, avec un maximum de 29 000 F.

§ 2. L'abonné à un numéro vert peut obtenir que les abonnés au téléphone d'une ou plusieurs régions n'aient pas accès à son numéro vert. A cet effet, l'abonné paie une redevance d'abonnement supplémentaire de 2 900 F par période de deux mois. Cette redevance n'est due que lorsque les appels sont transférés vers un numéro de desserte unique.

§ 3. Pour autant que l'abonnement prenne cours immédiatement, l'abonné peut obtenir que la Régie lui attribue, parmi les numéros verts libres au moment de la réception de l'engagement d'abonnement, un seul numéro qu'il choisit; il paie dans ce cas une redevance d'abonnement supplémentaire de 2 000 F par période de deux mois.

§ 4. Les redevances d'abonnement supplémentaires sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 97. L'abonnement prend cours à la date de mise à disposition du numéro vert qui est communiquée à l'abonné par la voie postale ordinaire. L'abonné ne peut faire aucune publicité portant mention du numéro vert avant cette date.

La redevance d'abonnement due pour la période allant du jour de la mise à disposition du numéro vert à la première échéance est calculée par jour.

Art. 98. Toute modification du numéro vert, des numéros de desserte ou dans les restrictions d'accès à un numéro vert, faite à la demande de l'abonné, donne lieu au paiement d'une indemnité forfaitaire de 2 500 F.

Les majorations de redevances qui en résultent éventuellement prennent cours le jour où le changement est effectué.

Les diminutions de redevances prennent cours à l'échéance subséquente de l'abonnement, sauf lorsque la modification a été sollicitée moins de quinze jours avant cette date.

Art. 99. L'abonné peut faire suspendre le service des numéros verts pendant un nombre de jours déterminé; dans ce cas, il est redevable d'une somme forfaitaire de 2 500 F pour la suspension et la remise en service, sans modification du numéro vert. Il n'est en aucun cas dispensé du paiement de la redevance pour la période de suspension.

Art. 100. Quelle que soit la variante du service choisie par l'abonné, les communications reçues par un numéro vert sont taxées à raison d'une unité de taxe par période indivisible de 40 secondes; cette période est doublée entre 18 heures 30 minutes et 8 heures, ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

A la demande expresse du titulaire de l'abonnement du numéro vert, les communications reçues par un numéro vert à taxation zonale à l'usage des centres de télé-acueil, agréés et subventionnés conformément à l'arrêté royal du 20 juillet 1973 relatif à l'agrément et à la subvention par l'Etat des centres de télé-acueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, modifié en ce qui concerne la Communauté française par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1983, ne lui sont pas portées en compte, pour autant que les appels soient transférés vers au moins cinq numéros de desserte différents.

Art. 101. L'abonnement au service des numéros verts est personnel; il n'a qu'un seul titulaire. Si le numéro de desserte est souscrit par un tiers, son accord écrit est requis bien qu'il n'en découle pour lui aucun droit ni aucune obligation dans le cadre du contrat souscrit pour le numéro vert.

Art. 102. La reprise d'un abonnement au numéro vert peut être accordée à :

— un héritier ou ayant cause du titulaire en cas de décès de ce dernier;

Art. 95. Het abonnementsgeld voor een groen nummer wordt bepaald op 12 000 F per tijdvak van twee maand; het wordt basis abonnementsgeld genoemd. Het dekt de doorverbinding met één enkel bedieningsnummer, van oproepen komend van alle abonnees van het land. Indien dat bedieningsnummer reeds is toegekend aan een ander nationaal of internationaal groen nummer, wordt het abonnementsgeld teruggebracht tot 9 100 F voor zover dat de groene nummers door dezelfde houder zijn onderschreven.

Art. 96. § 1. Aan de abonnee op een groen nummer kan worden toegestaan dat de oproepen bestemd voor dat nummer worden doorverbonden met verschillende bedieningsnummers, naar gelang van de regio van oorsprong van de oproepen; in dat geval betaalt hij, per tijdvak van twee maand, een bijkomend abonnementsgeld van 2 900 F per bedieningsnummer, het eerste inbegrepen, met een maximum van 29 000 F.

§ 2. Aan de geabonneerde op een groen nummer kan worden toegestaan dat de toegang tot zijn groen nummer wordt gesperrd voor telefoonabonnees van één of meer groepen. Denaangaande, betaalt de abonnee een bijkomend abonnementsgeld van 2 900 F per tijdvak van twee maand. Dit abonnementsgeld is alleen vorderbaar wanneer de oproepen doorverbonden worden naar een enkelvoudig bedieningsnummer.

§ 3. Voor zover het abonnement onmiddellijk aanvangt kan aan de abonnee worden toegestaan dat de Régie hem één enkel nummer naar zijn keuze toekent onder de groene nummers die vrij zijn bij ontvangst van de abonnementsovereenkomst; in dat geval betaalt hij een bijkomend abonnementsgeld van 2 000 F per tijdvak van twee maand.

§ 4. De bijkomende abonnementsgelden worden op dezelfde wijze geïnd als het basisabonnementsgeld.

Art. 97. Het abonnement gaat in op de datum van terbeschikking stelling van het groen nummer dat aan de abonnee via de gewone post wordt meegedeeld. Vóór deze datum mag de abonnee geen reclame maken met vermelding van het groen nummer.

Het abonnementsgeld voor de periode gaande van de datum van terbeschikkingstelling van het groen nummer tot de eerste vervaldag, wordt per dag berekend.

Art. 98. Iedere, op verzoek van de abonnee uitgevoerde wijziging van het groene nummer, van de bedieningsnummers of van de toegangsbeperkingen tot een groen nummer, geeft aanleiding tot de betaling van een forfaitaire vergoeding van 2 500 F.

De verhogingen van het abonnementsgeld die er eventueel uit voortvloeien, nemen een aanvang op de datum van uitvoering van de wijziging.

De verminderingen van het abonnementsgeld nemen een aanvang op de daaropvolgende vervaldag van het abonnement, behalve wanneer de wijziging minder dan vijftien dagen vóór deze datum werd gevraagd.

Art. 99. De abonnee kan de dienst van de groene nummers doen schorsen voor een bepaald aantal dagen; in dit geval is hij dan een forfaitair bedrag van 2 500 F verschuldigd voor de schorsing en de wederindienststelling, zonder wijziging, van het groen nummer. Hij wordt in geen enkel geval vrijgesteld van de betaling van het abonnementsgeld voor de periode van schorsing.

Art. 100. Ongeacht de door de abonnee gekozen dienstvariante worden de door een groen nummer ontvangen gesprekken in rekening gebracht op basis van één tarifeenheid per volledige of onvolledige periode van 40 seconden; deze periode wordt verdubbeld tussen 18 uur 30 minuten en 8 uur, alsmede's zaterdays, 's zondags en op wettelijke feestdagen.

Op uitdrukkelijk verzoek van de titularis van het abonnement op het bewuste groene nummer, worden de gesprekken ontvangen op een groen nummer met zonale kostentelling dat wordt gebruikt voor de centra van tele-onthaal, erkend en gesubsidieerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 juli 1973 betreffende de erkenning en de subsidiëring door het Rijk van de centra van tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand, gewijzigd wat de Franse Gemeenschap betreft, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1983, hem niet in rekening gebracht voor zover de oproepen worden doorverbonden met ten minste vijf verschillende bedieningsnummers.

Art. 101. Het abonnement op de dienst van de groene nummers is persoonlijk; er is slechts één houder. Indien het abonnement voor het bedieningsnummer door een derde wordt onderschreven is zijn schriftelijke toestemming vereist, alhoewel het voor hem geen enkele recht noch verplichting meebrengt in het kader van het contract dat voor het groen nummer werd afgesloten.

Art. 102. Overname van een abonnement op een groen nummer kan worden toegestaan aan:

— een erfgenaam of rechtverkrijgende van de houder bij het overlijden van deze laatste;

— un tiers dont les relations avec l'abonné sont telles que la mise à son nom de l'abonnement se justifie, l'appréciation des conditions étant du ressort de la Régie.

La reprise comporte la transmission au nouveau titulaire de tous les droits et obligations liés à l'abonnement repris.

Art. 103. L'abonné peut résilier son abonnement :

1^o à une date qu'il spécifie lors de la souscription de l'abonnement.

En tout état de cause, il paie une redevance minimale de 6 000 F, le contrat ne pouvant excéder 59 jours et la redevance étant calculée par jour;

2^o à une échéance quelconque, à partir de la première échéance suivant la mise à sa disposition du numéro vert, moyennant notification, par lettre recommandée à la poste, au moins 15 jours avant la date de résiliation.

Aucune redevance n'est remboursée pour la période pendant laquelle le numéro vert n'a pas été utilisé avant la date de résiliation.

Art. 104. En cas d'interruption d'un numéro de desserte et si, ni le titulaire de l'abonnement de ce numéro, ni celui du numéro vert ne sont en faute, et si de plus l'interruption de service a été signalée à la Régie, l'abonné au numéro vert a droit au remboursement d'une partie de la redevance d'abonnement dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 85.

La redevance prise en considération pour le calcul du montant à rembourser est la redevance totale divisée par le nombre de numéros de desserte.

Art. 105. L'abonné est tenu d'avertir la Régie, au moins huit jours à l'avance, hors le cas de force majeure, de toute initiative ayant pour effet d'entraîner un trafic exceptionnel susceptible de perturber le réseau téléphonique public.

Les moyens à mettre en œuvre pour éviter les perturbations dans l'exploitation sont à charge de l'abonné.

Art. 106. La facture est envoyé à l'abonné en simple exemplaire par la voie postale ordinaire, tous les deux mois pour les redevances d'abonnement et tous les mois pour les taxes téléphoniques.

Art. 107. Sauf avis contraire de l'abonné, le numéro vert est mentionné gratuitement dans une liste spéciale publiée dans l'annuaire officiel des téléphones, avec indication du type de service.

L'abonnement donne droit gratuitement à un des volumes de l'annuaire, au choix de l'abonné.

Art. 108. Le titulaire d'un abonnement au numéro vert qui désire qu'il ne soit pas fait mention du numéro dans l'annuaire paie une redevance perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base et fixée à 174 F par période de deux mois.

Hormis les cas où elle y est tenue légalement, la Régie ne communique aucun renseignement sur les numéros qui ne sont ou ne seront pas mentionnés à l'annuaire.

Art. 109. L'abonné au service des numéros verts reste seul responsable vis-à-vis de la Régie des obligations propres à ce service et du paiement de toutes sommes dues. La personne qui acquitte les taxes sans être titulaire du numéro vert n'acquiert de ce chef aucun droit vis-à-vis de la Régie.

Art. 110. Les dispositions des articles 9, 19, 21 à 24, 26 à 32, 48, 60, 62, 65, 66 et 70 sont également applicables aux titulaires d'un numéro vert. Pour l'application de ces articles, le numéro vert est, s'il échète, assimilé à un raccordement.

Section VII. — Service des messages vocaux

Art. 111. Le service des messages de la Régie peut, à la demande de l'abonné, répondre aux appels téléphoniques destinés à ce dernier. Ce service comprend le service des abonnés absents, le service des raccordements transférés et des abonnements résiliés.

Le message à transmettre à l'appelant ne peut comporter plus de quinze mots, sauf s'il s'agit du service dont question à l'article 113.

Art. 112. L'abonné au service des messages paie :

1^o pour le raccordement de sa ligne au service des messages, 25 unités de taxe;

2^o à partir du 2^e jour, pour les réponses du service des messages aux appels qui lui sont destinés, 21 unités de taxe par jour indivisible de 0 à 24 heures.

— een derde die met de abonnee in een zodanige relatie staat dat het verantwoord is het abonnement op zijn naam te stellen, eer en ander ter beoordeling van de Regie.

De overname houdt in dat alle rechten en verplichtingen verbonden aan het abonnement van de vorige houder op de nieuwe houder overgaan.

Art. 103. De abonnee kan zijn abonnement opzeggen :

1^o op een datum die hij specificeert bij de ondertekening van zijn abonnementsovereenkomst.

In elk geval betaalt hij een minimaal abonnementsgeld van 6 000 F, aangezien het contract de 59 dagen niet mag overschrijden en het abonnementsgeld per dag wordt aangerekend;

2^o op een willekeurige vervaldag, vanaf de eerste vervaldag volgend op de terbeschikkingstelling van zijn groen nummer, mits hiervan met een ter post aangerekende brief en ten minste 15 dagen voor de opzeggingsdatum, kennis te hebben gegeven.

Abonnementsgeld over de periode voor de datum van opzegging, tijdens welke het groen nummer niet is gebruikt, wordt in geen geval terugbetaald.

Art. 104. In geval van onderbreking van een bedieningsnummer en indien noch de houder van het abonnement op dat nummer noch die van het groene nummer in gebreke zijn, en indien de dienstdienstbrekking bovendien aan de Regie werd medegedeeld, heeft de abonneerde op het groene nummer aanspraak op terugbetaling van een gedeelte van het abonnementsgeld, met inachtneming van dezelfde voorwaarden als die vermeld onder artikel 65.

Het abonnementsgeld dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het terug te betalen bedrag is het totale abonnementsgeld gedeeld door het aantal bedieningsnummers.

Art. 105. Behoudens overmacht dient de abonnee de Regie ten minste acht dagen vooraf in kennis te stellen van ieder initiatief dat aanleiding geeft tot uitzonderlijk verkeer dat van aard is het openbare telefoonnet te storen.

De te nemen maatregelen met het oog op het voorkomen van de storingen in de dienstuitvoering, komen ten laste van de abonnee.

Art. 106. De factuur wordt de abonnee per gewone post in enkel exemplaar toegezonden, om de twee maand voor de abonnementsgelden en iedere maand voor de kosten van het telefoonverkeer.

Art. 107. Behoudens andersluidende wens van de abonnee wordt het groene nummer kosteloos vermeld op een bijzondere lijst gepubliceerd in de officiële telefoongids, met opgave van de dienstvariant.

Het abonnement geeft kosteloos recht op één van de boekdelen van de telefoongids, naar keuze van de abonnee.

Art. 108. De houder van een abonnement op het groene nummer, die wenst dat geen melding van het nummer in de gids wordt gemaakt, betaalt een vergoeding die op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld wordt geïnd en wordt vastgesteld op 174 F per tijdvak van twee maand.

Over groene nummers die niet in de gids zijn vermeld of die niet zullen worden vermeld, verstrekt de Regie geen inlichtingen aan derden, behoudens de gevallen waarin zij daartoe wettelijk verplicht is.

Art. 109. De abonnee op de dienst « groene nummers » blijft, ten opzichte van de Regie, alleen verantwoordelijk voor de verplichtingen eigen aan de dienst en voor de betaling van alle verschuldigde bedragen. De persoon die schulden delgt zonder titularis te zijn van het groene nummer verwerft door dit feit geen enkel recht ten opzichte van de Regie.

Art. 110. De bepalingen van de artikelen 9, 19, 21 tot 24, 26 tot 32, 48, 60, 62, 65, 66 en 70 gelden ook voor de houders van een groen nummer. Voor de toepassing van deze artikelen wordt het groene nummer in voorkomend geval met een aansluiting gelijkgesteld.

Afdeling VII. — Vocale boodschappendienst

Art. 111. Op verzoek van de abonnee kunnen de voor hem bestemde telefoonoproepen beantwoord worden door de boodschappendienst van de Regie. Deze dienst is ingedeeld in de dienst voor afwezige abonnees en de dienst voor verhuilde abonnees en opgeheven aansluitingen.

De boodschap die aan de oproeper wordt overgebracht is beperkt tot vijftien woorden, behalve wanneer het de dienst betrifft waarvan sprake is in artikel 113.

Art. 112. De abonnee op de boodschappendienst betaalt :

1^o voor het overzetten van zijn lijn op de boodschappendienst, 25 tarifeenheden;

2^o vanaf de 2^e dag, voor het beantwoorden van de voor hem bestemde oproepen door de boodschappendienst, 21 tarifeenheden per dag van 0 tot 24 uur of resterend gedeelte daarvan.

Dans les centraux non équipés pour la télécommande, le moment où la ligne de l'abonné est reliée à ce service dépend des heures normales de présence du personnel au central de raccordement de l'abonné. L'abonné qui annule sa demande avant que sa ligne soit effectivement branchée au service des messages paie 15 unités de taxe.

Art. 113. Dans les centraux équipés pour ce faire, l'abonné peut bénéficier de la possibilité d'établir ou de rompre la liaison avec le service des messages au moyen d'une clé installée à son domicile.

L'abonné paie dans ce cas :

- 1° les frais d'installation et la redevance d'abonnement de la clé, conformément au tarif repris à l'annexe du présent arrêté;
- 2° une redevance d'abonnement de 977 F par période de deux mois pour les prestations du service des messages.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

CHAPITRE II. — Circuits d'abonnement et appareillage connexe

Section I. — Dispositions générales

Art. 114. Dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à l'exploitation du réseau général des télécommunications, la Régie peut mettre à la disposition du public, sous le régime d'abonnement, des circuits reliant en permanence deux endroits quelconques du territoire national.

Ces circuits sont dénommés circuits d'abonnement zonaux ou interzonaux selon que les endroits reliés sont situés dans une même zone téléphonique ou dans des zones téléphoniques différentes.

Des circuits d'abonnement zonaux réalisés au moyen d'un câble direct qui est posé spécialement à cette fin entre les deux endroits à relier, sans utilisation sur le câble d'équipements de transmission fournis par la Régie, sont dénommés circuits en câble spécial de liaison.

Art. 115. Ces circuits et l'appareillage repris aux rubriques E et F de l'annexe au présent arrêté font l'objet d'abonnements ordinaires ou d'abonnements temporaires.

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période minimale d'un an, sauf s'il s'agit de circuits en câble spécial de liaison.

Les abonnements temporaires sont souscrits pour une période maximale de 60 jours. En outre les abonnements temporaires pour une liaison hertzienne unidirectionnelle pour la transmission télévisuelle sont souscrits pour une période d'au moins vingt-quatre heures.

Art. 116. Les dispositions des articles 2, 8, § 2, 11 à 15, 19 à 21, 23, 24, 27 à 32, 40, 46 à 48, 59 à 64 et 66 sont également applicables aux titulaires de circuits d'abonnement.

Section II. — Obligations de l'abonné et mesures administratives

Art. 117. L'abonnement souscrit pour un circuit est personnel; il n'a qu'un seul titulaire.

L'acheminement, même occasionnel, sur un circuit de trafic émanant ou à destination de tiers est soumis à l'autorisation préalable de la Régie.

Art. 118. L'accès de circuits d'abonnement au réseau public peut être autorisé.

Toutefois des circuits interzonaux ne peuvent, en aucun cas, avoir accès au réseau téléphonique public simultanément à leurs deux extrémités. La Régie ne garantit pas la qualité de transmission des communications téléphoniques acheminées via ces circuits et le réseau public.

L'utilisation de circuits d'abonnement nationaux pour l'échange de communications internationales doit être préalablement autorisée par la Régie.

Art. 119. Quiconque souscrit un abonnement pour un circuit reliant entre elles des installations ayant accès au réseau public, doit être titulaire de tous les raccordements au réseau d'une de ces installations au moins.

Art. 120. La facture est envoyée à l'abonné en simple exemplaire par la voie postale ordinaire.

Art. 121. Indépendamment des cas prévus aux articles 30 à 32, la Régie peut à tout moment suspendre le service d'un circuit d'abonnement ou le supprimer, moyennant un préavis de trois jours adressé à l'abonné par lettre recommandée à la poste.

In de centrales die niet uitgerust zijn voor afstandsbediening is het tijdstip van overzetten van de lijn op de boodschappendienst afhankelijk van de normale aanwezigheid van personeel in de centrale waarop de abonnee is aangesloten. De abonnee die zijn aanvraag intrekt vooraleer zijn lijn effectief aangesloten is op de boodschappendienst betaalt 15 tarifeenheden.

Art. 113. In de centrales met bijzondere uitrusting, kan de abonnee de mogelijkheid worden geboden, door middel van een aan zijn installatie toegevoegde sleutel, de verbinding met de boodschappendienst tot stand te brengen of te verbreken.

De abonnee bepaalt in dit geval

- 1° de installatiekosten en het abonnementsgeld voor de sleutel, overeenkomstig het tarief opgenomen in de bijlage bij dit besluit;
- 2° een abonnementsgeld van 977 F per tijdperk van twee maand voor de prestaties van de boodschappendienst.

Deze abonnementsgelden worden ingevorderd op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld.

HOOFDSTUK II. — Abonnementsgleidingen en bijbehorende apparatuur

Afdeling I. — Algemene bepalingen.

Art. 114. Voor zover de exploitatie van het algemeen telecommunicatienet daarvan geen hinder ondervindt, kan de Régie geleidingen tot bestendige verbinding van twee punten waar ook in het land, onder abonnementssysteem ter beschikking van het publiek stellen.

Deze geleidingen worden zonale of interzonale abonnementsgleidingen genoemd, naargelang de verbonden punten in eenzelfde of in verschillende telefoonzones gelegen zijn.

Zonale abonnementsgleidingen tot stand gebracht door middel van een rechtstreekse kabel die speciaal hiertoe tussen de twee te verbinden punten wordt aangelegd, zonder aanwendung van door de Régie geleverde transmissie-uitrusting op de kabel, worden geleidingen in een speciale verbindingenkabel genoemd.

Art. 115. Deze geleidingen en de apparatuur vermeld in de rubrieken E en F van de bijlage bij dit besluit zijn het voorwerp van gewone tijdelijke abonnementen.

De gewone abonnementen worden onderschreven voor minstens de duur van één jaar, behalve wanneer het gaat om geleidingen in een speciale verbindingenkabel.

De tijdelijke abonnementen worden onderschreven voor een tijdvak van maximaal 60 dagen. Bovendien worden tijdelijke abonnementen op een éénrichtingsstraalverbinding voor televisietransmissie onderschreven voor minstens vierentwintig uur.

Art. 116. De bepalingen van de artikelen 2, 8 § 2, 11 tot 15, 19 tot 21, 23, 24, 27 tot 32, 40, 46 tot 48, 59 tot 64 en 66 gelden ook voor de houders van abonnementsgleidingen.

Afdeling II. Verplichtingen van de abonnee en administratieve maatregelen.

Art. 117. Het voor een geleiding onderschreven abonnement is persoonlijk; er is maar één houder.

Het gebruik, zelfs toevallig, van een geleiding voor het afwikkelen van verkeer uitgaande van of bestemd voor derden, moet vooraf door de Régie zijn goedgekeurd.

Art. 118. De verbinding van abonnementsgleidingen met het openbaar net kan worden toegestaan.

Evenwel mogen interzonale geleidingen in geen geval aan beide uiteinden tegelijk met het openbaar telefoonnet verbonden kunnen worden. De Régie staat niet in voor de transmissiekwaliteit van de telefoongesprekken, die via deze geleidingen en het openbaar net worden afgewikkeld.

Het gebruik van binnenlandse abonnementsgleidingen voor het afwikkelen van internationaal verkeer moet vooraf door de Régie zijn goedgekeurd.

Art. 119. Wie een abonnement onderschrijft voor een geleiding bestemd om installaties met toegang tot het openbaar net onderling te verbinden, moet houder zijn van de abonnementen voor al de netaansluitingen van minstens één van deze installaties.

Art. 120. De factuur wordt de abonnee in enkel exemplaar per gewone post toegezonden.

Art. 121. Afgezien van de gevallen bepaald bij de artikelen 30 tot 32, kan de Régie te allen tijde het gebruik van een abonnementsgleiding schorsen of opheffen, mits zij dit drie dagen vooraf met een ter post aangetekende brief ter kennis van de abonnee brengt.

Dans ce cas la redevance est remboursée au prorata du nombre de jours pendant lesquels le circuit n'a pu être utilisé.

La suspension ou la suppression a lieu sans préjudice du paiement des sommes dues par l'abonné et ne lui donne aucun droit à quelque indemnité que ce soit.

Lorsque, du fait de l'abonné, un agent de la Régie s'est déplacé vainement pour enlever l'appareillage, une indemnité de 800 F par déplacement sera portée en compte.

Section III. Etablissement et entretien

Art. 122. La Régie détermine le mode de constitution des circuits d'abonnement et leurs caractéristiques techniques.

L'appareillage relié à ces circuits doit être fourni ou agréé par la Régie.

Art. 123. La Régie assure la réalisation, l'entretien, la modification et la suppression des circuits d'abonnement. Elle assure les mêmes prestations en ce qui concerne l'appareillage connexe fourni par elle.

Art. 124. La Régie peut, à tout moment, reprendre à son compte la fourniture d'appareillage laissée auparavant à l'initiative privée et imposer alors la mise hors service des installations en usage. Elle peut, en outre, prescrire la mise hors service totale ou partielle et sans délai des installations qui perturbent l'exploitation du réseau.

Art. 125. L'interconnexion de circuits est soumise à l'autorisation de la Régie, sauf s'il s'agit de circuits reliant des postes téléphoniques à l'installation dont ils dépendent.

La Régie ne garantit pas la qualité de la transmission.

Art. 126. La Régie peut, à titre précaire, autoriser le souscripteur d'un circuit d'abonnement à le subdiviser en plusieurs voies de telecommunications.

Ces voies ne peuvent pas être louées à des tiers.

Art. 127. Les travaux aux circuits sont effectués par la Régie. L'abonné paie pour l'établissement, le transfert d'une extrémité ou la modification des circuits les frais évalués par la Régie.

Pour l'établissement d'un circuit ou le transfert d'une extrémité, ces frais ne sont pas inférieurs à :

1^o 3 000 F par circuit bifilaire pour les dix premiers et 750 F par circuit bifilaire à partir du onzième, lorsque les circuits sont réalisés exclusivement à l'aide d'un câble spécial de liaison;

2^o 3 000 F par circuit bifilaire dans les autres cas.

L'entretien et la suppression sont effectués gratuitement sauf s'il s'agit :

1^o de la suppression d'un circuit temporaire;

2^o de la suppression d'un circuit réalisé exclusivement à l'aide d'un câble spécial de liaison.

Pour ces travaux, l'abonné paie les frais évalués par la Régie.

Art. 128. Le transfert simultané des deux extrémités d'un circuit d'abonnement n'est pas admis.

En cas de transfert d'une extrémité d'un circuit d'abonnement, l'abonnement en cours continue ses effets, également pour l'appareillage connexe au circuit.

Lorsque ce transfert entraîne une adaptation de la redevance d'abonnement, la nouvelle redevance prend cours à la date de la remise à disposition du circuit si la nouvelle redevance est supérieure à l'ancienne, et à la première échéance qui suit cette date si la nouvelle redevance est inférieure à l'ancienne.

Le transfert d'une extrémité d'un circuit d'abonnement faisant l'objet d'un abonnement temporaire n'est pas admis.

Art. 129. Lorsque la modification d'un circuit demandée par l'abonné donne lieu à une adaptation de la redevance d'abonnement, la nouvelle redevance prend cours

1^o à la date de réalisation de la modification si la nouvelle redevance est supérieure à l'ancienne;

2^o à la première échéance qui suit la date de la demande si la nouvelle redevance est inférieure à l'ancienne, à condition que la modification ait été demandée au moins quinze jours avant cette échéance.

Si une modification visée au 2^o et qui concerne un circuit établi d'une façon autre qu'en câble spécial de liaison, est demandée dans le courant de la première année, l'abonné paie immédiatement, par

Het abonnementsgeld wordt in dit geval terugbetaald naar rata van het aantal dagen buitengebruikstelling.

De schorsing of de opheffing ontslaat de abonnee niet van de betaling van de door hem verschuldigde sommen en geeft hem geenszins recht op enige vergoeding.

Wanneer de Régie door toedoen van de abonnee vergeefs iemand heeft gestuurd, om de apparatuur weg te nemen, wordt een vergoeding van 800 F per verplaatsing in rekening gebracht.

Afdeling III. — Aanleg en instandhouding

Art. 122. De Régie bepaalt de wijze van aanleg en de technische karakteristieken van de abonnementsleidingen.

De apparatuur die op deze leidingen aangesloten wordt, moet door de Régie geleverd of goedgekeurd zijn.

Art. 123. De Régie zorgt voor aanleg, instandhouding, wijziging en opheffing van de abonnementsleidingen. Zij voert dezelfde prestaties uit wat de door haar geleverde bijbehorende apparatuur betreft.

Art. 124. De Régie mag op elk ogenblik de levering van apparatuur op zich nemen die vroeger aan het particulier initiatief overgelaten was en in dat geval de buitengebruikstelling van in dienst zijnde installaties opleggen. Tevens mag zij de onmiddellijke volledige of gedeeltelijke buiten dienststelling voorschrijven van installaties die de exploitatie van het net storen.

Art. 125. Het onderling verbinden van abonnementsleidingen is onderworpen aan de goedkeuring van de Régie, behalve wanneer het gaat om leidingen tot aansluiting van telefoon toestellen op de installatie waarvan ze afhangen.

De Régie staat niet in voor de transmissiekwaliteit.

Art. 126. De Régie kan tot wederopzeggens de houder van een abonnementsleiding machtigen deze in verschillende telecomunicatiekanalen te verdelen.

Die kanalen mogen niet aan derden worden verhuurd.

Art. 127. De werken aan de leidingen worden door de Régie uitgevoerd. De abonnee betaalt voor aanleg, verhuizing van één uiteinde, of wijziging van de leidingen de door de Régie geraamde kosten.

Voor de aanleg van een leiding of verhuizing van één uiteinde zijn die kosten niet lager dan :

1^o 3 000 F per tweedraadsleiding voor de eerste tien en 750 F per tweedraadsleiding vanaf de elfde, wanneer de leidingen uitsluitend door middel van een speciale verbindingsskabel tot stand worden gebracht;

2^o 3 000 F per tweedraadsleiding in de andere gevallen.

Onderhoud en afschaffing geschieden kosteloos, behalve wanneer het gaat om :

1^o de afschaffing van een tijdelijke leiding;

2^o de afschaffing van een leiding die uitsluitend door middel van een speciale verbindingsskabel tot stand is gebracht.

Voor die werken betaalt de abonnee de door de Régie geraamde kosten.

Art. 128. De gelijktijdige verhuizing van de twee uiteinden van een abonnementsleiding wordt niet toegestaan.

Bij verhuizing van één uiteinde van een abonnementsleiding blijft het abonnement van kracht, ook voor de bij de leiding behorende apparatuur.

Wanneer die verhuizing een aanpassing van het abonnementsgeld tot gevolg heeft, dan gaat het nieuw abonnementsgeld in op de datum van wederbeschikbaarstelling van de leiding indien het nieuw abonnementsgeld hoger is dan het oude en op de eerstvolgende vervaldag na die datum indien het nieuw abonnementsgeld lager is dan het oude.

Verhuizing van één uiteinde van een abonnementsleiding waarvoor een tijdelijk abonnement is onderschreven, wordt niet toegestaan.

Art. 129. Wanneer een door de abonnee gevraagde wijziging van een leiding een aanpassing van het abonnementsgeld tot gevolg heeft, dan gaat het nieuw abonnementsgeld in :

1^o op de datum van uitvoering van die wijziging indien het nieuw abonnementsgeld hoger is dan het oude;

2^o op de eerste vervaldag na de datum van de aanvraag indien het nieuw abonnementsgeld lager is dan het oude, mits de wijziging minstens vijftien dagen voor die vervaldag is aangevraagd.

Indien een wijziging als bedoeld in 2^o, die betrekking heeft op een leiding tot stand gebracht op een andere wijze dan in een speciale verbindingsskabel, tijdens het eerste jaar wordt aangevraagd, dan

dérogation à l'article 21, une indemnité correspondant à la différence entre les deux redevances pour la période restant à courir jusqu'au terme d'un an.

Art. 130. Lorsqu'un circuit existant et l'appareillage connexe sont réutilisés sans modification, une taxe de 750 F est portée en compte pour la mise à la disposition du circuit.

Lorsque la reprise de l'abonnement est également accordée au nouvel utilisateur, seules les dispositions de l'article 59 sont applicables.

Art. 131. Le placement d'appareillage connexe aux circuits en régime d'abonnement ordinaire se fait :

1^o aux conditions fixées à l'article 41, lorsqu'il s'agit d'appareils et accessoires repris sous les rubriques A et B de l'annexe au présent arrêté;

2^o moyennant paiement des frais évalués par la Régie pour le travail à effectuer dans les autres cas.

Art. 132. Le placement et l'enlèvement d'appareillage connexe aux circuits en régime d'abonnement temporaire s'effectuent contre paiement des frais évalués par la Régie pour ce travail, en tenant compte des minima fixés conformément à l'article 41, 1^o et 2^o.

Art. 133. Les modifications apportées dans l'installation d'appareillage connexe à un circuit d'abonnement, à la demande de l'abonné, sont réalisées contre paiement des frais évalués par la Régie pour ce travail.

Art. 134. Quiconque a demandé l'exécution de travaux et y renonce après le début de ceux-ci, est tenu de rembourser à la Régie les frais qu'elle a supportés.

Section IV. — Conditions d'abonnement diverses

Art. 135. L'abonnement prend cours le jour de la mise à disposition du circuit.

La redevance d'abonnement due pour la période allant du jour de la mise à disposition du circuit à la première échéance est calculée par jour.

Si, pour un circuit établi d'une façon autre qu'en câble spécial de liaison, l'abonné résilie un abonnement ordinaire dans le courant de la première année, la redevance restant due jusqu'à la fin de la période d'un an est, par dérogation aux articles 21 et 63, perçue immédiatement.

Art. 136. En cas de réalisation d'un circuit analogique à large bande ou d'un circuit numérique, la Régie peut imposer à l'abonné, par dérogation aux articles 115 et 135, des conditions particulières pour la résiliation de l'abonnement.

Art. 137. La redevance de base de l'abonnement ordinaire pour un circuit bifilaire zonal établi en câble spécial de liaison, est fixée comme suit, par période de deux mois :

1^o 138 F lorsque la distance ne dépasse pas 100 mètres;

2^o 642 F lorsque la distance dépasse 100 mètres.

La distance est déterminée par la Régie et mesurée à vol d'oiseau. La réalisation de tels circuits n'est plus autorisée pour des distances supérieures à 2 kilomètres, à l'exception des circuits utilisant des câbles spéciaux de liaison existants.

Art. 138. La redevance de base de l'abonnement ordinaire pour un circuit zonal bifilaire ordinaire établi d'une façon autre qu'en câble spécial de liaison est fixée, par période de deux mois, à 648 F plus 65 F par hectomètre indivisible entre les deux extrémités du circuit, avec un minimum de 1 440 F et un maximum de 8 100 F; cette distance est déterminée par la Régie et mesurée à vol d'oiseau.

Le circuit zonal bifilaire ordinaire est celui pour lequel la qualité des communications téléphoniques, échangées au moyen d'appareillages répondant aux normes de transmission fixées par la Régie, peut être garantie.

Art. 139. La redevance de base de l'abonnement ordinaire pour un circuit zonal bifilaire galvanique établi d'une façon autre qu'en câble spécial de liaison est fixée, par période de deux mois, à 720 F plus 72 F par hectomètre indivisible entre les deux extrémités du circuit avec un minimum de 1 600 F et un maximum de 9 000 F; cette distance est déterminée par la Régie et mesurée à vol d'oiseau.

wordt in afwijking van artikel 21, een vergoeding overeenstemende met het verschil tussen beide abonnementsgelden voor de nog lopende periode tot het einde van dit tijdvak van een jaar onmiddellijk ingevoerd.

Art. 130. Wanneer een bestaande geleiding en de bijbehorende apparatuur zonder wijziging opnieuw worden gebruikt, wordt voor de beschikbaarstelling van de geleiding een vergoeding van 750 F in rekening gebracht.

Als aan de nieuwe gebruiker tevens de overname van het abonnement wordt toegestaan gelden alleen de bepalingen van artikel 59

Art. 131. Plaatsing van apparatuur, behorende bij geleidingen onder het stelsel van het gewoon abonnement, geschiedt.

1^o onder de voorwaarden bepaald in artikel 41, wanneer het toestellen en toebehoren betreft die onder de rubrieken A en B van de bijlage bij dit besluit zijn vermeld;

2^o tegen betaling van de door de Régie geraamde kosten van het werk in de andere gevallen.

Art. 132. Plaatsing en opruiming van apparatuur behorende bij geleidingen onder het stelsel van het tijdelijk abonnement, geschiedt tegen betaling van de door de Régie geraamde kosten van dat werk, met inachtneming van minima vastgesteld overeenkomstig artikel 41, 1^o en 2^o.

Art. 133. Wijziging in de installatie van apparatuur behorende bij een abonnementsgeleiding, op verlangen van de abonnee, geschiedt tegen betaling van de door de Régie geraamde kosten van dat werk

Art. 134. Wie om de uitvoering van werken heeft verzocht en daarvan afziet na aanvang ervan, is ertoe gehouden aan de Régie de gemaakte kosten terug te betalen.

Afdeling IV. — Diverse abonnementsvoorwaarden

Art. 135. Het abonnement gaat in op de datum van beschikbaarstelling van de geleiding:

Het abonnementsgeld voor de periode gaande van de datum van beschikbaarstelling van de geleiding tot de eerste vervaldag wordt per dag berekend.

Wanneer, voor een geleiding, tot stand gebracht op een andere manier dan in een speciale verbindingenkabel, de abonnee een gewoon abonnement opzet tijdens het eerste jaar, wordt in afwijking van de artikelen 21 en 63 het nog verschuldigde abonnementsgeld tot het einde van dit tijdvak van een jaar onmiddellijk ingevoerd.

Art. 136. Bij totstandbrenging van een analoge breedbandgeleiding of een digitale geleiding kan de Régie, in afwijking van de artikelen 115 en 135, bijzondere voorwaarden tot opzegging van het abonnement aan de abonnee opleggen.

Art. 137. Het basisabonnementsgeld van het gewoon abonnement voor een zonale tweedraadsgeleiding in een speciale verbindingenkabel wordt als volgt vastgesteld per tijdvak van twee maand

1^o 138 F wanneer de afstand niet groter is dan 100 meter;

2^o 642 F wanneer de afstand groter is dan 100 meter.

De afstand wordt bepaald door de Régie en wordt hemelsbreed gemeten. De totstandbrenging van dergelijke geleidingen wordt niet meer toegestaan voor afstanden groter dan 2 kilometer, met uitzondering van geleidingen in bestaande speciale verbindingenkabels.

Art. 138. Het basisabonnementsgeld van het gewoon abonnement voor een gewone zonale tweedraadsgeleiding die op een andere wijze dan in een speciale verbindingenkabel wordt aangelegd, wordt vastgesteld, per tijdvak van twee maand, op 648 F, verhoogd met 65 F per hectometer of resterend gedeelte daarvan tussen de twee eindpunten van de geleiding, met een minimum van 1 440 F en een maximum van 8 100 F; deze afstand wordt bepaald door de Régie en wordt hemelsbreed gemeten.

De gewone zonale tweedraadsgeleiding is die waarvoor de kwaliteit van de gesprekken gewaarborgd kan worden bij gebruik van apparatuur die beantwoordt aan de door de Régie vastgestelde transmissienormen.

Art. 139. Het basisabonnementsgeld van het gewoon abonnement voor een zonale galvanische tweedraadsgeleiding die op een andere wijze dan in een speciale verbindingenkabel wordt aangelegd, wordt vastgesteld, per tijdvak van twee maand, op 720 F, verhoogd met 72 F per hectometer of resterend gedeelte daarvan tussen de twee eindpunten van de geleiding, met een minimum van 1 600 F en een maximum van 9 000 F; deze afstand wordt bepaald door de Régie en wordt hemelsbreed gemeten.

Art. 140. La redevance de base de l'abonnement ordinaire pour un circuit de qualité standard, également dénommé M1040, est fixée comme suit, par période de deux mois :

1^e circuit zonal établi d'une façon autre qu'en câble spécial de liaison : 720 F plus 72 F par hectomètre indivisible entre les deux extrémités du circuit, avec un minimum de 1 600 F et un maximum de 9 000 F; cette distance est déterminée par la Régie et mesurée à vol d'oiseau;

2^e circuit interzonal :

- a) zones contiguës : 19 200 F;
- b) zones non contiguës : 38 400 F.

Art. 141. A la demande de l'abonné, la Régie peut réaliser dans ses centraux des embranchements sur des circuits d'abonnement. Dans le cas où des embranchements sont réalisés en boucle sur un circuit d'abonnement, le central où s'effectue le bouclage est considéré comme un des deux endroits visés à l'article 114.

La redevance de base de l'abonnement ordinaire pour chaque embranchement est calculée conformément aux dispositions de l'article 140.

Art. 142. Les redevances de base fixées aux articles 137 à 141 se rapportent à un circuit zonal qui se termine en deux fils ou qui est réalisé au moyen d'un système de modulation par impulsions et codage et à un circuit interzonal, à condition que ces circuits soient utilisés exclusivement à un seul des usages ci-après :

- 1^e téléphonie;
- 2^e fac-similé, phototélégraphie ou électrographie;
- 3^e transmission d'alarmes, télémétrie ou télécommande qui ne tombent pas sous l'application de l'article 143;
- 4^e transmission musicale.

Lorsqu'un circuit zonal, utilisé à l'un des usages énumérés au présent article, se termine en 4 fils, les redevances de base fixées aux articles 137, 139, 140 et 141, sont doublées sauf s'il est réalisé au moyen d'un système de modulation par impulsions et codage.

En cas de réalisation d'un circuit au moyen d'un système de modulation par impulsions et codage, la Régie peut imposer à l'abonné, par dérogation aux articles 115 et 135, des conditions particulières pour la résiliation de l'abonnement.

Art. 143. § 1er. Lorsqu'un circuit peut être utilisé à un autre usage que ceux prévus à l'article 142 ou à plus d'un usage, les redevances de base fixées aux articles 137, 139, 140 et 141, sont affectées d'un coefficient conformément au tableau ci-après :

1 circuit zonal :

1.1. de type télégraphique, exploité en :

	semi-duplex	duplex
— jusqu'à 50 bauds	0,9	1,8
— jusqu'à 100 bauds	1	2
— jusqu'à 200 bauds	1,1	2,2

1.2. de type téléphonique, se terminant en :

	2 fils	4 fils
transmission de données, usages multiples ou tout autre usage spécial :		
a) réalisé au moyen d'un système de modulation par impulsions et codage	1,33	1,33
b) réalisé par un autre moyen	1,33	2,66
transmission unidirectionnelle de haute qualité	1,50	—

2 circuit interzonal :

2.1. de type télégraphique, exploité en semi-duplex ou duplex :

entre zones contiguës :	0,9
— jusqu'à 50 bauds	0,9
— jusqu'à 100 bauds	1
— jusqu'à 200 bauds	1,1

Art. 140. Het basisabonnementsgeld van een gewoon abonnement voor een geleiding van standaardkwaliteit, ook M1040 genoemd, wordt per tijdvak van twee maand als volgt vastgesteld :

1^e zonale geleiding die op een andere wijze dan in een speciale verbindingskabel wordt aangelegd : 720 F, verhoogd met 72 F per hectometer of resterend gedeelte daarvan tussen de twee eindpunten van de geleiding, met een minimum van 1 600 F en een maximum van 9 000 F; deze afstand wordt bepaald door de Régie en wordt hemelsbreed gemeten;

2^e interzonale geleiding :

- a) aaneengrenzende zones : 19 200 F;
- b) niet-aaneengrenzende zones : 38 400 F.

Art. 141. Op verzoek van de abonnee kan de Régie in haar centrales aftakkingen op abonnementsgeleidingen tot stand brengen. Wanneer op een abonnementsgeleiding aftakkingen tot stand worden gebracht in lusvorm, wordt de centrale waar de lus wordt gevormd, beschouwd als één van de twee punten bedoeld in artikel 114.

Het basistarief van het gewoon abonnement voor elke aftakking wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 140.

Art. 142. De basisabonnementsgelden bepaald in de artikelen 137 tot 141 gelden voor een zonale geleiding die eindigt op twee draden, of die door middel van een puls-code-modulatiesysteem tot stand wordt gebracht en voor een interzonale geleiding, mits die geleidingen uitsluitend gebruikt worden voor één van de nadermelde doeleinden :

- 1^e telefonie;
- 2^e facsimile, fototelegrafie of elektrografie;
- 3^e transmissie van alarmsignalen, telemeting of telebesturing die niet onder toepassing vallen van artikel 143;
- 4^e muziektransmissie.

Wanneer een zonale geleiding, gebruikt voor één van de doeleinden vermeld in dit artikel, eindigt op vier draden, worden de basisabonnementsgelden bepaald in de artikelen 137, 139, 140 en 141 verdubbeld, behalve indien zij door middel van een puls-code-modulatiesysteem tot stand wordt gebracht.

Bij totstandbrenging van een geleiding door middel van een puls-code-modulatiesysteem kan de Régie, in afwijking van de artikelen 115 en 135, bijzondere voorwaarden tot opzegging van het abonnement aan de abonnee opleggen.

Art. 143. § 1. Wanneer een geleiding voor een ander doeleinde dan vermeld in artikel 142 of voor meer dan één doeleinde kan worden gebruikt, wordt op de basisabonnementsgelden bepaald in de artikelen 137, 139, 140 en 141, een coëfficiënt toegepast overeenkomstig de gegevens van onderstaande tabel :

1. zonale geleiding :

1.1. van het telegraaftype, geëxploiteerd in :

	semi-duplex	duplex
— tot 50 baud	0,9	1,8
— tot 100 baud	1	2
— tot 200 baud	1,1	2,2

1.2. van het telefoontype, eindigend op :

	2 draden	4 draden
— datatransmissie, meervoudig of ieder ander bijzonder gebruik :		
a) tot stand gebracht door middel van een puls-code-modulatie-systeem ..	1,33	1,33
b) op een andere wijze tot stand gebracht	1,33	2,66
— éénrichtingstransmissie van hoge kwaliteit	1,50	—

2. interzonale geleiding :

2.1. van het telegraaftype geëxploiteerd in semi-duplex of duplex :

tussen aaneengrenzende zones :	0,9
— tot 50 baud	0,9
— tot 100 baud	1
— tot 200 baud	1,1

— entre zones non contiguës :

— jusqu'à 50 bauds	0,45
— jusqu'à 100 bauds	0,5
— jusqu'à 200 bauds	0,55

2.2. de type téléphonique, se terminant en :

2 fils 4 fils

— transmission de données, usages multiples ou tout autre usage spécial ..	1,33	1,33
— transmission unidirectionnelle de haute qualité	1,50	—

§ 2. Pour un circuit numérique, les redevances de base fixées à l'article 140 sont affectées d'un coefficient conformément au tableau ci-après :

1. Circuits tous usages

1.1. Circuit 64 kbit/s et n × 64 kbit/s :

	coefficient
64 kbit/s	8,75
128 kbit/s	11,75
256 kbit/s	13
384 kbit/s	14
512 kbit/s	15
768 kbit/s	17
1024 kbit/s	19
1536 kbit/s	23
1920/1984/2048 kbit/s	25

1.2. Circuit à des débits intermédiaires :

	coefficient
48 kbit/s	8,25
56 kbit/s	8,50
72 kbit/s	9
96 kbit/s	11,25
112 kbit/s	11,50
144 kbit/s	12

La Régie n'est pas tenue de réaliser de tels circuits.

2. Circuit 2048 kbit/s utilisé exclusivement pour la visioconférence : 12.

Lors de l'application des coefficients fixés aux points 1. et 2. pour un circuit zonal, il n'est pas tenu compte des minimum et maximum fixés à l'article 140.

Toutefois, la redevance ainsi calculée ne peut pas être inférieure à celle d'un circuit de même type d'une longueur de 20 hectomètres et supérieure à celle d'un circuit de même type d'une longueur de 115 hectomètres, sauf pour les circuits à 1920/1984/2048 kbit/s où les longueurs minimum et maximum sont fixées respectivement à 12 et 200 hectomètres.

3. Circuit 64 kbit/s aux jonctions dites « G.703 » réalisé au moyen d'un système à 2 Mbit/s d'extrémité à extrémité : 8.

§ 3. Les montants de base, calculés en tenant compte des coefficients mentionnés au présent article, sont arrondis au franc supérieur si la fraction atteint ou dépasse 50 centimes, au franc inférieur dans le cas contraire.

§ 4. Pour un circuit de qualité spéciale, une redevance supplémentaire est perçue. Cette redevance est fixée comme suit par période de deux mois :

- qualité dite « M1025 » : 3 700 F.
- qualité dite « M1020 » : 7 500 F.

Art. 144. La Régie détermine :

1^o quel appareillage relié à un circuit d'abonnement donne lieu à l'application des coefficients pour usage spécial fixés à l'article 143;

2^o les qualités dont question aux articles 140 et 143, en s'inspirant des recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique;

3^o laquelle des qualités dont question aux articles 140 et 143 un circuit d'abonnement doit avoir au minimum, en fonction des caractéristiques spécifiques de la liaison à réaliser et de l'appareillage à relier;

— tussen niet-aaneengrenzende zones :

— tot 50 baud	0,45
— tot 100 baud	0,5
— tot 200 baud	0,55

2.2. van het telefoontype, eindigend op :

2 draden 4 draden

— datatransmissie, meervoudig of ieder ander bijzonder gebruik	1,33	1,33
— eenrichtingstransmissie van hoge kwaliteit	1,50	—

§ 2. Voor een digitale geleiding wordt op de basisabonnementen gelden bepaald in artikel 140, een coëfficiënt toegepast overeenkomstig de gegevens van onderstaande tabel :

1. Geleidingen voor alle gebruik

1.1. Geleiding 64 kbit/s of n × 64 kbit/s :

	coëfficiënt
64 kbit/s	8,75
128 kbit/s	11,75
256 kbit/s	13
384 kbit/s	14
512 kbit/s	15
768 kbit/s	17
1024 kbit/s	19
1536 kbit/s	23
1920/1984/2048 kbit/s	25

1.2. Geleiding met een tussendebiet :

	coëfficiënt
48 kbit/s	8,25
56 kbit/s	8,50
72 kbit/s	9
96 kbit/s	11,25
112 kbit/s	11,50
144 kbit/s	12

De Régie is niet verplicht dergelijke geleidingen tot stand te brengen.

2. Geleiding 2048 kbit/s uitsluitend gebruik voor videoconferentie : 12.

Bij toepassing van de coëfficiënten bepaald in de punten 1. en 2. voor een zonale geleiding, wordt geen rekening gehouden met de bij artikel 140 bepaalde minimum- en maximumtarieven.

Doch het aldus berekende abonnementsgeld kan niet lager zijn dan dat voor een geleiding van hetzelfde type met een lengte van 20 hectometer, en niet hoger zijn dan dat voor een geleiding van hetzelfde type met een lengte van 115 hectometer, behalve in geval van geleidingen 1920/1984/2048 kbit/s waarvan de minimum en maximum lengtes respectievelijk 12 en 200 hectometer zijn.

3. Geleiding 64 kbit/s met interface genoemd « G.703 », tot stand gebracht door middel van een systeem 2 Mbit/s van uiteinde tot uiteinde : 8.

§ 3. De basisbedragen, berekend met inachtneming van de in dit artikel vermelde coëfficiënten, worden afferond tot op een frank, naar boven als het gedeelte van een frank 50 centiem of meer bedraagt, naar beneden in het ander geval.

§ 4. Voor een geleiding van bijzondere kwaliteit is een extra-abonnementsgeld verschuldigd, dat als volgt wordt vastgesteld per tijdvak van twee maand :

- kwaliteit genoemd « M1025 » : 3 700 F.
- kwaliteit genoemd « M1020 » : 7 500 F.

Art. 144. De Régie bepaalt

1^o welke apparatuur, aangesloten op een abonnementsgleiding, aanleiding geeft tot toepassing van de coëfficiënten voor bijzonder gebruik bepaald in artikel 143;

2^o de kwaliteiten waarvan sprake is in de artikelen 140 en 143, hierbij steunend op de aanbevelingen van het « Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique »;

3^o welke van de kwaliteiten waarvan sprake is in de artikelen 140 en 143 een abonnementsgleiding minstens moet hebben, hierbij steunend op de bijzondere kenmerken van de tot stand te brengen verbinding en van de aan te sluiten apparatuur;

4° les redevances d'abonnement pour les circuits dont l'usage ou la qualité n'est pas prévu au présent chapitre.

Art. 145. Pour un circuit analogique à large bande, les redevances sont calculées comme suit :

1 circuit en câble spécial de liaison : l'un des coefficients suivants est appliqué aux redevances de base fixées à l'article 137, selon l'utilisation du circuit :

	coefficient
1.1. circuit pour la liaison d'un seul terminal avec un ordinateur	12
1.2. circuit unidirectionnel pour la transmission télévisuelle	12
1.3. autres circuits	24

2 autres circuits en câble :

un coefficient est appliqué aux redevances de base fixées à l'article 140, selon la largeur de bande du circuit, conformément au tableau ci-dessous :

	coefficient
48 kHz	8
240 kHz	12
1,2 MHz	16
2,5 MHz	20
5 MHz	24

Pour un circuit zonal unidirectionnel de largeur de bande de 1,2 MHz, 2,5 MHz ou 5 MHz, utilisée pour la transmission télévisuelle seulement, ces coefficients sont réduits de moitié;

3 liaison hertzienne unidirectionnelle pour la transmission télévisuelle, par période de deux mois :

3.1. circuit zonal : 156 000 F;

3.2. circuit interzonal :

3.2.1. entre zones contiguës : 312 000 F;

3.2.2. entre zones non contiguës : 583 000 F.

La Régie n'est pas tenue de réaliser de tels circuits.

Art. 146. Pour un circuit d'abonnement numérique à haut débit, les redevances sont calculées comme suit :

1 circuit en câble spécial de liaison :

un coefficient est appliqué aux redevances de base fixées à l'article 137 conformément au tableau ci-dessous :

	coefficient
1.1 circuit équipé d'un système à 2 Mbit/s non fourni par la Régie	24
1.2. circuit réalisé au moyen d'un câble à fibres optiques :	
1.2.1. circuit réalisé sur une fibre	24
1.2.2. circuit réalisé sur deux fibres	48

2. circuits réalisés dans le réseau général :

un coefficient est appliqué aux redevances de base fixées à l'article 140, conformément au tableau ci-dessous :

2.1. circuit 8 Mbit/s : 75.

2.2. circuit 34 Mbit/s : 225.

2.3. circuit 140 Mbit/s : 675.

Lors de l'application des coefficients 75, 225 et 675 pour un circuit zonal, il n'est pas tenu compte des minimum et maximum fixés à l'article 140.

Toutefois, la redevance ainsi calculée ne peut pas être inférieure à celle d'un circuit de même type d'une longueur de 12 hectomètres et supérieure à celle d'un circuit de même type d'une longueur de 200 hectomètres.

Art. 147. Lorsqu'un circuit interzonal donne accès au réseau téléphonique public, la redevance calculée conformément aux dispositions des articles 140 à 145, excepté les redevances supplémentaires pour qualité spéciale prévues à l'article 143, est affectée du coefficient 1,5.

4° de abonnementsgelden voor geleidingen waarvan het gebruik of de kwaliteit niet in dit hoofdstuk is vermeld.

Art. 145. Voor een analoge breedbandgeleiding worden de abonnementsgelden als volgt berekend :

1. geleiding in een speciale verbindingenkabel : op de basisabonnementsgelden bepaald bij artikel 137 wordt, naar gelang van het gebruik van de geleiding, één van de volgende coëfficiënten toegepast :

	coëfficiënt
1.1. geleiding tot verbinding van één terminal met een computer	12
1.2. éénrichtingsgeleiding voor televisietransmissie	12
1.3. andere geleidingen	24

2. andere geleidingen in kabel :

op de basisabonnementsgelden bepaald bij artikel 140 wordt, naar gelang van de bandbreedte van de geleiding, een coëfficiënt toegepast overeenkomstig de onderstaande tabel :

	coëfficiënt
48 kHz	8
240 kHz	12
1,2 MHz	16
2,5 MHz	20
5 MHz	24

Deze coëfficiënten worden tot de helft verminderd als het een zonale éénrichtingsgeleiding met een bandbreedte van 1,2 MHz, 2,5 MHz of 5 MHz betreft die uitsluitend voor televisietransmissie wordt gebruikt;

3. éénrichtingsstraalverbinding voor televisietransmissie, per tijdvak van twee maand :

3.1. zonale geleiding : 156 000 F;

3.2. interzonale geleiding :

3.2.1. aaneengrenzende zones : 312 000 F;

3.2.2. niet-aaneengrenzende zones : 583 000 F.

De Régie is niet verplicht dergelijke geleidingen tot stand te brengen.

Art. 146. Voor een digitale abonnementsgeleiding met hoog debiet worden de abonnementsgelden als volgt berekend :

1. geleiding in een speciale verbindingenkabel :

op de basisabonnementsgelden bepaald in artikel 137 wordt een coëfficiënt toegepast overeenkomstig de onderstaande tabel :

	coëfficiënt
1.1. geleiding uitgerust met een niet door de Régie geleverd systeem 2 Mbit/s	24
1.2. geleiding tot stand gebracht door middel van glasvezelkabel :	
1.2.1. eenvezelgeleiding	24
1.2.2. tweevezelgeleiding	48

2. geleidingen tot stand gebracht in het algemeen net :

op de basisabonnementsgelden bepaald in artikel 140 wordt een coëfficiënt toegepast overeenkomstig de onderstaande tabel :

2.1. geleiding 8 Mbit/s : 75.

2.2. geleiding 34 Mbit/s : 225.

2.3. geleiding 140 Mbit/s : 675.

Bij toepassing van de coëfficiënten 75, 225 en 675 voor een zonale geleiding, wordt geen rekening gehouden met de bij artikel 140 bepaalde minimum- en maximumtarieven.

Doch het aldus berekende abonnementsgeld kan niet lager zijn dan dat voor een geleiding van hetzelfde type met een lengte van 12 hectometer, en niet hoger zijn dan dat voor een geleiding van hetzelfde type met een lengte van 200 hectometer.

Art. 147. Wanneer een interzonale geleiding toegang geeft tot het openbaar telefoonnet wordt, op het abonnementsgeld berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 140 tot 145, met uitsluiting van de bij artikel 143 bepaalde extra-abonnementsgelden voor bijzondere kwaliteit, de coëfficiënt 1,5 toegepast.

Art. 148. Pour un circuit d'abonnement zonal de réserve se terminant en deux fils, qui pour la convenance d'un abonné est réalisé via un autre réseau local que le réseau normal de raccordement, la redevance d'abonnement, calculée conformément à l'article 140, est majorée de 72 F par hectomètre indivisible de distance mesurée à vol d'oiseau entre les centraux desservant ces deux réseaux.

Lorsque ce circuit se termine en quatre fils, cette redevance d'abonnement est doublée, sauf si le circuit est réalisé au moyen d'un système de modulation par impulsions et codage.

Le cas échéant, cette redevance d'abonnement est majorée de la redevance supplémentaire pour qualité spéciale prévue à l'article 143.

En cas d'utilisation permanente d'un tel circuit, cette redevance est éventuellement affectée, selon l'usage fait de celui-ci, des coefficients fixés aux articles 143 et 147.

Art. 149. La redevance de base de l'abonnement temporaire pour un circuit mis en service pour une durée inférieure à vingt-quatre heures est fixée comme suit :

- 1^o circuit zonal : 480 F;
- 2^o circuit interzonal entre :
 - a) zones contiguës : 960 F;
 - b) zones non-contiguës : 1 440 F.

Ces montants sont affectés, le cas échéant, des coefficients fixés aux articles 142 à 147.

Art. 150. La redevance d'abonnement temporaire pour un circuit mis en service pendant une période d'au moins vingt-quatre heures est fixée comme suit, par jour indivisible de 0 à 24 heures :

1^o pour chacun des dix premiers jours : un trentième de la redevance calculée conformément aux articles 137 à 147, avec un minimum de trois trentenaires;

2^o pour chaque jour suivant : un soixantième de la redevance calculée conformément aux articles 137 à 147.

La redevance d'abonnement totale ne peut cependant pas être inférieure à celle calculée conformément à l'article 149.

Art. 151. Les redevances dues pour l'appareillage connexe aux circuits d'abonnement sont les suivantes :

1^o abonnement ordinaire : les redevances fixées à l'annexe au présent arrêté;

2^o abonnement temporaire : un trentième des redevances fixées à l'annexe au présent arrêté, pour chacun des 10 premiers jours, avec un minimum de trois trentenaires, et un soixantième de ces redevances pour chaque jour suivant.

Art. 152. La Régie n'accorde ni indemnité, ni remboursement de redevance d'abonnement pour les mises hors d'usage accidentelles des circuits. Toutefois, si la mise hors d'usage a duré plus de trois jours consécutifs à partir du moment où l'abonné a averti la Régie, et si ni l'abonné ni un utilisateur n'est en faute, la Régie rembourse, à la demande de l'abonné, une partie de la redevance d'abonnement proportionnelle au nombre de jours écoulés depuis le lendemain de l'avertissement jusqu'à y compris la veille du jour où le circuit a été remis en service.

Les demandes de remboursement de redevance doivent être introduites dans les trois mois qui suivent la date de la remise en service.

CHAPITRE III. — Télégraphe

Art. 153. La taxe d'un télégramme de presse est fixée à 100 F, plus 2 F par mot.

Art. 154. La taxe d'un télégramme-mandat est fixée à 240 F, plus 4 F par mot pour la communication particulière éventuelle.

Art. 155. Pour une copie d'un télégramme il est perçu 120 F.

Art. 156. La redevance d'abonnement pour une adresse télégraphique enregistrée est fixée à 500 F par période de deux mois.

L'abonné ne peut résilier son abonnement qu'à l'échéance. La résiliation doit être notifiée, par lettre recommandée à la poste, au moins quinze jours avant l'échéance.

Aucune redevance n'est remboursée pour la période pendant laquelle l'adresse enregistrée n'a pas été utilisée avant la date de résiliation.

CHAPITRE IV. — Mobilophone et semaphone

Section I. — Dispositions générales

Art. 157. Le réseau mobilophone de la première génération est divisé en zones radio. Chaque zone radio comprend une station de base raccordée au moyen de lignes téléphoniques au centre d'une

Art. 148. Voor een zonale reserve-abonnementsgleiding die eindigt op twee draden, en op verlangen van de abonnee tot stand wordt gebracht via een ander plaatselijk net dan het normaal aansluitingsnet, wordt het abonnementsgeld, berekend overeenkomstig artikel 140, verhoogd met 72 F per hectometer hemelsbreed gemeten afstand of resterend gedeelte daarvan tussen de centrales die beide netten bedienen.

Wanneer die geleiding eindigt op vier draden wordt dit abonnementsgeld verdubbeld, behalve indien de geleiding door middel van een puls-code-modulatiesysteem tot stand wordt gebracht.

In voorkomend geval wordt dit abonnementsgeld verhoogd met het in artikel 143 bepaalde extra-abonnementsgeld voor bijzondere kwaliteit.

In geval van permanent gebruik van zulk een geleiding wordt dit abonnementsgeld naar gelang van het gebruik eventueel verhoogd met de coöfficiënten, bepaald in de artikelen 143 en 147.

Art. 149. Het basistarief van een tijdelijk abonnement voor een geleiding, in dienst gesteld voor minder dan vierentwintig uur, wordt als volgt vastgesteld :

- 1^o zonale geleiding : 480 F;
- 2^o interzonale geleiding tussen :
 - a) aaneengrenzende zones : 960 F;
 - b) niet-aaneengrenzende zones : 1 440 F.

Op deze bedragen worden, in voorkomend geval, de coöfficiënten toegepast die in de artikelen 142 tot 147 zijn bepaald.

Art. 150. Het abonnementsgeld van een tijdelijk abonnement voor een geleiding, in dienst gesteld voor een periode van minstens vierentwintig uur, wordt per dag van 0 tot 24 uur of resterend gedeelte daarvan als volgt vastgesteld :

1^o voor elk der eerste tien dagen : een dertigste van het abonnementsgeld berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 137 tot 147, met een minimum van drie dertigsten;

2^o voor elk der volgende dagen : een zestigste van het abonnementsgeld berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 137 tot 147.

Het totale abonnementsgeld kan evenwel niet lager zijn dan dat berekend overeenkomstig artikel 149.

Art. 151. Het abonnementsgeld voor apparatuur behorende bij abonnementsgleidingen wordt als volgt vastgesteld :

1^o gewoon abonnement : abonnementsgeld opgenomen in de bijlage bij dit besluit;

2^o tijdelijk abonnement : een dertigste van de abonnementsgelden opgenomen in de bijlage bij dit besluit, voor elk der eerste tien dagen, met een minimum van drie dertigsten, en een zestigste van deze abonnementsgelden voor elk der volgende dagen.

Art. 152. De Régie verleent geen vergoeding en betaalt geen abonnementsgeld terug voor toevallige onbruikbaarheid van geleidingen. Indien echter de onbruikbaarheid meer dan drie opeenvolgende dagen heeft geduurde, te rekenen vanaf het ogenblik waarop de abonnee de Régie heeft verwittigd en indien de abonnee of een gebruiker niet in gebreke is, betaalt de Régie op verzoek van de abonnee abonnementsgeld terug naar verhouding van het aantal dagen vanaf de dag na de verwittiging tot en met de dag voor die waarop de geleiding weder in dienst is gesteld.

De verzoeken om terugbetaling van abonnementsgeld moeten worden ingediend binnen de drie maand volgend op de datum van wederindienststelling.

HOOFDSTUK III. — Telegraaf

Art. 153. Het tarief van een perstelegram is vastgesteld op 100 F, plus 2 F per woord.

Art. 154. Het tarief van een postwisseltelegram wordt vastgesteld op 240 F, verhoogd met 4 F per woord voor de eventuele bijzondere mededeling.

Art. 155. Voor een afschrift van een telegram wordt 120 F geïnd.

Art. 156. Het abonnementsgeld voor een geregistreerd telegram adres wordt vastgesteld op 500 F per tijdvak van twee maand.

De abonnee kan zijn abonnement alleen doen eindigen op een vervaldag. De opzegging moet met een ter post aangetekende brief geschieden uiterlijk vijftien dagen voor de vervaldag.

Abonnementsgeld over de periode voor het eindigen van het abonnement tijdens welke het geregistreerd adres niet meer is gebruikt, wordt in geen geval terugbetaald.

HOOFDSTUK IV. — Mobilfoon en semafoon

Alfdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 157. Het mobilfoonnet van de eerste generatie is ingedeeld in radiozones. Elke radiozone omvat één basisstation dat door middel van telefoonlijnen verbonden is met het centrum van een

zone téléphonique. Ce centre sert de base pour la tarification des communications et messages, quel que soit le lieu où les équipements mobiles se trouvent au moment de l'établissement des communications ou de la réception des messages.

Art. 158. § 1er. L'équipement de base de l'abonné au service mobilophone de la première génération comprend l'appareil mobilophone et le châssis de suspension.

§ 2. L'équipement de base de l'abonné au service mobilophone de la deuxième génération comprend l'appareil mobilophone, le châssis de suspension, le microtéléphone équipé des éléments de commande, le support du microtéléphone et une boîte de fusibles.

L'équipement de l'abonné au service mobilophone de la deuxième génération comprend, en cas d'installation séparée, l'appareil mobilophone, le châssis de suspension, le support du microtéléphone, la boîte de fusibles, le microtéléphone passif, le panneau de commande séparé et son support de commande.

§ 3. Le paragraphe 2 est applicable exclusivement aux abonnés ayant introduit une demande d'abonnement avant le 1er décembre 1987.

Art. 159. Le monogramme RTT ou l'idéogramme de la Régie figurant sur l'appareil mobilophone vaut autorisation d'utiliser l'appareil. Le monogramme RTT de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones des Pays-Bas et le monogramme de l'Administration des télécommunications luxembourgeoise figurant sur l'appareil sémaphone valent autorisation d'utiliser l'appareil.

Art. 160. Les dispositions des articles 9, 11 à 13, 19, 23, 24, 26 à 32, 38, 46 à 48, 59, 60, 62, 64, 66, 70, 78, 80, 86, 87, 113 et 134 sont valables en ce qui concerne les services mobilophone et sémaphone.

Section II. — Obligations de l'abonné et mesures administratives

Art. 161. L'appareil mobilophone et les accessoires pour lesquels une redevance d'abonnement est perçue ou qui sont mis gratuitement à la disposition de l'abonné, restent la propriété de la Régie.

L'abonné est tenu de dédommager la Régie de toute perte ou altération quelconque de l'installation, due à n'importe quel fait étranger à la Régie, à ses agents ou à l'usage normal.

Art. 162. Il est interdit à l'abonné de relier à un appareil mobilophone, de quelque manière que ce soit, aucun équipement susceptible de provoquer des perturbations.

Les frais que la Régie doit supporter à la suite d'une infraction à cette disposition sont mis à la charge de l'abonné.

Art. 163. Les dispositions de l'article 22 concernant la provision à verser pour les raccordements téléphoniques sont applicables aux abonnés au service mobilophone.

Art. 164. La facture est envoyée à l'abonné tous les deux mois en simple exemplaire, par la voie postale ordinaire.

Section III. — Installation et entretien

Art. 165. L'installation à bord d'un véhicule ainsi que toute modification à cette installation incombe à l'abonné.

Art. 166. L'abonné ne peut se prévaloir d'aucun droit pour obtenir ou conserver un numéro d'appel déterminé. Le remplacement d'un appareil peut aller de pair avec une modification du numéro d'appel.

Art. 167. En cas de fonctionnement défectueux d'un appareil ou d'un accessoire, l'abonné doit présenter l'équipement complet, aux fins de contrôle, dans un des services désignés par la Régie.

Section IV. — Conditions d'abonnement diverses

Art. 168. § 1er. L'abonnement ordinaire pour l'usage du réseau sémaphone est souscrit sans fixation de durée.

§ 2. L'abonnement temporaire pour l'usage du réseau sémaphone est souscrit pour une durée déterminée.

§ 3. Pour l'usage d'un appareil sémaphone, un abonnement temporaire peut être souscrit pour une durée déterminée.

§ 4. L'abonnement au service mobilophone de la première génération est souscrit sans détermination de durée. Il prend cours le jour de l'installation de l'équipement à bord du véhicule si ce travail est effectué par la Régie, sinon le huitième jour suivant l'expédition ou la remise de l'équipement à l'abonné.

§ 5. L'abonnement ordinaire au service mobilophone de la deuxième génération est souscrit pour une durée minimale de deux ans, trois ans ou quatre ans, au choix de l'abonné. Cette disposition est applicable exclusivement aux abonnés qui ont introduit leur demande d'abonnement avant le 1er décembre 1987.

telefoonzone. Dit centrum dient als basis ter bepaling van de prijs van de gesprekken en boodschappen, ongeacht de plaats waar de mobiele uitrusting zich bevinden bij het voeren van de gesprekken of ontvangen van de boodschappen.

Art. 158. § 1. De basisuitrusting van een abonnee op de mobilofoon dienst van de eerste generatie omvat het mobiloontoestel en het ophangrek.

§ 2. De basisuitrusting van een abonnee op de mobilofoon dienst van de tweede generatie omvat het mobiloontoestel, het ophangrek, de microtelefoon uitgerust met commando-elementen, de houder voor de microtelefoon en een zekeringssdoos.

De uitrusting van de abonnee op de mobilofoon dienst van de tweede generatie omvat, in geval van gescheiden opstelling, het mobiloontoestel, het ophangrek, de houder voor de microtelefoon, de zekeringssdoos, de microtelefoon passief, het afzonderlijk bedieningspaneel en zijn voet.

§ 3. Paragraaf 2 is enkel van kracht voor de abonnees die hun abonnementsaanvraag vóór 1 december 1987 hebben ingediend.

Art. 159. Het monogram RTT of het ideogram van de Régie op het mobiloontoestel geldt als vergunning voor het gebruik ervan. Het monogram RTT van de Nederlandse Administratie van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en het monogram van de Luxemburgse Administratie van Telecommunicatie op het semafoon toestel geldt als vergunning voor het gebruik ervan.

Art. 160. De bepalingen van de artikelen 9, 11 tot 13, 19, 23, 24, 26 tot 32, 38, 46 tot 48, 59, 60, 62, 64, 66, 70, 78, 80, 86, 87, 113 en 134 gelden ook inzake de mobilofoon- en semafoon dienst.

Afdeling II. — Verplichtingen van de abonnee en administratieve maatregelen

Art. 161. Het mobiloontoestel en het toebehoren waarvoor een abonnementsgeld wordt geheven of dat gratis ter beschikking van de abonnee wordt gesteld, blijven eigendom van de Régie.

Bij verdwijnen van enig deel ervan en bij welke schade ook die niet door toedoen van de Régie en haar personeel of door het normale gebruik van de apparatuur is ontstaan, moet de abonnee de Régie schadeloos stellen.

Art. 162. Het is de abonnee verboden enige inrichting te verbinden aan een mobiloontoestel, op welke wijze ook, die storingen kan veroorzaken.

De kosten die de Régie moet maken uit hoofde van een inbreuk op deze bepaling vallen ten laste van de abonnee.

Art. 163. De bepalingen van artikel 22 betreffende de kostendekkingssom voor de telefoonaansluitingen zijn van toepassing voor de abonnee op de mobilofoon dienst.

Art. 164. De factuur wordt de abonnee om de twee maand in enkel exemplaar per gewone post toegestonden.

Afdeling III. — Installatie en onderhoud

Art. 165. Installatie in een voertuig en wijzigingen in deze installatie geschieden door de abonnee.

Art. 166. De abonnee kan geen recht doen gelden op het verkrijgen of behouden van een bepaald oproepnummer. De vervanging van een toestel kan gepaard gaan met een wijziging van het oproepnummer.

Art. 167. In geval van gebrekkige werking van een toestel of van een toebehoren, moet de abonnee de volledige uitrusting ter controle aanbieden bij een van de diensten aangewezen door de Régie.

Afdeling IV. — Diverse abonnementsvoorwaarden

Art. 168. § 1. Het gewoon abonnement voor het gebruik van het semafoonnet wordt onderschreven voor onbepaalde duur.

§ 2. Het tijdelijk abonnement voor het gebruik van het semafoonnet wordt onderschreven voor een bepaalde duur.

§ 3. Voor het gebruik van een semafoon toestel kan een tijdelijk abonnement voor een bepaalde duur onderschreven worden.

§ 4. Het abonnement op de mobilofoon dienst van de eerste generatie wordt onderschreven voor onbepaalde duur. Het gaat in op de dag van installatie in het voertuig als het werk door de Régie wordt uitgevoerd, zoniet de achtste dag na verzending of overhandiging van de uitrusting aan de abonnee.

§ 5. Het 'gewoon' abonnement op de mobilofoon dienst van de tweede generatie wordt onderschreven voor een minimumlooptijd van twee jaar, drie jaar of vier jaar, naar keuze van de abonnee. Deze bepaling is enkel van kracht voor de abonnees die hun abonnementsaanvraag vóór 1 december 1987 hebben ingediend.

§ 6. L'abonnement temporaire au service mobilophone de la deuxième génération est souscrit pour une durée déterminée d'au moins 7 jours.

§ 7. L'abonnement ordinaire pour le seul usage du réseau mobilophone de la deuxième génération est souscrit sans détermination de durée.

§ 8. Les abonnements visés aux §§ 1, 2, 3, 5, 6 et 7 ci-dessus peuvent faire l'objet de conditions contractuelles spéciales.

§ 9. Dans le cadre de l'abonnement ordinaire au service mobilophone de la deuxième génération souscrit avant le 1er décembre 1987, certains accessoires sont vendus par la Régie.

§ 10. Pour ce qui concerne les abonnements visés aux §§ 1er et 7 ci-dessus, l'appareil et les accessoires fournis par la Régie sont vendus. La Régie peut fixer des conditions spéciales d'entretien de l'appareillage en cause.

Art. 169. Les redevances d'abonnement sont payables par anticipation de deux en deux mois.

La redevance d'abonnement due pour la période allant du jour de la mise en service à la première échéance est calculée par jour.

Art. 170. Pour les accessoires du service mobilophone de la première génération qui ne sont pas couverts par la redevance d'abonnement de base, les redevances supplémentaires fixées à l'annexe au présent arrêté ou un montant unique sont dues.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 171. § 1er. Quiconque souscrit un abonnement temporaire au service mobilophone de la deuxième génération est tenu au paiement d'un droit d'inscription de 3 000 F par appareil.

§ 2. La redevance d'abonnement temporaire de base au service mobilophone de la deuxième génération est fixée à 300 F par jour. Elle couvre l'utilisation de l'équipement de base visé au § 2 de l'article 158 du présent arrêté ainsi que d'un câble d'alimentation, d'un câble de connexion, d'une antenne et d'un support d'antenne magnétique.

Art. 172. § 1er. Quiconque souscrit un abonnement temporaire pour l'usage du réseau sémaphone, est tenu au paiement d'un droit de 1 000 F par raccordement.

§ 2. La redevance d'abonnement temporaire pour l'usage du réseau sémaphone est fixée comme suit par période d'un mois :

1^o Réseau Benelux : pour un appareil sémaphone utilisé en tant que :

- a) récepteur de tonalité : 200 F;
- b) récepteur numérique : 700 F;
- c) récepteur alphanumérique : 1 800 F.

2^o Réseau national : pour un appareil sémaphone utilisé en tant que :

- a) récepteur numérique : 350 F;
- b) récepteur alphanumérique : 900 F.

Art. 173. La Régie n'accorde ni indemnité ni remboursement de redevance pour les interruptions accidentelles du service.

Toutefois, si l'interruption a duré plus de dix jours consécutifs à partir du moment où l'abonné a averti la Régie, et si l'abonné n'est pas en faute, la Régie lui rembourse à sa demande, une partie de la redevance d'abonnement proportionnelle au nombre de jours écoulés depuis le lendemain de l'avertissement jusqu'à y compris la veille du jour où l'interruption a pris fin.

Art. 174. L'abonné qui n'a plus l'usage d'un appareil ou des accessoires visés à l'article 161 doit les restituer à la Régie. Aucune redevance n'est remboursée pour la période pendant laquelle l'appareil ou les accessoires n'ont plus été utilisés avant l'échéance.

Art. 175. Si l'abonné au service mobilophone le demande, les éléments nécessaires à son identification sont mentionnés gratuitement dans l'annuaire officiel des téléphones. La gratuité dans les annuaires officiels se limite toutefois à une seule mention, et si l'abonné dispose de plusieurs numéros d'appel pour une seule et même adresse, à une seule information complémentaire par numéro d'appel supplémentaire.

Art. 176. Les communications dont question ci-après sont coupées automatiquement après une période de 150 secondes :

1^o une communication émanant d'un abonné au téléphone vers un abonné au mobilophone de la première génération;

2^o une communication émanant d'un abonné au mobilophone de la deuxième génération vers un abonné au mobilophone de la première génération;

§ 6. Het tijdelijk abonnement op de mobilofondienst van de tweede generatie wordt onderschreven voor een bepaalde duur van ten minste 7 dagen.

§ 7. Het gewoon abonnement voor het eenvoudig gebruik van het mobilofonnet van de tweede generatie wordt onderschreven voor onbepaalde duur.

§ 8. De abonnementen hierboven aangehaald in de §§ 1, 2, 3, 5, 6 en 7 kunnen het voorwerp uitmaken van speciale contractuele voorwaarden.

§ 9. Bij het gewoon abonnement op de mobilofondienst van de tweede generatie, onderschreven voor 1 december 1987, worden bepaalde toebehoren door de Régie verkocht.

§ 10. Voor de abonnementen hierboven aangehaald in de §§ 1 en 7 worden het door de Régie geleverde toestel en de toebehoren verkocht. De Régie kan bijzondere onderhoudsvoorwaarden voor deze apparatuur bepalen.

Art. 169. De abonnementsgelden worden vooruit betaald per tijdvak van twee maand.

Het abonnementsgeld voor de periode gaande van de datum van indienststelling tot de eerste vervaldag wordt per dag berekend.

Art. 170. Voor toebehoren van de mobilofondienst van de eerste generatie die niet gedekt worden door het basisabonnementsgeld, worden extra-abonnementsgelden geheven overeenkomstig de bijlage bij dit besluit of wordt een eenmalig bedrag aangerekend.

Deze abonnementsgelden worden ingevorderd op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld.

Art. 171. § 1. Wie een tijdelijk abonnement op de mobilofondienst van de tweede generatie onderschrijft, betaalt een inschrijvingsrecht van 3 000 F per toestel.

§ 2. Het tijdelijk basisabonnementsgeld op de mobilofondienst van de tweede generatie wordt vastgesteld op 300 F per dag. Het dekt het gebruik van de basisuitrusting aangehaald in § 2 van artikel 158 van onderhavig besluit alsook van een voedingskabel, een verbindingskabel, een antenne en een magnetische antenne voet.

Art. 172. § 1. Wie een tijdelijk abonnement voor het gebruik van het semafoonnet onderschrijft, betaalt een inschrijvingsrecht van 1 000 F per aansluiting.

§ 2. Het tarief van het tijdelijk abonnement voor het gebruik van het semafoonnet wordt als volgt vastgesteld per tijdvak van een maand :

1^o Benelux-net : voor het gebruik van een semafoontoestel als

- a) toonontvanger : 200 F;
- b) numerieke ontvanger : 700 F;
- c) alfa-numerieke ontvanger : 1 800 F.

2^o Nationaal net : voor het gebruik van een semafoontoestel als

- a) numerieke ontvanger : 350 F;
- b) alfa-numerieke ontvanger : 900 F.

Art. 173. De Régie verleent geen vergoeding en betaalt geen abonnementsgeld terug voor toevallige dienstonderbrekingen.

Indien echter de onderbreking meer dan tien opeenvolgende dagen heeft geduur, te rekenen vanaf het ogenblik waarop de abonnee de Régie heeft verwittigd, en indien de abonnee niet in gebreke is, betaalt de Régie hem op zijn verzoek abonnementsgeld terug naar verhouding van het aantal dagen vanaf de dag na de verwittiging tot en met de dag voor de waarop de onderbreking een einde heeft genomen.

Art. 174. De abonnee die afziet van het gebruik van een toestel of toebehoren bedoeld in artikel 161 is gehouden tot inlevering ervan bij de Régie. Abonnementsgeld voor de periode die de vervaldag voorafgaat en tijdens welke het toestel of toebehoren niet meer is gebruikt, wordt in geen geval terugbetaald.

Art. 175. Indien de abonnee op de mobilofondienst daarom verzoekt, worden de gegevens nodig voor zijn identificatie kosteloos vermeld in de officiële telefoongids. De kosteloosheid in de officiële gidsen is echter beperkt tot een gidsvermelding en, indien de abonnee over verscheidene roepnummers beschikt op een en hetzelfde adres, tot een aanvullend gegeven per extra-abonneenummer.

Art. 176. De gesprekken hieronder vermeld, worden automatisch verbroken na een periode van 150 seconden :

1^o een gesprek uitgaande van een telefoonabonnee naar een abonnee op de mobilofondienst van de eerste generatie;

2^o een gesprek uitgaande van een abonnee op de mobilofondienst van de tweede generatie naar een abonnee op de mobilofondienst van de eerste generatie;

3^e une communication échangée entre deux abonnés au mobilephone de la première génération.

Une communication émanant d'un abonné au mobilephone de la première génération vers un abonné au téléphone peut être prolongée, après 80 secondes, par l'abonné au mobilephone :

1^e pendant une seule période de 80 secondes, si une autre communication est en instance;

2^e successivement pendant un nombre indéfini de périodes de 80 secondes, si aucune autre communication n'est en instance.

Ces périodes sont doublées quand le tarif de nuit et de week-end est d'application.

CHAPITRE V. — Transmission de données avec commutation par paquets (réseau DCS)

Section I. — Dispositions générales

Art. 177. § 1er. Le réseau de transmission de données avec commutation par paquets, désigné ci-après par son sigle DCS est composé de centraux de commutation reliés entre eux par des voies de transmission. Les centraux de commutation sont installés en principe dans les centres de zone téléphonique; plusieurs centraux peuvent être installés dans une même zone téléphonique.

§ 2. L'accès au réseau DCS est possible :

- par raccordement direct;
- par le réseau téléphonique;
- par le réseau télex.

§ 3. Le service de base offert sur le réseau DCS est la communication virtuelle. Des circuits virtuels permanents peuvent également être mis à la disposition de l'abonné.

§ 4. L'abonné qui accède au réseau DCS par un raccordement téléphonique ou un raccordement télex peut établir une communication au départ de son raccordement mais ne peut pas être appelé.

Art. 178. § 1er. La Régie détermine le central de raccordement de l'abonné.

L'abonné peut demander, pour des raisons de sécurité, un raccordement à un central autre que celui désigné par la Régie.

Un tel raccordement est appelé raccordement de secours et n'est réalisé que dans le cas où l'abonné possède déjà un raccordement au central dont il dépend normalement et pour autant que les possibilités techniques le permettent. La Régie n'est toutefois pas tenue de réaliser de tels raccordements.

La Régie détermine le central du raccordement de secours.

§ 2. En cas d'accès par le réseau téléphonique ou le réseau télex, la Régie détermine le central DCS que l'abonné doit appeler.

Art. 179. La Régie détermine en fonction des possibilités techniques les cas dans lesquels des raccordements à 19 200, 48 000, 56 000 et 64 000 bit/s peuvent être réalisés.

Art. 180. § 1er. Les paquets qui font l'objet d'une taxation sont fixés par la Régie.

§ 2. Un paquet de données peut comprendre 128 octets au maximum. Le paquet qui comprend 64 octets ou moins est compté pour un segment; le paquet qui comprend plus de 64 octets est compté pour deux segments.

Art. 181. On distingue l'abonnement ordinaire et l'abonnement temporaire.

L'abonné souscrit à un abonnement ordinaire sans détermination de durée.

L'abonné souscrit à un abonnement temporaire pour une période déterminée qui ne peut dépasser soixante jours de calendrier; toute durée comprise entre 0 et 24 heures est comptée pour un jour. L'abonnement temporaire n'est accordé que dans le cas où le raccordement peut être réalisé sans difficulté et sans porter préjudice à la réalisation d'autres raccordements.

Art. 182. Les dispositions des articles 11 à 15, 19, 20, 23, 24, 26 à 32 sauf la référence à l'article 6, 39, 40, 42 à 48, 50, 58, 60 à 62, 63 sauf 20, 64 à 66 et 164 sont également d'application pour les abonnements au réseau DCS.

Section II. — Obligations de l'abonné et mesures administratives

Art. 183. L'abonné qui accède au réseau DCS par raccordement direct peut être obligé d'étendre le nombre de voies logiques, d'augmenter le débit binaire de son ou de ses raccordements ou de prendre un ou plusieurs raccordements supplémentaires, si l'usage trop intense de son installation perturbe l'exploitation du réseau.

3^e een gesprek gewisseld tussen twee abonnees op de mobilofoon-dienst van de eerste generatie.

Een gesprek uitgaande van een abonnee op de mobilofoon-dienst van de eerste generatie naar een telefoonabonnee kan na 80 seconden door de abonnee op de mobilofoon-dienst:

1^e slechts eenmaal verlengd worden met een periode van 80 seconden indien een ander gesprek op uitvoering wacht;

2^e een onbeperkt aantal maal verlengd worden, telkens met een periode van 80 seconde, indien geen ander gesprek op uitvoering wacht.

Deze periodes worden verdubbeld wanneer het vrijetijdstarief van toepassing is.

HOOFDSTUK V. — Datatransmissie met schakeling van pakketten (DCS-net)

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 177. § 1. Het net voor datatransmissie met schakeling van pakketten, hierna vermeld met zijn initiaalwoord DCS, is samengesteld uit schakelcentrales onderling verbonden door transmissiewegen. De schakelcentrales zijn in principe opgesteld in de telefoonzonecentra; verscheidene centrales kunnen worden opgesteld in eenzelfde telefoonzone.

§ 2. De toegang tot het DCS-net is mogelijk :

- via een rechtstreekse aansluiting;
- via het telefoonnet;
- via het telexnet.

§ 3. De basisdienst die op het DCS-net wordt aangeboden is de geschakelde virtuele verbinding. Permanente virtuele verbindingen kunnen eveneens ter beschikking van de abonnee worden gesteld.

§ 4. De abonnee die toegang heeft tot het DCS-net via een telefoon- of telexaansluiting, kan een verbinding opbouwen vanuit zijn aansluiting maar kan niet worden opgeroepen.

Art. 178. § 1. De Regie bepaalt de centrale van aansluiting van de abonnee.

De abonnee kan, om veiligheidsredenen, een aansluiting vragen op een andere centrale dan die welke door de Regie is aangewezen.

Zulke aansluiting wordt hulpaansluiting genoemd en wordt slechts tot stand gebracht wanneer de abonnee reeds een aansluiting heeft op de centrale waarvan hij normaal afhangt, en voor zover het technisch mogelijk is. De Regie is evenwel niet verplicht dergelijke aansluitingen tot stand te brengen.

De Regie bepaalt de centrale van de hulpaansluiting.

§ 2. In geval van toegang via het telefoon- of telexnet, bepaalt de Regie de DCS-centrale die door de abonnee moet worden opgeroepen.

Art. 179. De Regie bepaalt, rekening houdend met de technische mogelijkheden, de gevallen waarbij aansluitingen op 19 200, 48 000, 56 000 en 64 000 bit/s tot stand kunnen worden gebracht.

Art. 180. § 1. De pakketten, die het voorwerp van een taxatie uitmaken, worden door de Regie bepaald.

§ 2. Een datapakket kan maximum 128 octetten bevatten. Het pakket dat 64 octetten of minder bevat wordt voor één segment geteld; het pakket dat meer dan 64 octetten bevat, wordt geteld voor twee segmenten.

Art. 181. Men onderscheidt het gewoon abonnement en het tijdelijk abonnement.

De abonnee onderschrijft een gewoon abonnement zonder bepaling van duur.

De abonnee onderschrijft een tijdelijk abonnement voor een welbepaalde periode die zestig kalenderdagen niet mag overschrijden; elke duur begrepen tussen 0 en 24 uur wordt voor één dag gerekend. Het tijdelijk abonnement wordt slechts toegestaan indien de aansluiting zonder moeilijkheden kan worden tot stand gebracht en dit zonder de realisatie van andere aansluitingen te benadelen.

Art. 182. De bepalingen van de artikelen 11 tot 15, 19, 20, 23, 24, 26 tot 32 behalve de verwijzing naar het artikel 6, 39, 40, 42 tot 48, 50, 58, 60 tot 62, 63 behalve 20, 64 tot 66 en 164 gelden eveneens voor de abonnementen op het DCS-net.

Afdeling II. — Verplichtingen van de abonnee en administratieve maatregelen

Art. 183. De abonnee die toegang heeft tot het DCS-net via een rechtstreekse aansluiting kan worden verplicht het aantal logische kanalen uit te breiden, het binair debiet van zijn aansluiting(en) te verhogen of één of meer bijkomende aansluitingen te nemen, indien een te intens gebruik van zijn installatie de uitbating van het net verstoort.

Art. 184. En cas d'accès au réseau DCS par un raccordement téléphonique ou un raccordement télex, la Régie communique à l'abonné les numéros d'appel téléphonique ou télex qu'il doit appeler.

Art. 185. L'abonnement est personnel; il n'a qu'un seul titulaire. L'abonné peut toutefois mettre occasionnellement son installation à la disposition de tiers.

Art. 186. Les taxes relatives au trafic sont dues au moment même de l'utilisation du réseau DCS. L'abonné est tenu de verser, pour chaque raccordement dont il est titulaire, une provision en espèces couvrant au moins le montant des taxes afférentes au trafic intérieur et international pour une période de deux mois. Cette provision n'est pas productive d'intérêts. Elle s'élève initialement à 1 000 F par raccordement. Elle est majorée ou réduite en temps opportun selon les fluctuations du trafic, sans qu'elle puisse être inférieure à 500 F par raccordement. L'excédent éventuel de provision est remboursé lors de la résiliation de l'abonnement.

Section III. — Etablissement et entretien des raccordements

Art. 187. L'indemnité ou les frais évalués par la Régie pour la mise à disposition d'un raccordement direct ordinaire ou temporaire sont dus pour un raccordement de secours.

Art. 188. § 1er. A chaque raccordement direct est attribué un numéro-adresse, appelé NUA (« Network User Address »), qui sert de numéro d'appel et de numéro de facturation.

§ 2. En cas d'accès au réseau DCS par un raccordement téléphonique ou un raccordement télex, il est attribué un code d'identification, appelé NUI (« Network User Identifier »). A cet NUI est associé un NUA fictif qui fait office de numéro de facturation.

Pour chaque NUI enregistré dans un central du réseau DCS, l'abonné paie une taxe de 1 500 F. Le changement de NUI à la demande de l'abonné donne lieu à la perception d'une taxe de 1 500 F.

Lorsqu'une même NUI est enregistrée dans tous les centraux du pays (NUI national), l'abonné paie une taxe de 15 000 F. Le changement d'un NUI national à la demande de l'abonné donne lieu à la perception d'une taxe de 7 500 F.

Art. 189. Le NUA et le NUI sont attribués par la Régie et sont à distinguer des mots de passe privés que l'abonné doit éventuellement utiliser pour entrer en relation avec les équipements terminaux de ses correspondants.

Le NUA et le NUI sont des indications de service dont la Régie dispose selon les besoins et les possibilités de son exploitation. L'abonné ne peut se prévaloir d'aucun droit pour obtenir ou conserver un NUA ou un NUI déterminé.

Art. 190. Le NUI est un code d'identification qui n'est communiqué par la Régie qu'au seul titulaire du raccordement ou à la personne expressément désignée par lui, à cet effet. L'abonné doit prendre toutes les mesures propres à en assurer le secret. La Régie n'est en rien responsable d'un usage abusif éventuel du NUI d'un abonné.

Art. 191. § 1er. La demande d'abonnement à des services complémentaires introduite par l'abonné après sa demande initiale de raccordement au réseau DCS ainsi que la demande de modification ou de suppression d'un service complémentaire donnent lieu à la perception d'une taxe de 1 500 F par NUA ou NUA fictif.

La demande de modification des caractéristiques propres au raccordement de l'abonné, qui ne nécessite pas de modification du raccordement ou de l'installation de l'abonné, donne lieu également à la perception d'une taxe de 1 500 F par NUA ou NUA fictif.

Lorsque plusieurs demandes relatives à un même NUA ou à un même NUA fictif sont introduites en même temps, une seule taxe de 1 500 F est perçue.

§ 2. Chaque demande d'abonnement à un service complémentaire international, de modification ou de suppression d'un tel service donne lieu à la perception d'une taxe de 4 000 F pour le premier NUA ou NUA fictif et d'une taxe de 1 500 F pour les autres NUAs ou NUAs fictifs concernés.

Section IV. — Conditions d'abonnement diverses

Art. 192. Les redevances d'abonnement sont payables par anticipation; celles relatives aux abonnements ordinaires le sont de deux en deux mois.

Art. 193. Une facture comportant un minimum de 300 F par NUI est envoyée tous les deux mois à l'abonné titulaire d'un NUI.

Art. 184. In geval van toegang tot het DCS-net via een telefoon- of telexaansluiting, deelt de Régie aan de abonnee de telefoon- of telexnummers mee welke hij moet oproepen.

Art. 185. Het abonnement is persoonlijk; er is maar één houder. De abonnee mag nochtans zijn installatie bij gelegenheid ter beschikking stellen van derden.

Art. 186. De kosten van het verkeer zijn verschuldigd op het ogenblik zelf waarop het DCS-net wordt gebruikt. De abonnee dient voor elke aansluiting waarvan hij houder is, een kostendekkingssom te storten die op zijn minst de kosten van het binnelandse en internationale verkeer dekt over een tweemaandelijks tijdvak. Deze kostendekkingssom brengt geen rente op. Zij bedraagt aanvankelijk 1 000 F per aansluiting. Zij wordt te gelegenheid van verhoogd of verlaagd naar gelang van de schommelingen van het verkeer, zonder minder te mogen bedragen dan 500 F per aansluiting. Bij opzegging van het abonnement wordt het gebeurlijk overschat van de kostendekkingssom terugbetaald.

Afdeling III. — Aanleg en instandhouding van de aansluitingen

Art. 187. De vergoeding of de door de Régie geraamde kosten voor beschikbaarstelling van een gewone of tijdelijke rechtstreekse aansluiting zijn verschuldigd voor een hulpaansluiting.

Art. 188. § 1. Aan elke rechtstreekse aansluiting wordt een adresnummer toegekend, NUA genoemd (« Network User Address »), dat wordt gebruikt als oproepnummer en als facturatienummer.

§ 2. In geval van toegang tot het DCS-net via een telefoon- of telexaansluiting, wordt een identificatiecode toegekend, NUI genoemd (« Network User Identifier »). Met deze NUI wordt een fictief NUA gassocieerd dat dienst doet als facturatienummer.

Voor elke NUI geregistreerd in een centrale van het DCS-net, betaalt de abonnee een vergoeding van 1 500 F. Bij verandering van NUI op aanvraag van de abonnee wordt een vergoeding van 1 500 F geheven.

Wanneer eenzelfde NUI in alle centrales van het land (nationaal NUI) geregistreerd wordt, betaalt de abonnee een vergoeding van 15 000 F. Bij verandering van een nationaal NUI, op aanvraag van de abonnee, wordt een vergoeding van 7 500 F geheven.

Art. 189. Het NUA en de NUI worden door de Régie toegekend en zijn te onderscheiden van de private paswoorden die de abonnee eventueel moet gebruiken om in verbinding te komen met de einduitrusting van zijn correspondenten.

Het NUA en de NUI zijn dienstgegevens waaraan de Régie beschikt volgens de behoeften en de mogelijkheden van haar bedrijf. De abonnee kan geen recht doen gelden op het verkrijgen of behouden van een bepaald NUA of NUI.

Art. 190. De NUI is een identificatiecode die door de Régie slechts wordt medegedeeld aan de houder van de aansluiting of aan de persoon die door hem uitdrukkelijk hiervoor werd aangewezen. De abonnee moet alle nodige maatregelen nemen om de geheimhouding ervan te verzekeren. De Régie is niet verantwoordelijk voor eventueel misbruik van de NUI van een abonnee.

Art. 191. § 1. De aanvraag om een abonnement op bijkomende diensten, door de abonnee ingediend na zijn oorspronkelijke aanvraag om aansluiting op het DCS-net, alsook de aanvraag om wijziging of afschaffing op een bijkomende dienst geven aanleiding tot het innen van een vergoeding van 1 500 F per NUA of fictief NUA.

De aanvraag om wijziging van de karakteristieken eigen aan de aansluiting van de abonnee, die geen wijziging vereist van de aansluiting of de installatie van de abonnee, geeft eveneens aanleiding tot het innen van een vergoeding van 1 500 F per NUA of fictief NUA.

Wanneer verscheidene aanvragen met betrekking tot eenzelfde NUA of eenzelfde fictief NUA terzelfdertijd worden ingediend, wordt de vergoeding van 1 500 F slechts éénmaal geïnd.

§ 2. Elke aanvraag om een abonnement op een bijkomende internationale dienst, om wijziging of om afschaffing van een dergelijke dienst geeft aanleiding tot het innen van een vergoeding van 4 000 F voor het eerste NUA of fictief NUA en een vergoeding van 1 500 F voor de andere NUA of fictieve NUA.

Afdeling IV. — Diverse abonnementsvoorwaarden

Art. 192. De abonnementsgelden worden vooruit betaald; deze met betrekking tot de gewone abonnementen zijn betaalbaar per tijdvak van twee maand.

Art. 193. Een factuur van minimum 300 F per NUI wordt om de twee maand aan de abonnee die titularis is van een NUI, gestuurd.

Art. 194. La redevance d'abonnement temporaire pour un raccordement direct est fixée à :

- a) la moitié de la redevance d'abonnement ordinaire pour toute période inférieure ou égale à quinze jours;
- b) la totalité de la redevance d'abonnement ordinaire pour toute période comprise entre seize et soixante jours.

Art. 195. Pour un raccordement de secours, l'abonné paie outre la redevance d'abonnement de base une redevance d'abonnement supplémentaire qui est fixée par période de deux mois à :

1^o lorsque le central du raccordement de secours est situé dans la zone téléphonique de l'abonné :

- 4 000 F pour un débit inférieur ou égal à 9 600 bit/s;
- 16 000 F pour un débit supérieur à 9 600 bit/s;

2^o lorsque le central du raccordement de secours est situé en dehors de la zone téléphonique de l'abonné :

- 8 000 F pour un débit inférieur ou égal à 9 600 bit/s;
- 32 000 F pour un débit supérieur à 9 600 bit/s.

Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 196. La reprise d'un abonnement peut être accordée moyennant paiement d'une indemnité forfaitaire de 1 500 F par le cessionnaire.

Cette indemnité n'est pas due en cas de reprise d'un abonnement par :

- 1^o une personne faisant partie du ménage;

2^o un héritier ou un ayant cause du titulaire en cas de décès de ce dernier.

L'abonné, ses héritiers ou ses ayants cause, d'une part, et le cessionnaire, d'autre part, se mettent d'accord au sujet de la reprise et en font part à la Régie sous la signature des deux parties, par lettre recommandée à la poste.

La reprise comporte la transmission au nouveau titulaire de tous les droits et obligations liés à l'abonnement repris.

Section V. — Prestations de service diverses

Art. 197. Outre les taxes dues pour l'utilisation du réseau DCS, l'abonné paie par communication avec le réseau DCS :

1^o au départ d'un raccordement téléphonique : la taxe pour une communication téléphonique zonale, pour autant que l'appel au central DCS se fasse au départ de la zone téléphonique désignée par la Régie;

2^o au départ d'un raccordement télex : la taxe pour la communication télex.

Art. 198. Pour le raccordement d'un terminal fonctionnant en mode paquets, l'abonné peut demander l'utilisation de plusieurs voies logiques. Il paie par voie logique supplémentaire une redevance d'abonnement supplémentaire de 150 F par période de deux mois.

Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 199. Un circuit virtuel permanent ne peut être réalisé qu'entre deux terminaux raccordés directement au réseau DCS. Dans ce cas, la taxe d'établissement d'appel et la taxe à la durée sont remplacées par une redevance d'abonnement supplémentaire fixée à 4 800 F par période de deux mois.

Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 200. A la demande de l'abonné, la Régie peut créer un « groupe fermé d'usagers ». Ce service complémentaire permet aux membres du groupe de communiquer entre eux mais empêche la communication avec tout autre abonné.

A la demande de l'abonné, certains membres du groupe peuvent obtenir un accès sortant ou entrant leur permettant de communiquer avec des abonnés du réseau DCS ne faisant pas partie du groupe fermé d'usagers.

Un abonné peut être membre de plusieurs groupes fermés d'usagers.

L'abonné paie, par période de deux mois et par groupe fermé d'usagers national ou international dont il fait partie, selon le cas :

- 1^o 150 F par NUA ou par NUI;

- 2^o 1 500 F par NUI NATIONAL.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 194. Het tarief van het tijdelijk abonnement voor een rechtstreekse aansluiting wordt vastgesteld op :

a) de helft van het tarief van het gewoon abonnement voor iedere periode van minder dan of gelijk aan vijftien dagen;

b) het volledig tarief van het gewoon abonnement voor elke periode begrepen tussen zestien en zestig dagen.

Art. 195. Voor een hulpaansluiting betaalt de abonnee benevens het basisabonnementsgeld een extra-abonnementsgeld dat per tijdvak van twee maand wordt vastgesteld op :

1^o wanneer de centrale van de hulpaansluiting binnen de telefoonzone van de abonnee gelegen is :

- 4 000 F voor een debiet lager of gelijk aan 9 600 bit/s;

- 16 000 F voor een debiet hoger dan 9 600 bit/s;

2^o wanneer de centrale van de hulpaansluiting buiten de telefoonzone van de abonnee gelegen is :

- 8 000 F voor een debiet lager of gelijk aan 9 600 bit/s;

- 32 000 F voor een debiet hoger dan 9 600 bit/s.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 196. Overname van een abonnement kan worden toegestaan tegen betaling van een vergoeding voor eens van 1 500 F door de overnemer.

Die vergoeding is niet verschuldigd in geval van overname van een abonnement door :

- 1^o een lid van het gezin van de houder;

2^o een erfgenaam of rechtverkrijgende van de houder, bij het overlijden van deze laatste.

De abonnee, zijn erfgenamen of zijn rechtverkrijgenden, enerzijds en de overnemer anderzijds dienen het onderling eens te zijn ten aanzien van de overname en zulks onder handtekening van beide partijen aan de Régie kenbaar te maken bij een ter post aangegetekende brief.

De overname houdt in dat alle rechten en verplichtingen verbonden aan het abonnement van de vorige houder op de nieuwe houder overgaan.

Afdeling V. — Diverse dienstverstrekkingen

Art. 197. Benevens de kosten verschuldigd voor het gebruik van het DCS-net, betaalt de abonnee per verbinding met het DCS-net :

1^o vanuit een telefoonaansluiting : het tarief voor een zonaal telefoongesprek voor zover de oproep naar de DCS-centrale gebeurt vanuit de telefoonzone aangewezen door de Régie;

2^o vanuit een telexaansluiting : het tarief voor een telexverbinding.

Art. 198. Voor de aansluiting van een terminal werkend in pakkettenmodus, kan de abonnee het gebruik vragen van verscheidene logische kanalen. Hij betaalt per bijkomend logisch kanaal, een extra-abonnementsgeld van 150 F per tijdvak van twee maand.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 199. Een permanente virtuele verbinding kan slechts tot stand worden gebracht tussen twee terminals, rechtstreeks aangesloten op het DCS-net. In dat geval worden het tarief voor het opbouwen van de oproep en het tarief voor de duur vervangen door een extra-abonnementsgeld van 4 800 F per tijdvak van twee maand.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 200. Op aanvraag van de abonnee kan de Régie een « besloten gebruikersgroep » samenstellen. Deze bijkomende dienst maakt het de leden van de groep mogelijk met elkaar in verbinding te treden maar verhindert de verbinding met elke andere abonnee.

Op aanvraag van de abonnee kunnen bepaalde leden van de groep een uitgaande of een inkomende toegang bekomen die het hen mogelijk maakt met abonnees van het DCS-net die geen lid zijn van de besloten gebruikersgroep in verbinding te treden.

Een abonnee kan lid zijn van meerdere besloten gebruikersgroepen.

De abonnee betaalt per tijdvak van twee maand en per nationale of internationale besloten gebruikersgroep waarvan hij lid is, naargelang het geval :

- 1^o 150 F per NUA of per NUI;

- 2^o 1 500 F per nationaal NUI.

Dese abonnementsgelden worden op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 201. L'abonné peut obtenir sur demande le détail de son trafic. Toute demande à ce sujet doit être introduite auprès de la Régie au moins quinze jours de calendrier avant le début de la période de deux mois pour laquelle le détail du trafic est demandé.

L'abonné paie par facture dont il obtient le détail du trafic une taxe de 2 000 F.

Art. 202. Tout abonné qui dispose d'un raccordement direct au réseau DCS peut souscrire, en service intérieur, au service complémentaire d'acceptation de communications taxables à l'arrivée.

Ce service permet qu'une communication soit portée en compte à l'abonné appelé pour autant :

- que cet abonné ait souscrit à ce service complémentaire;
- qu'il accepte la communication;
- que l'abonné appelant ait, au moment de la demande d'établissement de la communication, demandé le transfert de la taxation de celle-ci à charge de l'abonné appelé.

L'abonné qui souscrit au service d'acceptation de communications taxables à l'arrivée paie une redevance d'abonnement supplémentaire de 150 F par période de deux mois. Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

L'abonné appelant n'est tenu ni à souscrire un abonnement supplémentaire ni à payer une redevance d'abonnement supplémentaire pour être admis à demander le transfert de la taxation à charge de l'appelé.

Il paie cependant les communications dont la taxation ne peut être transférée parce que les conditions énoncées ci-dessus ne sont pas remplies.

Art. 203. L'abonné qui est titulaire de plusieurs raccordements directs à un même central peut demander qu'un numéro collectif lui soit attribué. Un numéro collectif peut être attribué pour un maximum de douze raccordements.

L'abonné paie pour le numéro collectif une redevance d'abonnement supplémentaire de 450 F par période de deux mois.

Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 204. Tout abonné qui utilise un terminal fonctionnant en mode arythmique pour accéder au réseau DCS peut s'abonner au service complémentaire de numérotation abrégée. Ce service permet de remplacer dans la commande d'appel l'adresse de l'abonné appelé par un code pré-déterminé.

Ce code est enregistré dans une table de conversion établie par NUA ou par NUA fictif dans le central de raccordement de l'abonné.

Sans préjudice de l'application de l'article 191, l'abonné paie pour ce service complémentaire des taxes fixées comme suit :

1° 4 000 F pour la création de la table de conversion établie par NUA ou par NUA fictif ou pour toute modification de la dimension de la table, c'est-à-dire du nombre de codes qu'elle peut contenir; la taxe est de 40 000 F lorsque la table de conversion est enregistrée dans tous les centraux du pays;

2° 150 F par code introduit dans la table ou pour toute modification de code ou d'adresse exécutée à la demande de l'abonné; la taxe est de 1 500 F lorsque la table de conversion est enregistrée dans tous les centraux du pays.

L'ensemble de ces taxes, y compris celle prévue à l'article 191, sera limité à 50 000 F en cas de demande simultanée de création ou de modification de table introduite par le titulaire de plusieurs NUAs ou NUAs fictifs d'un même central du réseau DCS.

Un abonné qui souscrit au service complémentaire de numérotation abrégée paie par période de deux mois une redevance d'abonnement supplémentaire de 24 F par code attribué; pour une table de conversion enregistrée dans tous les centraux du pays, la redevance est de 240 F par code.

Ces redevances sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 205. L'abonné qui est titulaire de raccordements directs à des centraux différents du réseau DCS peut demander qu'un NUA supplémentaire unique soit attribué à ces raccordements.

Il paie pour ce service complémentaire :

1° des frais fixés forfaitairement à 20 000 F pour l'introduction initiale des données requises dans les centraux; ces frais sont également dus pour toute modification à apporter à ces données;

2° une redevance d'abonnement supplémentaire de 3 300 F par période de deux mois. Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 201. De abonnee kan op aanvraag een gedetailleerde opgaaf van zijn verkeer bekomen. Elke aanvraag dienaangaande moet bij de Regie worden ingediend minstens vijftien kalenderdagen voor de aanvang van de periode van twee maand waarvoor een gedetailleerde opgaaf van het verkeer wordt gevraagd.

De abonnee betaalt per factuur waarvoor hij een gedetailleerde opgaaf van het verkeer verkrijgt, een vergoeding van 2 000 F.

Art. 202. Elke abonnee die over een rechtstreekse aansluiting op het DCS-net beschikt kan zich, in binnenlands verkeer, abonneren op de bijkomende dienst van het aanvaarden van oproepen betaalbaar bij aankomst.

Deze dienst maakt het mogelijk dat een oproep wordt aangerekend aan de opgeroepen abonnee, voor zover :

- deze abonnee zich op die bijkomende dienst heeft geabonneerd;
- hij de oproep aanvaardt;

— de oproepende abonnee bij de vraag tot het opbouwen van de oproep, om de overdracht van de taxatie van de verbinding naar de opgeroepen abonnee heeft verzocht.

De abonnee die zich abonneert op de dienst van aanvaarding van oproepen betaalbaar bij aankomst, betaalt een extra-abonnementsgeld van 150 F per tijdvak van twee maand. Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

De oproepende abonnee is er niet toe gehouden een bijkomend abonnement te onderschrijven, noch een extra-abonnementsgeld te betalen om de overdracht van de taxatie naar de opgeroepene te mogen aanvragen.

Nochtans betaalt hij de verbindingen waarvan de taxatie niet kan worden overgedragen omdat de bovenvermelde voorwaarden niet vervuld zijn.

Art. 203. De abonnee die titularis is van verscheidene rechtstreekse aansluitingen op een zelfde centrale, kan om de toekenning van een gemeenschappelijk oproepnummer verzoeken. Een gemeenschappelijk oproepnummer kan voor maximum twaalf aansluitingen worden toegekend.

De abonnee betaalt voor het gemeenschappelijk oproepnummer een extra-abonnementsgeld van 450 F per tijdvak van twee maand.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 204. Elke abonnee, die met een terminal werkend in asynchrone modus het DCS-net bereikt, kan zich abonneren op de bijkomende dienst voor verkorte nummering. Deze dienst maakt het mogelijk om in het oproepcommando het adres van de opgeroepen abonnee te vervangen door de vooraf bepaalde code.

Deze code is geregistreerd in een conversietabel opgesteld per NUA of per fictief NUA in de centrale van aansluiting van de abonnee.

Onverminderd de toepassing van het artikel 191, betaalt de abonnee voor deze bijkomende dienst vergoedingen vastgesteld als volgt :

1° 4 000 F voor het opmaken van de conversietabel, opgesteld per NUA of fictief NUA, of voor elk wijziging van omvang van de tabel, d.w.z. van het aantal codes welke de tabel kan bevatten; de vergoeding bedraagt 40 000 F als de conversietabel in alle centrales van het land geregistreerd is;

2° 150 F per in de tabel ingeleide code of per wijziging van code of adres uitgevoerd op aanvraag van de abonnee; de vergoeding bedraagt 1 500 F als de conversietabel in alle centrales van het land geregistreerd is.

Het totaal van deze vergoedingen, deze vermeld in artikel 191 ingebrepen, zal tot 50 000 F beperkt worden in geval van gelijktijdige aanvraag voor het opmaken of wijzigen van een tabel door een titularis van verscheidene NUAs of fictieve NUAs van eenzelfde centrale van het DCS-net.

Een abonnee die een abonnement op de bijkomende dienst voor verkorte nummering onderschrijft, betaalt een extra-abonnementsgeld van 24 F per tijdvak van twee maand en per toegekende code; voor een conversietabel geregistreerd in alle centrales van het land betaalt hij 240 F per code.

Deze abonnementsgelden worden op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 205. De abonnee die titularis is van rechtstreekse aansluitingen op verschillende centrales kan één bijkomend gemeenschappelijk NUA aanvragen.

De abonnee betaalt voor deze bijkomende dienst :

1° een vergoeding voor eens van 20 000 F voor het inleiden van de vereiste gegevens in de centrales; deze vergoeding is eveneens verschuldigd voor elke wijziging van deze gegevens;

2° een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 3 300 F. Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 206. L'abonné qui est titulaire de plusieurs raccordements directs à un même central peut demander le service complémentaire de multiliaison qui permet d'acheminer les paquets d'une même communication virtuelle sur un quelconque des raccordements.

Un même NUA est attribué aux raccordements qui font partie de ce service.

Sans préjudice de l'application de l'article 191, l'abonné paie une taxe de 4 000 F pour l'introduction du service complémentaire de multiliaison ou pour toute modification à y apporter à sa demande.

L'abonné paie pour ce service, par période de deux mois, une redevance d'abonnement supplémentaire de :

- 2 000 F lorsque tous les raccordements du service de multiliaison ont un débit binaire qui ne dépasse pas 8 600 bit/s;
- 8 000 F lorsqu'un des raccordements a un débit binaire supérieur.

Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 207. L'abonné qui est titulaire d'un raccordement direct peut souscrire au service complémentaire d'acceptation des appels avec sélection rapide.

Ce service permet d'acheminer dans le paquet d'appel et dans le paquet de libération de la communication un champ de données d'utilisateur jusqu'à 128 octets.

L'abonné qui souscrit à ce service complémentaire paie une redevance d'abonnement supplémentaire de 1 000 F par période de deux mois. Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

L'abonné appelant paie pour un appel avec sélection rapide la taxe d'établissement d'appel et la taxe au volume relative au volume transmis; la taxe à la durée n'est due que si l'appel avec sélection rapide est transformé par l'abonné appelé en un rappel normal.

Art. 208. L'abonné peut souscrire au service complémentaire de restriction internationale. Il paie dans ce cas une redevance d'abonnement supplémentaire de 150 F par période de deux mois par NUA pour lequel il a demandé la restriction.

Cette redevance d'abonnement est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Art. 209. L'abonné qui est titulaire d'un raccordement direct peut souscrire au service complémentaire de déviation d'appels par le central DCS.

Ce service permet à l'abonné de demander que les communications qui lui sont destinées soient acheminées vers un autre NUA.

L'abonné paie pour ce service complémentaire une redevance d'abonnement supplémentaire de 1 000 F par période de deux mois.

Cette redevance d'abonnement est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Il paie en outre par appel dévié la taxe d'établissement d'appel, la taxe pour une unité de durée et la taxe pour une unité de volume due dans le cas d'une communication établie sans utilisation de la fonction ADP.

Art. 210. Dans le cas d'un terminal raccordé directement au réseau DCS et fonctionnant en mode paquets, l'abonné qui doit payer une communication peut demander que lui soient communiqués en fin de communication la durée et le volume de celle-ci.

Il paie par communication pour ce service complémentaire appelé information statistique, une unité de taxe au volume supplémentaire au tarif national.

Art. 211. L'abonné qui est titulaire d'un raccordement direct peut demander, dans la mesure des possibilités techniques, que lui soit attribué un NUA à 5 chiffres au lieu de 7, de façon à augmenter le champ de sous-adresse qu'il peut déterminer.

Il paie pour ce service complémentaire une redevance d'abonnement supplémentaire de 5 000 F par période de deux mois par NUA ne comportant que 5 chiffres. Cette redevance est perçue de la même manière que la redevance d'abonnement de base.

Section VI

Service de messagerie électronique écrite DCS.MAIL

Art. 212. Le service public de messagerie électronique écrite DCS.MAIL permet à l'abonné d'enregistrer des messages écrits dans des boîtes aux lettres électroniques où le destinataire peut les recouvrer.

Des messages peuvent être transmis du système DCS.MAIL à un abonné du réseau télex automatique.

Art. 206. De abonnee die titularis is van verscheidene rechtstreekse aansluitingen op een zelfde centrale en eindigend op een zelfde eindapparatuur, kan zich abonneren op de bijkomende dienst « multiverbinding ». Deze dienst biedt de mogelijkheid om de pakketten van eenzelfde virtuele verbinding afwisselend over verschillende aansluitingen te versturen.

Eenzelfde NUA wordt toegekend aan alle aansluitingen die deel uitmaken van deze multiverbinding.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 191, moet de abonnee een vergoeding van 4 000 F betalen voor de inleiding van de gegevens voor deze bijkomende dienst, of voor elke wijziging van deze gegevens op zijn verzoek.

De abonnee betaalt voor deze dienst één tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van :

- 2 000 F indien het binair debiet van alle aansluitingen van de multiverbinding 8 600 bit/s niet overschrijdt;

- 8 000 F indien het binair debiet van één van de aansluitingen hoger is.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 207. De abonnee, die titularis is van een rechtstreekse aansluiting kan zich abonneren op de bijkomende dienst van het aanvaarden van oproepen met snelle kiezing.

Deze dienst biedt de mogelijkheid om in het oproeppakket en in het vrijmakingspakket een gegevensveld tot 128 octetten af te wikkelen.

De abonnee betaalt voor deze bijkomende dienst een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 1 000 F. Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

De oproeper betaalt voor een oproep met snelle kiezing het tarief voor het opbouwen van de oproep en het tarief voor het volume overeenkomstig het verstuurde volume; het tarief voor de duur is enkel verschuldigd als de oproep met snelle kiezing door de opgeroepene wordt omgezet in een normale oproep.

Art. 208. De abonnee kan zich abonneren op de bijkomende dienst van internationale beperking. Hij betaalt hiervoor een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 150 F per NUA waarvoor hij dergelijke beperking gevraagd heeft.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Art. 209. De abonnee, die titularis is van een rechtstreekse aansluiting kan zich abonneren op de bijkomende dienst voor het afleiden van oproepen door de DCS-centrale.

Deze dienst biedt de abonnee de mogelijkheid de voor hem bestemde oproepen af te leiden naar een ander NUA.

De abonnee betaalt voor deze bijkomende dienst een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 1 000 F.

Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Hij betaalt daarenboven per aangeleide oproep het tarief voor het opbouwen van de oproep, het tarief voor één duur-eenheid en het tarief voor één volume-eenheid verschuldigd voor een verbinding waarbij geen gebruik wordt gemaakt van de PAD-functie.

Art. 210. Voor een terminal rechtstreeks op het DCS-net aangesloten en werkend in pakkettenmodus, kan de abonnee die een verbinding betaalt, vragen dat de duur en het volume van een oproep worden medegedeeld.

Hij betaalt voor deze bijkomende dienst, statistische informatie genoemd, een extra tarifeenheid voor het volume aan het nationaal tarief.

Art. 211. Voor zover de technische uitrusting daar toe geschikt zijn kan de abonnee, die titularis is van een rechtstreekse aansluiting, vragen hem een NUA toe te kennen van 5 cijfers in plaats van 7, waardoor hij het veld van zijn subadres kan verlengen.

Hij betaalt voor deze bijkomende dienst een tweemaandelijks extra-abonnementsgeld van 5 000 F per NUA van 5 cijfers. Dit abonnementsgeld wordt op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld geïnd.

Abdeling VI

Elektronische schriftelijke boodschappendienst DCS.MAIL

Art. 212. De openbare elektronische schriftelijke boodschappendienst DCS.MAIL biedt aan de abonnee de mogelijkheid om geschreven berichten in elektronische brievenbussen op te slaan waar de bestemming ze kan opvragen.

Er kunnen eveneens berichten verstuurd worden vanuit het DCS.MAIL-systeem naar een abonnee van het automatisch telexnet.

Art. 213. L'abonné détermine son « nom de client » que la Régie se réserve le droit de refuser s'il est déjà utilisé ou peut prêter à confusion avec d'autres noms.

Au nom de client est associé un tableau d'affichage.

Il existe deux types de client :

1^o le « client à gestion interne » : la Régie attribue à l'abonné une boîte aux lettres de base au départ de laquelle l'abonné organise et gère lui-même sa messagerie électronique;

2^o le « client à gestion externe » : la Régie attribue à l'abonné une (ou des) boîte(s) aux lettres ordinaire(s).

La Régie attribue à tout abonné à DCS.MAIL un mot de passe initial.

Art. 214. Le service DCS.MAIL est accessible via le réseau DCS.

Les taxes, redevances d'abonnement et dispositions réglementaires relatives à l'utilisation du réseau DCS sont d'application pour les communications avec le service DCS.MAIL.

Art. 215. Un système de messagerie électronique écrite à usage privé ne peut être exploité par une personne physique ou morale que pour ses besoins exclusifs de communication.

L'interconnexion de systèmes de messagerie électronique écrite peut être autorisée par la Régie aux conditions fixées par elle.

Art. 216. L'abonné est tenu de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer le secret de ses mots de passe.

Art. 217. L'attribution de la boîte aux lettres de base d'un client à gestion interne donne lieu au paiement d'une indemnité forfaitaire de 10 000 F qui couvre les frais relatifs à l'introduction du nom de client, l'ouverture de la boîte aux lettres de base, l'attribution du mot de passe initial et la fourniture de la documentation.

L'attribution d'une boîte aux lettres ordinaire d'un client à gestion externe donne lieu au paiement d'une indemnité forfaitaire de 1 500 F par boîte.

Art. 218. Une indemnité forfaitaire de 1 500 F est due pour l'attribution, à la demande de l'abonné, d'un nouveau mot de passe initial.

Une indemnité forfaitaire de 5 000 F est due pour la modification, à la demande de l'abonné, du nom de client; cette modification entraîne la suppression de toutes les boîtes aux lettres existant sous le nom à modifier et l'établissement d'une nouvelle boîte aux lettres de base.

Une indemnité forfaitaire de 1 500 F est due pour toute modification effectuée par la Régie, à la demande de l'abonné, dans l'organisation et la gestion des boîtes aux lettres d'un client à gestion externe.

Art. 219. § 1er. L'abonné paie pour ses boîtes aux lettres, tableaux d'affichage et formulaires une taxe journalière de :

1^o 10 F par boîte aux lettres pour les 10 premières boîtes, y compris celle de base, et de 5 F à partir de la 11^e;

2^o 9 F par tableau d'affichage;

3^o 9 F par formulaire.

Tout jour commencé est compté pour un jour entier.

§ 2. L'abonné paie pour l'utilisation du service DCS.MAIL :

1^o une taxe d'accès de 5 F par minute indivisible;

2^o une taxe de transmission de 3 F par kilocaractère. Un kilocaractère est une tranche indivisible de 1 000 caractères reçus ou transmis lors de l'accès à une boîte aux lettres;

3^o une taxe de stockage de 0,50 F par unité de stockage. L'unité de stockage est une tranche indivisible de 1 000 caractères mémorisée pendant un jour. Le stockage d'un message est compté par jour pour autant d'unités de stockage qu'il comporte de tranches indivisibles de 1 000 caractères.

Art. 220. L'abonné qui veut renoncer à l'utilisation du service DCS.MAIL doit en avertir la Régie par lettre recommandée à la poste au moins quinze jours avant la date de suppression du service.

Art. 221. L'abonné peut faire usage des fonctions complémentaires du service DCS.MAIL appelées « remise diffusée », « remise directe » et « remise automatique ».

Il paie pour ces fonctions complémentaires :

1^o remise diffusée : une taxe de 3 F par destinataire au-delà du premier;

Art. 213. De l'abonné détermine zijn « klantennaam »; de Régie behoudt zich het recht voor om een klantennaam te weigeren indien deze reeds gebruikt is, of indien verwarring met andere namen mogelijk is.

Met de klantennaam is een uithangbord geassocieerd.

Er zijn 2 types van cliënten :

1^o « klant met intern beheer » : de Régie kent de abonnee een basisbrievenbus toe, van waaruit de abonnee zelf zijn elektronische boodschappendienst organiseert en beheert;

2^o « klant met extern beheer » : de Régie kent de abonnee één (of meer) gewone brievenbus(en) toe.

De Régie kent aan elke abonnee van de DCS.MAIL-dienst een initieel paswoord toe.

Art. 214. De DCS.MAIL-dienst is via het DCS-net toegankelijk

De tarieven, abonnementsgelden en reglementaire bepalingen betreffende het gebruik van het DCS-net zijn van toepassing op de verbindingen met de DCS.MAIL-dienst.

Art. 215. Een particulier systeem voor elektronische schriftelijke boodschappendienst mag door een natuurlijke of rechtspersoon worden uitgebaat, echter uitsluitend voor eigen communicatiebehoeften.

De verbinding van systemen voor elektronische schriftelijke boodschappendienst kan door de Régie worden toegestaan onder de door haar bepaalde voorwaarden.

Art. 216. De abonnee dient de nodige maatregelen te treffen om de geheimhouding van zijn paswoorden te verzekeren.

Art. 217. De toekennung van de basis-brievenbus aan een klant met intern beheer geeft aanleiding tot betaling van een vergoeding voor eens van 10 000 F. Deze vergoeding dekt de kosten voor het invoeren van de klantennaam, de opening van de basis-brievenbus, de toekennung van het initieel paswoord en de levering van de documentatie.

De toekennung van de gewone brievenbus aan een klant met extern beheer geeft aanleiding tot betaling van een vergoeding voor eens van 1 500 F per bus.

Art. 218. Een vergoeding voor eens van 1 500 F is verschuldigd voor de toekennung, op aanvraag van de abonnee, voor een nieuw initieel paswoord.

Een vergoeding voor eens van 5 000 F is verschuldigd voor de wijziging, op aanvraag van de abonnee, van de klantennaam; deze wijziging houdt de afschaffing in van alle bestaande brievenbussen onder de wijziging naam alsook de opening van een nieuwe basis-brievenbus.

Elke wijziging uitgevoerd door de Régie, op aanvraag van de abonnee, met betrekking tot de organisatie en het beheer van de brievenbussen van een klant met extern beheer geeft aanleiding tot betaling van een vergoeding voor eens van 1 500 F.

Art. 219. § 1. De abonnee betaalt voor zijn brievenbussen, uithangborden en formulieren een dagelijks tarief van :

1^o 10 F per brievenbus voor de eerste 10 bussen, de basisbus inbegrepen, en van 5 F vanaf de 11^e bus;

2^o 9 F per uithangbord;

3^o 9 F per formulier.

Elke begonnen dag wordt aangerekend voor een volledige dag.

§ 2. De abonnee betaalt voor het gebruik van de DCS.MAIL-dienst :

1^o een tarief van 5 F per minuut of resterend gedeelte daarvan voor de toegang;

2^o een tarief voor transmissie van 3 F per kilokarakter. Een kilokarakter is een ondeelbare schijf van 1 000 ontvangen of verstuurd karakters tijdens de toegang tot een brievenbus;

3^o een tarief van 0,50 F per stockeringseenheid voor de stockering. De stockeringseenheid is een volledige of onvolledige schijf van 1 000 karakters die gedurende 1 dag gernmemoriseerd wordt. De stockering van een bericht wordt per dag tegen zoveel stockeringseenheden aangerekend als er volledige of onvolledige schijven van 1 000 karakters in voorkomen.

Art. 220. De abonnee die geen gebruik meer wenst te maken van de DCS.MAIL-dienst dient de Régie hiervan te verwittigen met een ter post aangetekende brief minstens vijfentwintig dagen voor de datum waarop de dienst dient te worden opgeheven.

Art. 221. De abonnee kan gebruik maken van de bijkomende functies van de DCS.MAIL-dienst die « meervoudige aflevering », « rechtstreekse aflevering » en « automatische aflevering » genoemd worden.

Hij betaalt voor deze bijkomende functies :

1^o meervoudige aflevering : een tarief van 3 F per bestemming boven de eerste;

2^e remise directe et remise automatique via le réseau DCS : les taxes dues pour l'utilisation du réseau DCS avec recours à la fonction d'assemblage et de désassemblage de paquets (ADP), augmentées de 5 F par communication établie via le réseau DCS;

3^e remise directe et remise automatique via le réseau télex : une taxe de 5 F par période indivisible de 54 secondes mesurée dans le système DCS.MAIL, augmentée de 10 F par communication établie via le réseau télex; ce dernier montant est réduit à 5 F pour les communications établies entre 18 heures 30 minutes et 8 heures ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Art. 222. Le total des montants facturés à l'abonné pour les services de DCS.MAIL doit s'élever par période de deux mois au minimum à :

1^o pour un client à gestion interne : 2 500 F par boîte aux lettres; ce montant minimum est fixé à 25 000 F pour 10 boîtes aux lettres ou plus;

2^o pour un client à gestion externe : 2 500 F par boîte aux lettres.

Les frais, redevances et taxes dont questions aux articles 217, 219 et 221 sont pris en compte pour calculer le minimum à facturer.

Art. 223. L'abonné peut obtenir, sur demande, le détail de son utilisation du service DCS.MAIL.

Toute demande à ce sujet doit être introduite auprès de la Régie au moins quinze jours de calendrier avant l'échéance de la facture pour laquelle le détail de l'utilisation du service DCS.MAIL est demandé.

L'abonné paie dans ce cas 2 000 F par facture.

Art. 224. Le service DCS.MAIL permet également l'échange de messages d'une part entre systèmes de messagerie électronique privés interconnectés à DCS.MAIL et d'autre part entre un tel système privé et DCS.MAIL; l'interconnexion de systèmes est basée sur la norme X.400.

L'utilisateur d'un système de messagerie électronique privé paie pour l'interconnexion de son système à DCS.MAIL :

— une indemnité forfaitaire de 10 000 F;

— une redevance d'abonnement de 5 000 F par période indivisible de deux mois.

Les taxes d'utilisation sont fixées comme suit :

1^o pour un message entre un utilisateur de DCS.MAIL et un utilisateur d'un système privé :

— 5 F par message et 3 F par kilocaractère;

— 3 F par copie de message en cas de destinataires multiples dans le même système de messagerie;

2^o pour un message entre utilisateurs de systèmes privés différents :

— 10 F par message et 3 F par kilocaractère;

— 3 F par copie de message en cas de destinataires multiples dans le même système de messagerie.

Section VII. — Service télétex

Art. 225. Le service public télétex est un service normalisé de communication électronique de textes. Ce service est offert sur le réseau DCS.

L'accès à ce service requiert un raccordement direct au réseau DCS pour un terminal fonctionnant en mode paquets. Les caractéristiques de ce raccordement sont fixées par la Régie.

La Régie assure l'interfonctionnement entre le service télétex et le service télex à l'aide d'un dispositif fonctionnant selon le mode enregistrement et retransmission.

Outre la redevance d'abonnement due pour la raccordement au réseau DCS, l'abonné paie une redevance d'abonnement de 780 F par période de deux mois pour la participation au service télétex.

Art. 226. L'abonné au service télétex paie pour une communication :

1^o entre appareils du service télétex : les taxes dues pour l'utilisation du réseau DCS;

2^o entre un appareil du service télétex et un appareil du service télex : 5 F par période indivisible de 54 secondes mesurée dans le réseau télex, ainsi que la taxe de tentative d'appel de 0,15 F par appel, que celui-ci ait abouti ou non.

L'abonné au service télex paie pour une communication entre un appareil du service télex et un appareil du service télétex la taxe d'une communication télex.

Art. 227. L'abonné ne peut se soustraire au trafic entrant notamment en débranchant son installation du réseau DCS ou de l'alimentation électrique.

En cas d'infraction, les dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article 18 sont d'application.

2^o rechtstreekse aflevering en automatische aflevering via het DCS-net : de tarieven verschuldigd voor het gebruik van het DCS-net waarbij een beroep werd gedaan op de assembleer- en disassembleer-functie van pakketten (PAD), verhoogd met 5 F per verbinding welke via het DCS-net werd opgezet;

3^o rechtstreekse aflevering en automatische aflevering via het telexnet : een tarief van 5 F per volledige of onvolledige periode van 54 seconden, gemeten in het DCS.MAIL-systeem, verhoogd met 10 F per tot stand gebrachte telexverbinding; dit laatste bedrag wordt verminderd tot 5 F voor de verbindingen die tot stand komen tussen 18 uur 30 minuten en 8 uur, alsmede 's zaterdag, 's zondags en op wettelijke feestdagen.

Art. 222. De abonnee betaalt een minimum factuurbedrag, per periode van twee maand, dat als volgt is vastgesteld :

1^o voor een klant met intern beheer : 2 500 F per brievenbus; dit minimum bedrag is vastgesteld op 25 000 F voor 10 brievenbussen of meer;

2^o voor een klant met extern beheer : 2 500 F per brievenbus.

De vergoedingen, abonnementsgelden en takken waarvan sprake in de artikelen 217, 219 en 221 worden in aanmerking genomen voor de berekening van dit minimum factuurbedrag.

Art. 223. De abonnee kan op aanvraag een gedetailleerde opgave van zijn gebruik van de DCS.MAIL-dienst bekomen.

Elke aanvraag dienaangaande moet bij de Régie worden ingediend minstens vijftien kalenderdagen voor de vervaldag van de factuur waarvoor een gedetailleerde opgave van het gebruik van de DCS.MAIL-dienst wordt gevraagd.

De abonnee betaalt in dergelijk geval 2 000 F per factuur.

Art. 224. DCS.MAIL biedt eveneens de mogelijkheid berichten uit te wisselen, enerzijds tussen privébrievenbussystemen aangesloten op DCS.MAIL en anderzijds tussen dergelijk privésysteem en DCS.MAIL; de interconnectie van systemen gebeurt volgens de X.400-norm.

De gebruiker van een privé-brievenbussysteem betaalt voor de interconnectie met DCS.MAIL :

— een vergoeding voor eens van 10 000 F;

— een abonnementsgeld van 5 000 F per volledige of onvolledige periode van 2 maand.

De gebruiks kosten bedragen :

1^o voor een bericht tussen een DCS.MAIL-gebruiker en een gebruiker van een privésysteem :

— 5 F per bericht en 3 F per kilokarakter;

— 3 F per copie van het bericht in geval van meervoudige aflevering in hetzelfde brievenbussysteem;

2^o voor een bericht tussen gebruikers van verschillende privésystemen :

— 10 F per bericht en 3 F per kilokarakter;

— 3 F per copie van het bericht in geval van meervoudige aflevering in hetzelfde brievenbussysteem.

Afdeling VII. — Teletexdienst

Art. 225. De openbare teletexdienst is een genormaliseerde dienst voor het elektronisch versturen van teksten. Deze dienst wordt aangeboden via het DCS-net.

De toegang tot deze dienst gebeurt via een rechtstreekse aansluiting op het DCS-net van een terminal werkend in pakkettenmodus. De kenmerken van deze aansluiting worden door de Régie bepaald.

De Régie verzekerde de interwerking van de teletexdienst met de telexdienst door middel van een mechanisme dat de berichten ontvangt en heruitzendt.

Benevens het abonnementsgeld verschuldigd voor de DCS-aansluiting, betaalt de abonnee een tweemaandelijks abonnementsgeld van 780 F voor het gebruik van de teletexdienst.

Art. 226. De teletexabonnee betaalt voor een verbinding :

1^o tussen teletextoestellen : het tarief voor het gebruik van het DCS-net;

2^o tussen een teletextoestel en een telexoestel : 5 F per volledige of onvolledige periode van 54 seconden gemeten in het telexnet, alsook het tarief voor het opbouwen van de oproep van 0,15 F ongeacht de oproep geslaagd is of niet.

De telexabonnee betaalt voor een verbinding van een teletextoestel naar een telexoestel het tarief van een telexverbinding.

Art. 227. Het is de abonnee verboden zich aan inkomend verkeer te onttrekken onder meer door zijn DCS-installatie uit te schakelen of door de stekker van het toestel uitgetrokken te laten.

Bij inbreuk zijn de bepalingen van artikel 18, 2de alinea van toepassing.

Art. 228. Outre le NUA attribué pour le raccordement direct au réseau DCS, la Régie attribue un indicatif à l'abonné au service télex.

Aucun changement d'indicatif ne peut être effectué sans d'accord préalable de la Régie; il donne lieu à la perception d'une taxe de 1 500 F.

Art. 229. Les éléments nécessaires à l'identification de l'abonné au service télex sont mentionnés gratuitement dans un annuaire. Les dispositions des articles 68 à 70 sont d'application.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 230. L'arrêté ministériel du 20 septembre 1978 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur, modifié par les arrêtés ministériels des 20 décembre 1979, 25 février 1981, 26 février 1982, 30 décembre 1982, 13 avril 1983, 28 septembre 1983, 30 décembre 1983, 14 mars 1984, 23 novembre 1984, 15 janvier 1985, 27 avril 1985, 29 avril 1986, 24 décembre 1986, 26 juin 1987, 24 juin 1988 et 29 juin 1989 est abrogé.

Art. 231. Jusqu'au 15 janvier 1990 :

1° la redevance d'abonnement temporaire pour un raccordement normal visée à l'article 53 est fixée à 383 F, 317 F ou 260 F selon que le raccordement est situé dans une zone grande, moyenne ou petite. Elle couvre l'utilisation d'un seul poste téléphonique simple de couleur standard;

2° la redevance d'abonnement ordinaire pour les installations téléphoniques visées aux points AI et AII de l'annexe au présent arrêté est fixée comme suit :

A. Installations téléphoniques.

I. Poste téléphoniques simples.

	F
1. Poste standard	—
1.1. Tarif normal	142
1.2. Tarif réduit(1)	71
2. Postes autres que le poste standard :	
Supplément à la redevance fixée pour un poste standard :	
2.1. Poste MIP à facilités	58
2.2. Poste à clavier avec générateur d'impulsions :	
2.2.1. Tarif normal	58
2.2.2. Tarif réduit (3)	29
2.3. Poste à clavier avec mémoire incorporée IM10 ou VF10 pour 10 numéros	58
2.4. Poste U87 MIX avec mémoire pour 10 numéros ..	58
2.5. Poste de télé-assistance	58
2.6. Poste « mains libres » avec mémoire :	
2.6.1. Tarif normal	466
2.6.2. Tarif réduit (3)	233
3. Options supplémentaires (2)	
Supplément à la redevance fixée pour un poste standard :	
3.1. Poste d'une autre couleur que la couleur standard ..	66
3.2. Poste recouvert de cuir	76
3.3. Poste avec écouteur supplémentaire	32
3.4. Poste à réception amplifiée	32
3.5. Poste avec voyant lumineux LED pour commutation en cascade :	
3.5.1. Tarif normal	70
3.5.2. Tarif réduit (1)	35

II. Poste spéciaux :

Supplément à la redevance fixée pour un poste standard :	
1. Télédataphone	953
2. Télédata-plus	1 294
3. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal :	
3.1. Poste mural	998
3.2. Poste de table (poste orange)	586
4. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal et interzonal	2 604
5. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal interzonal et international	2 604
6. Poste à deux directions	200
7. Poste à magnéto (5)	129

Art. 232. Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1989.

Bruxelles, le 10 novembre 1989.

M. COLLA

Art. 228. Benevens het toegekende NUA voor de rechtstreeks DCS-aansluiting, kent de Régie een teletexnaam toe aan de telefaxbonnee.

Geen enkele verandering van teletexnaam mag gebeuren zonder voorafgaandelijk akkoord van de Régie. Bij dergelijke verandering wordt een vergoeding van 1 500 F geheven.

Art. 229. De nodige gegevens voor de identificatie van een telefaxbonnee worden gratis in een gids opgenomen. De beschikkingen van de artikelen 68 tot 70 zijn van toepassing.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 230. Het ministerieel besluit van 20 september 1978 tot vaststelling van bijkomende tarieven voor telecommunicatie en van de voorwaarden van aansluiting en gebruik van de telecommunicatiemiddelen in binnenlands verkeer, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 20 december 1979, 25 februari 1981, 26 februari 1982, 30 december 1982, 13 april 1983, 28 september 1983, 30 december 1983, 14 maart 1984, 23 november 1984, 15 januari 1985, 27 april 1985, 29 april 1986, 24 december 1986, 26 juni 1987, 24 juni 1988 en 29 juni 1989, wordt opgeheven.

Art. 231. Tot 15 januari 1990 wordt :

1° het tarief van het tijdelijk abonnement voor een normale aansluiting waarvan sprake in artikel 53 vastgesteld op 383 F, 317 F of 260 F naargelang het een aansluiting betreft in een grote, middelgrote of kleine zone. Het omvat het gebruik van een enkelvoudig telefoontoestel van standaardkleur;

2° het tarief van het gewoon abonnement voor de telefooninstallaties bedoeld onder de punten AI en AII van de bijlage bij dit besluit vastgesteld als volgt :

A. Telefooninstallaties.

I. Enkelvoudige telefoontoestellen.

	F
1. Standaardtoestel	—
1.1. Normaal tarief	142
1.2. Verminderd tarief(1)	71

2. Andere toestellen dan het standaardtoestel :

Toeslag op het abonnementsgeld voor een standaardtoestel :

2.1. MIP-toestel met faciliteiten	58
---	----

2.2. Klaviertoestel met impulsgenerator :

2.2.1. Normaal tarief	58
-----------------------------	----

2.2.2. Verminderd tarief (3)	29
------------------------------------	----

2.3. Klaviertoestel met ingebouwd geheugen IM10 of VF10 voor 10 nummers	58
---	----

2.4. U87 MIX-toestel met geheugen voor 10 nummers ..	58
--	----

2.5. Toestel voor tele-assistentie	58
--	----

2.6.1. Normaal tarief	466
-----------------------------	-----

2.6.2. Verminderd tarief (3)	233
------------------------------------	-----

3. Extra voorzieningen (2)

Toeslag op het abonnementsgeld voor een standaardtoestel :

3.1. Toestel van een andere kleur dan de standaard kleur	66
--	----

3.2. Met ledetekst toestel	76
----------------------------------	----

3.3. Toestel met meeluisterapparaat	32
---	----

3.4. Toestel met ontvangstversterker	32
--	----

3.5. Toestel met LED-signaallampje voor toestellen in cascadeschakeling
---	-----

3.5.1. Normaal tarief	70
-----------------------------	----

3.5.2. Verminderd tarief (1)	35
------------------------------------	----

II. Bijzondere toestellen

Toeslag op het abonnementsgeld voor een standaardtoestel :

1. Teledatafoon	953
-----------------------	-----

2. Teledata-plus	1 294
------------------------	-------

3. Munttelefoon toestel voor zonaal verkeer	
---	--

3.1. Wandtoestel	998
------------------------	-----

3.2. Tafeltoestel (oranje telefoon)	586
---	-----

4. Munttelefoon toestel voor zonaal en interzonaal verkeer	2 604
--	-------

5. Munttelefoon toestel voor zonaal, interzonaal en internationaal verkeer	2 604
--	-------

6. Dubbel toestel	200
-------------------------	-----

7. Magnetotoestel (5)	129
-----------------------------	-----

Art. 232. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1989.

Brussel, 10 november 1989.

M. COLLA

ANNEXE

EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES

TARIF DES FRAIS D'INSTALLATION ET DES REDEVANCES D'ABONNEMENT

UITRUSTINGEN EN TOEBEHOREN

TARIF INSTALLATIESTOFSEN EN ABONNEMENTSTOELDEN

Frais d'installation (forfait)	Redevances d'abonnement bimestrielles Tweezaandelijks Abonnementsgelden	Abonnement ordinaire	Abonnement "Service Plug"
Installatie-kosten (voor eens)	Gewoon abonnement		
1	2	3	
	F	F	F

A. INSTALLATIONS TELEPHONIQUES

I. Postes téléphoniques de base

1. Postes simples

- 1.1. Poste standard
 1.1.1. Tarif normal
 1.1.2. Tarif réduit (1)
- 1.2. Poste MIP à facilités
 1.2.1. Tarif normal
 1.2.2. Tarif réduit (1)

- 1.3. Poste à clavier avec générateur d'impulsions
 1.3.1. Tarif normal
 1.3.2. Tarif réduit (1)
 1.3.3. Tarif réduit (5)

A. TELEFOONINSTALLATIES

I. Basistelefooninstallaties

1. Enkelvoudige toestellen

- 1.1. Standaardtoestel
 1.1.1. Normaal tarief
 1.1.2. Vergaandert tarief (1)
- 1.2. MIP-toestel met faciliteiten
 1.2.1. Normaal tarief
 1.2.2. Vergaandert tarief (1)
- 1.3. Klavietarjotestel met impulsgenerator
 1.3.1. Normaal tarief
 1.3.2. Vergaandert tarief (1)
 1.3.3. Vergaandert tarief (3)

1	2	3
F	F	F
1.4. Poste à clavier avec sélecteur incorporé IMU ou WFU pour 10 numéros		
1.4.1. Tarif normal	180	60
1.4.2. Tarif réduit (1)	120	30
1.5. Poste U87 MX avec sélecteur pour 10 numéros		
1.5.1. Tarif normal	180	60
1.5.2. Tarif réduit (1)	120	30
1.6. Poste de "télé-assistance"		
1.6.1. Tarif normal	180	60
1.6.2. Tarif réduit (1)	120	30
1.7. Poste "main libres" avec sélecteur		
1.7.1. Tarif normal	608	60
1.7.2. Tarif réduit (1)	548	30
1.7.3. Tarif réduit (2)	304	30
2. Postes spéciaux		
2.1. Télédataphone	1.095	150
2.2. Télédata-plus	1.436	150
2.3. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal		
2.3.1. Poste mural	1.140	120
2.3.2. Poste de table (poste orange)	728	120
2.4. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal et interzonal		
2.5. Poste à encaissement automatique pour trafic ZONAL, interzonal et international	2.746	120
2.6. Poste à deux directions	2.746	120
2.7. Poste à magnéto (5)	342	-
	271	-
III. Options supplémentaires (2)		
Supplément à la redevance fixée pour un poste de base		
1. Poste d'une autre couleur que la couleur standard	-	20
2. Poste recouvert de cuir	-	76
3. Poste avec écouteur supplémentaire	-	32
4. Poste à réception amplifiée	(12)	0
5. Poste avec voyant lumineux LED pour commutation en cascade	-	0
5.1. Tarif normal	-	70
5.2. Tarif réduit (1)	-	35

- 1.4. Poste à clavier avec sélecteur incorporé IMU ou WFU pour 10 numéros
- 1.4.1. Tarif normal
 - 1.4.2. Tarif réduit (1)
- 1.5. Poste U87 MX avec sélecteur pour 10 numéros
- 1.5.1. Tarif normal
 - 1.5.2. Tarif réduit (1)
- 1.6. Poste de "télé-assistance"
- 1.6.1. Tarif normal
 - 1.6.2. Tarif réduit (1)
- 1.7. Poste "main libres" avec sélecteur
- 1.7.1. Tarif normal
 - 1.7.2. Tarif réduit (1)
 - 1.7.3. Tarif réduit (2)
2. Postes spéciaux
- 2.1. Télédataphone
 - 2.2. Télédata-plus
 - 2.3. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal
 - 2.3.1. Poste mural
 - 2.3.2. Poste de table (poste orange)
 - 2.4. Poste à encaissement automatique pour trafic zonal et interzonal
 - 2.5. Poste à encaissement automatique pour trafic ZONAL, interzonal et international
 - 2.6. Poste à deux directions
 - 2.7. Poste à magnéto (5)
- III. Options supplémentaires (2)
- Supplément à la redevance fixée pour un poste de base
- 1. Poste d'une autre couleur que la couleur standard
 - 2. Poste recouvert de cuir
 - 3. Poste avec écouteur supplémentaire
 - 4. Poste à réception amplifiée
 - 5. Poste avec voyant lumineux LED pour commutation en cascade
 - 5.1. Tarif normal
 - 5.2. Tarif réduit (1)

- 1.4. Klaviettoestel met ingebouwd geheugen IMU of WFU voor 10 nummers
- 1.4.1. Normaal tarief
 - 1.4.2. Verminderd tarief (1)
- 1.5. U87 MX-toestel met geheugen voor 10 nummers
- 1.5.1. Normaal tarief
 - 1.5.2. Verminderd tarief (1)
- 1.6. Toestel voor tele-assistentie
- 1.6.1. Normaal tarief
 - 1.6.2. Verminderd tarief (1)
- 1.7. Handenvrij-toestel met geheugen
- 1.7.1. Normaal tarief
 - 1.7.2. Verminderd tarief (1)
 - 1.7.3. Verminderd tarief (2)
2. Bijzondere toestellen
- 2.1. Teledatafoon
 - 2.2. Teledata-plus
 - 2.3. Handtelefoontoestel voor zonaal verkeer
 - 2.3.1. Handtoestel
 - 2.3.2. Tafeltoestel (oranje telefoon)
 - 2.4. Handtelefoontoestel voor zonaal en interzonaal verkeer
 - 2.5. Handtelefoontoestel voor zonaal, interzonaal en internationaal verkeer
 - 2.6. Dubbel toestel
 - 2.7. Magnetotoestel (5)
- III. Extra-verzorgingen (2)
- Toeslag op het abonnementsgeld voor een basistoestel
- 1. Toestel van een andere kleur dan de standaardkleur
 - 2. Met ledetekst bekleed toestel
 - 3. Toestel met wekkertijdapparaat
 - 4. Toestel met ontvangstversterker
 - 5. Toestel met LED-signaallampje voor toestellen in cascade-schakeling
 - 5.1. Normaal tarief
 - 5.2. Verminderd tarief (1)

Frais d'installation (forfait)	Redevance d'abonnement bimestrielle	
Installatie-kosten (voor eens)	Abonnement ordinaire Tweemaandelijkse abonnementsgelden Gewoon abonnement	
1	2	
F	F	

III. Systèmes d'intercommunication

1. Postes à boutons pour communications intérieures
 - 1.1. type 1 ligne réseau, 2 postes avec sonnerie incorporée (par poste)
 - 1.2. type 1 ligne réseau, 2 postes sans sonnerie (par poste)
 - 1.3. type 2 lignes réseau, 10 postes (par poste)
 - 1.4. type 1 ligne réseau, 5 postes
 - 1.4.1. par poste à boutons
 - 1.4.2. boîte de commande ou unité d'alimentation avec accessoires
 - 1.5. type 2 lignes réseau, 1 poste
 - 1.5.1. par poste à boutons
 - 1.5.2. boîte de commande avec accessoires
- 1.6. type 4 lignes réseau, 1 poste
 - 1.6.1. par poste à boutons
 - 1.6.2. boîte de commande avec accessoires
- 1.7. type 2 lignes réseau, 2 postes (directeur-sécrétaires)
 - 1.7.1. par poste à boutons
 - 1.7.2. boîte de commande avec accessoires
- 1.8. type 2 lignes réseau, 2 postes (directeur-sécrétaires) avec mémoire
 - 1.8.1. par poste à boutons
 - 1.8.2. boîte de commande avec accessoires
2. PABX (6)
 - 2.1. de capacité 1 ligne réseau, 2 postes
 - 2.2. de capacité 1 ligne réseau, 4 postes
 - 2.3. de capacité 2 lignes réseau, 10 postes
 - 2.4. dispositif de transfert PABX-poste à distance

III. Intercommunicatiesystemen

1. Toestellen met kiesbetsen voor intercommunicatie
 - 1.1. type 1 netlijn, 2 toestellen met ingebouwde bel (per toestel)
 - 1.2. type 1 netlijn, 2 toestellen zonder bel (per toestel)
 - 1.3. type 2 netlijnen, 10 toestellen (per toestel)
 - 1.4. type 1 netlijn, 5 toestellen
 - 1.4.1. per druktoetsstoestel
 - 1.4.2. schakelaarheid of vorderingseenheid met toebahoren
 - 1.5. type 2 netlijnen, 1 toestel
 - 1.5.1. per druktoetsstoestel
 - 1.5.2. schakelaarheid met toebahoren
 - 1.6. type 4 netlijnen, 1 toestel
 - 1.6.1. per druktoetsstoestel
 - 1.6.2. schakelaarheid met toebahoren
 - 1.7. type 2 netlijnen, 2 toestellen (directeur-secretaris)
 - 1.7.1. per druktoetsstoestel
 - 1.7.2. schakelaarheid met toebahoren
 - 1.8. type 2 netlijnen, 2 toestellen (directeur-secretaris) met geheugen
 - 1.8.1. per druktoetsstoestel
 - 1.8.2. schakelaarheid met toebahoren
2. PABX (6)
 - 2.1. met een capaciteit van 1 netlijn, 2 toestellen
 - 2.2. met een capaciteit van 1 netlijn, 4 toestellen
 - 2.3. met een capaciteit van 2 netlijnen, 10 toestellen
 - 2.4. doorschakelinrichting PABX-vervijfend toestel

1	2
F	F
3. Installations du "système-8000" (6)	
3.1. boîtier contenant l'équipement de base	
3.1.1. capacité 2 lignes réseau, 6 postes	8.500 1.270
3.1.2. capacité 5 lignes réseau, 25 postes	11.500 1.466
3.2. équipement de ligne réseau	400 248
3.3. équipement de ligne intérieure	- 168
3.4. poste 8000 avec mémoire pour 10 numéros	- 120
3.5. poste 8000 avec mémoire pour 10 numéros	- 160
3.6. poste "mains libres"	- 564
3.7. poste 8000 "mains libres" avec mémoire pour 10 numéros	- 604
3.8. circuit d'adaptation pour poste à distance	1.350 616
3.9. cordon local supplémentaire	400 48
3.10. équipement pour facilité "opérateur" dans une installation de capacité 5 lignes réseau, 25 postes (poste d'opérateur compris)	1.800 1.266
3.11. équipement pour facilité "opérateur" dans une installation de capacité 5 lignes réseau, 25 postes (poste opérateur 8000 avec mémoire pour 10 numéros compris)	1.800 1.306
3.12. facilité "musique on hold" sur système 8000	400 200
4. Installations du système "UKS 4000" (6)	
4.1. type "UKS 4216"	3.000 675
4.1.1. boîtier de commande avec équipement de base (y compris un équipement de ligne intérieure pour 2 postes)	- 175
4.1.2. équipement de ligne intérieure supplémentaire pour 2 postes	400 40
4.1.3. équipement pour une deuxième ligne réseau	3.000 805
4.2. type "UKS 4513"	400 215
4.2.1. boîtier de commande avec équipement de base pour 3 lignes réseau et 2 postes	200 180
4.2.2. carte "directeur" supplémentaire pour extension à 4 lignes réseau et 3 postes ou 5 lignes réseau et 3 postes	- 472
4.3. module avec touches de fonction	
4.4. poste UKS	

3. Installations van het "systeem-8000" (6)
- 3.1. kast met basisapparatuur
- 3.1.1. met een capaciteit van 2 netlijnen, 6 toestellen
- 3.1.2. met een capaciteit van 5 netlijnen, 25 toestellen
- 3.2. netlijnuitrusting
- 3.3. huislijnuitrusting
- 3.4. toestel 8000
- 3.5. toestel 8000 met geheugen voor 10 nummers
- 3.6. handenvrij-toestel
- 3.7. handenvrij-toestel 8000 met geheugen voor 10 nummers
- 3.8. aanpassingscircuit voor ver verwijderd reventoestel.
- 3.9. bijkomende lokale koord
- 3.10. uitrusting voor bedieningsfaciliteit in een installatie met een capaciteit van 5 netlijnen, 25 toestellen (telefonistentoestel inbegrepen)
- 3.11. uitrusting voor bedieningsfaciliteit in een installatie met een capaciteit van 5 netlijnen, 25 toestellen (telefonistentoestel 8000 met geheugen voor 10 nummers inbegrepen)
- 3.12. faciliteit "muziek on hold" systeem 8000
4. Installaties van het "systeem UKS 4000" (6)
- 4.1. type "UKS 4216"
- 4.1.1. schakaleenheid met basisuitrusting (een huislijnuitrusting voor 2 toestellen inbegrepen)
- 4.1.2. bijkomende huislijnuitrusting voor 2 toestellen
- 4.1.3. uitrusting voor een tweede netlijn
- 4.2. type "UKS 4513"
- 4.2.1. schakaleenheid met basisuitrusting voor 3 netlijnen en 2 toestellen
- 4.2.2. bijkomende directeurkaart voor uitbreiding tot 4 netlijnen en 3 toestellen of 5 netlijnen en 3 toestellen
- 4.3. module met functietoetsen
- 4.4. telefoontoestel UKS

Frais d'installation (forfait)	Redevance d'abonnement bimestrielle	(5)	F	IV. Huiscentrales met handschakelsysteem (6)
Installatie-kosten (voor een)	Abonnement ordinaire Tweesanda- lijkse abon- nementsgelden Gewoon abonnement	2		

IV. Centraux domestiques manuels (6)

1. A clapets, par poste installé

2. A l'onde d'appel
- 2.1. circuits-cordons distincts, d'une capacité de :
- 2.1.1. 3 lignes réseau - 10 postes
 - 2.1.2. 5 lignes réseau - 20 postes
 - 2.1.3. 7 lignes réseau - 30 postes
 - 2.1.4. 10 lignes réseau - 50 postes
 - 2.1.5. 15 lignes réseau - 100 postes
- par poste installé
- 2.2. circuits-cordons universels, d'une capacité de :
- 2.2.1. 7 lignes réseau - 30 postes
 - 2.2.2. 14 lignes réseau - 100 postes
- par poste installé

70	(5)	70
-	-	-

IV. Huiscentrales met handschakelsysteem (6)

1. Met klepaamelders, per geïnstalleerd toestel
2. Met oproeplamp
- 2.1. geschieden koudketten, met een capaciteit van :
- 2.1.1. 3 netlijnen - 10 toestellen
 - 2.1.2. 5 netlijnen - 20 toestellen
 - 2.1.3. 7 netlijnen " 30 toestellen
 - 2.1.4. 10 netlijnen - 50 toestellen
 - 2.1.5. 15 netlijnen - 100 toestellen
- per geïnstalleerd toestel
- 2.2. universele koudketten, met een capaciteit van :
- 2.2.1. 7 netlijnen - 30 toestellen
 - 2.2.2. 14 netlijnen - 100 toestellen
- per geïnstalleerd toestel

120	(5)	120
-	-	-
-	-	-

V. Diversen

48	(5)	48
32	(5)	32
32	1.350	32

V. Divers

1. Sonnerie séparée
2. Boîte pour sonnerie
3. Cordon à deux fiches
4. Clé inverseuse à 2 positions
5. Clé à 2 ou 3 positions, avec ou sans voyant, ou tout autre dispositif en tenant lieu
- 5.1. tarif normal
 - 5.2. tarif réduit (1)
6. Prise téléphonique murale
- 6.1. tarif normal
 - 6.2. tarif réduit (1)
7. Dispositif à relais avec secret entre deux postes dérivés
- 7.1. tarif normal
 - 7.2. tarif réduit (1)
8. Téléphone serre-fête double
9. Téléphone serre-fête simple

0	(5)	0
0	675	24
0	1.200	0

1. Met klepaamelders, per geïnstalleerd toestel
2. Met oproeplamp
- 2.1. geschieden koudketten, met een capaciteit van :
- 2.1.1. 3 netlijnen - 10 toestellen
 - 2.1.2. 5 netlijnen - 20 toestellen
 - 2.1.3. 7 netlijnen " 30 toestellen
 - 2.1.4. 10 netlijnen - 50 toestellen
 - 2.1.5. 15 netlijnen - 100 toestellen
- per geïnstalleerd toestel
- 2.2. universele koudketten, met een capaciteit van :
- 2.2.1. 7 netlijnen - 30 toestellen
 - 2.2.2. 14 netlijnen - 100 toestellen
- per geïnstalleerd toestel

0	(5)	0
0	35	35
0	0	48

9. Enkelvoudige hoofdtelefoon

9.

1	2
10. Ecouteur supplémentaire	F 150 (8) F 32
11. Vibrateur-transformateur d'appel	1.800 162
12. Transformateur d'appel	1.800 162
13. Microphone sur colonne ou de poitrine	0 66
14. Microtéléphone	0 82
15. Générateur magnétique	1.800 162
16. Cabine téléphonique	(9) 2.062
16.1. cabine en bois	(9) 2.388
16.2. cabine en aluminium	(9) 16.2. aluminum cel
16.3. coupole	16.3. celkap
16.3.1. de table	(9) 488 16.3.1. tafelmodel
16.3.2. murale	(9) 786 16.3.2. wandmodel
16.3.3. sur pied	(9) 922 16.3.3. staand model
16.3.4. translucide	(9) 2.084 16.3.4. doorzichtige kap
17. Télétaxeur (2)	1.350 130
18. Sonnerie étanche à forte tonalité	1.200 82
19. Limitation de durée des communications établies au moyen d'un poste téléphonique à encaissement automatique pour trafic zonal (2)	(9) 130
20. Redresseur pour alimentation de postes à distance	- 82
21. Déviateur d'appels téléphoniques (13)	2.500 3.980
22. Boîtier avec clé de restriction pour téledata-plus	400 150

B. INSTALLATIONS DE TELEIMPRISEURS

I. TÉLEIMPRISEURS 50 bauds et accessoires

1. Téléimpiseurs électromécaniques (T100)	
1.1. en exécution standard	5.000 4.446
1.2. à 3 inversions	5.000 7.526
1.3. émetteur automatique	2.050 (8) 633
1.4. émetteur automatique à vitesse réglée par impulsions	2.050 (8) 671
1.5. dispositif de commande automatique	0 633
1.6. perforateur	2.050 (8) 633
2. Téléimpiseurs type T1000	
2.1. en exécution standard	5.000 7.122
2.2. exclusivement pour la réception	5.000 6.627
2.3. émetteur automatique	2.050 (8) 396
2.4. émetteur automatique à vitesse réglée par impulsions	2.050 (8) 396
2.5. unité de raccordement	0 1.002 (10)
2.6. perforateur	2.050 (8) 680

B. VERRESCRIFTINSTALLATIES

I. Verrebeschrijvers 50 baud en toebehoren

1. Elektronische verreeschrijvers (T100)	
1.1. in standaarduitvoering	
1.2. met 3 beschakelingen	
1.3. automatische zender	
1.4. automatische zender wet door impulsen	
1.5. geregelde snelheid	
1.6. perforator	
2. Verreeschrijvers type T1000	
2.1. in standaarduitvoering	
2.2. uitsluitend voor ontvangst	
2.3. automatische zender	
2.4. automatische zender wet door impulsen	
2.5. aansluitingseenheid	
2.6. perforator	

Frais d'installation (forfait)	Redevance d'abonnement bimestrielle	
Installatie- kosten (voor eens)	Abonnement ordinaire <u>Tweejaar-</u> lijks abon- nementsgelden	
	Gewoon abonnement	2
1	F	F
3. Télèimprimeurs type TX35		3. Verreschrijvers type TX35
3.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)	7.500	11.250
3.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35SDS)	7.500	13.558
4. Télèimprimeurs type T1200		4. Verreschrijvers type T1200
4.1. en exécution standard (T1200)	6.500	10.950
4.2. avec microdisquette (T1200 MD)	6.500	12.600
4.3. avec unité de perforation (T1200 SE)	6.500	12.600
II. Télèimprimeurs 75 bauds et accessoires		II. Verreschrijvers 75 baud en toebehoren
1. Télèimprimeurs électromécaniques (T100)		1. Elektromechanische verreschrijver (T100)
1.1. en exécution standard	5.000	5.539
1.2. émetteur automatique	2.050 (8)	795
1.3. émetteur automatique à vitesse réglée par impulsions	2.050 (8)	840
1.4. perforateur	2.050 (8)	795
2. Télèimprimeurs type T1000		2. Verreschrijvers type T1000
2.1. en exécution standard	5.000	8.718
2.2. exclusivement pour la réception	(9)	8.111
2.3. émetteur automatique	2.050 (8)	495
2.4. émetteur automatique à vitesse réglée par impulsions	2.050 (8)	495
2.5. unité de raccordement	0	1.002 (10)
2.6. perforateur	2.050 (8)	830
3. Télèimprimeurs type TX55		3. Verreschrijvers type TX55
3.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)	7.500	14.521
3.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35SDS)	7.500	16.441
III. Télèimprimeurs 100 bauds et accessoires (11)		III. Verreschrijvers 100 baud en toebehoren (11)
1. Télèimprimeurs électromécaniques (T100)		1. Elektromechanische verreschrijvers (T100)
1.1. en exécution standard	5.000	6.210
1.2. émetteur automatique	2.050 (8)	887

3. Télèimprimeurs type TX35
- 3.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)
 - 3.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35SDS)
- II. Télèimprimeurs 75 bauds et accessoires (11)
1. Télèimprimeurs électromécaniques (T100)
- 1.1. en exécution standard
 - 1.2. émetteur automatique
- III. Télèimprimeurs 100 bauds et accessoires (11)
1. Elektromechanische verreschrijvers (T100)
- 1.1. in standaarduitvoering
 - 1.2. automatische zender
2. Verreschrijvers type T1000
- 2.1. in standaarduitvoering
 - 2.2. uitstekend voor ontvangst
 - 2.3. automatische zender met door impulsen geregelde snelheid
 - 2.4. automatische zender met door impulsen geregelde snelheid
 - 2.5. aanpassingsbaarheid
 - 2.6. perforator
3. Verreschrijvers type TX55
- 3.1. met geheugen 32K en automatische zender (TX35LS)
 - 3.2. met geheugen 32K, automatische zender en soepel schijfeneind (TX35SDS)
- III. Verreschrijvers 100 baud en toebehoren (11)
1. Elektromechanische verreschrijvers (T100)
- 1.1. in standaarduitvoering
 - 1.2. automatische zender

1	2
F	F
2.050 (8)	940
2.050 (8)	887
5.000 (9)	9.520 8.859
2.050 (8)	533
2.050 (8)	533
0	1.002 (10) 94
2.050 (8)	15.638 17.258
7.500	
7.500	
6.500	14.250
6.500	16.400
6.500	16.400
7.500	17.760
7.500	19.380
7.500	19.938
7.500	21.558
6.500	17.500
6.500	20.200
6.500	20.200

1.1. émetteur automatique à vitesse réglée par impulsions

1.4. perforateur

2. Télémimeurs type T1000

2.1. en exécution standard

2.2. exclusivement pour la réception

2.3. émetteur automatique

2.4. émetteur automatique à vitesse réglée par impulsions

2.5. unité de raccordement

2.6. perforateur

3. Télémimeurs type TX35

3.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)

3.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35DS)

4. Télémimeurs type T1200

4.1. en exécution standard (T1200)

4.2. avec microdisquette (T1200MD)

4.3. avec unité de perforation (T1200SE)

IV. Télémimeurs 150 bauds

1. Télémimeurs type TX35

1.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)

1.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35DS)

2. Télémimeurs type T1200

2.1. en exécution standard (T1200)

2.2. avec microdisquette (T1200MD)

2.3. avec unité de perforation (T1200SE)

V. Télémimeurs 200 bauds et accessoires

1. Télémimeurs type TX35

1.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)

1.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35DS)

2. Télémimeurs type T1200

2.1. en exécution standard (T1200)

2.2. avec microdisquette (T1200MD)

2.3. avec unité de perforation (T1200SE)

VI. Télémimeurs 300 bauds

1. Télémimeurs type TX35

1.1. avec mémoire 32K et émetteur automatique (TX35LS)

1.2. avec mémoire 32K, émetteur automatique et unité de disque souple (TX35DS)

2. Télémimeurs type T1200

2.1. en exécution standard (T1200)

2.2. avec microdisquette (T1200MD)

2.3. avec unité de perforation (T1200SE)

1.3. automatique zender niet door impulsen
genegelde snelheid

1.4. perforator

2. Vereschrivers type T1000

2.1. in standaarduitvoering

2.2. uitaluwend voor ontvangst

2.3. automatische zender

2.4. automatische zender niet door impulsen
gegeide snelheid

2.5. aansluitingseenheid

2.6. perforator

3. Vereschrivers type TX35

3.1. met geheugen 32K en automatische zender (TX35LS)

3.2. met geheugen 32K, automatische zender en soepele schijfseenheid (TX35DS)

4. Vereschrivers type T1200

4.1. in standaarduitvoering (T1200)

4.2. met microdisquette (T1200MD)

4.3. met ponsbandeenheid (T1200SE)

IV. Vereschrivers 150 baud

1. Vereschrivers type TX35

1.1. met geheugen 32K en automatische zender (TX35LS)

1.2. met geheugen 32K, automatische zender en soepele schijfseenheid (TX35DS)

V. Vereschrivers 200 baud en toebehoren

1. Vereschrivers type TX35

1.1. met geheugen 32K en automatische zender (TX35LS)

1.2. met geheugen 32K, automatische zender en soepele schijfseenheid (TX35DS)

VI. Vereschrivers 300 baud

1. Vereschrivers type TX35

1.1. met geheugen 32K en automatische zender (TX35LS)

1.2. met geheugen 32K, automatische zender en soepele schijfseenheid (TX35DS)

VI. Vereschrivers type T1200

2.1. in standaarduitvoering (T1200)

2.2. met microdisquette (T1200MD)

2.3. met ponsbandeenheid (T1200SE)

Frais d'installation (forfait)	Redevance d'abonnement bimestrielle
Installatie- kosten (voor eens)	Abonnement ordinaire
	Tweemands-lijkes abonnementsgelden Gewoon abonnement
1	2

VII. Divers

1. sélecteur électronique
 1. jauge et y compris 3 canaux (4)
 2. convertisseur télégraphique
2. 2 fils/4 fils pour raccordement télex
- 2.2. pour circuit d'abonnement
 - 2.2.1. avec régénérateur sans boîtier
 - 2.2.2. avec régénérateur dans boîtier
3. Enrouleur de pages automatique
 - 3.1. pour télémécanique T100
 - 3.2. pour télémécanique T1000
 - 3.3. pour télémécanique TX35
 - 3.4. pour télémécanique T1200
4. Mécanisme de blocage de l'impression pour télémécanique T100
5. Table
 - 5.1. table pour télémécanique - 1 mètre
 - 5.2. table pour télémécanique - 1,5 mètre
6. Dispositif de signalisation
 - 6.1. pour télémécanique T100 (dispositif ou prise de signalisation)
 - 6.2. pour télémécanique T1000, TX35 et T1200
 - 6.2.1. carte à relais (T1000)
 - 6.2.2. carte de raccordement avec relais (T1200)
 - 6.2.3. prise
 - 6.2.4. équipement pour signalisation à distance
 7. Dispositif de commande automatique pour 2 télémécaniques sur 1 ligne télex
 8. Dispositif de sécurité et de contrôle pour télémécaniques sur circuits d'abonnement
 9. Dispositif de commutation d'une ligne télex sur un appareil spécial
 10. Dispositif de commutation d'une ligne télex sur une installation secondaire

VII. Diversen

1. Elektronische kanalkiezer
 - 1 tot en met 3 kanalen (4)
2. Telegrafieconzetter
 - 2.1. 2-draads/h-draads voor telexaansluiting
 - 2.2. voor abonnementsgeleiding
 - 2.2.1. met regenerator zonder kast
 - 2.2.2. met regenerator in kast
3. Automatische bladoprolfer
 - 3.1. voor verrechrijver T100
 - 3.2. voor verrechrijver T1000
 - 3.3. voor verrechrijver TX35
 - 3.4. voor verrechrijver T1200
4. Afdrukblekkeraarrichting voor elektromechanische verrechrijver T100
5. Tafel
 - 5.1. tafel voor verrechrijver - 1 meter
 - 5.2. tafel voor verrechrijver - 1,5 meter
6. Signaalinrichting
 - 6.1. voor verrechrijver T100 (signaal-inrichting of signaalcontactdoos)
 - 6.2. voor verrechrijver T1000, TX35 en T1200
 - 6.2.1. relaiskaart (T1000)
 - 6.2.2. lijnanaalsluitingskaart met relais (T1200)
 - 6.2.3. contactdoos
 - 6.2.4. uitrusting voor signaleering op afstand
 7. Automatische schakelinrichting voor 2 verrechrijvers op 1 telefoon
 8. Veiligheids- en controle-inrichting voor verrechrijvers op abonnementsgeleidingen
 9. Schakelinrichting voor overzetting van een telefoon op een bijzonder toestel
 10. Schakelinrichting voor overzetting van een telefoon op een neveninstallatie

	1	2
	F	F
11. Dispositif de raccordement d'un télécopieur supplémentaire sur une installation télé	2.050 (8)	587
12. Dispositif de diffusion pour 6 lignes	(5)	2.931
13. Armoire pour 1 à 6 convertisseurs télegraphiques (4)	(5)	1.678
14. Tabulateur T100	5.000	869
15. Dispositif de formulaires (14)		
15.1. pour T100	2.700	-
15.1.1. cylindre	-	714
15.1.2. bac(s) à papier	-	332
15.2. pour T1000	2.700	-
15.2.1. cylindre	-	714
15.2.2. bac(s) à papier	-	332
16. Console pour télécopieur		
16.1. pour T100		0
16.2. pour TX35		0
16.3. pour T1200		0
17. Couvercle pour clavier du télécopieur T100	640 (8)	83
18. Lutrin à monter		
18.1. sur télécopieur T100	640 (8)	81
18.2. sur télécopieur T1000	640 (8)	81
19. Lutrin à monter dans couvercle pour clavier de télécopieur T100	640 (8)	68
20. Clé empêchant le trafic télex sortant sur télécopieurs T1000, T1200 ou TX35	500	223

C. INSTALLATIONS DE TRANSMISSION DE DONNÉES

- Modem V21 (300 bit/s)
 - 300 A et 200/200 (T) (5)
 - Modem V23 (600/1200 bit/s)
 - 600/1200 (T) (5)
 - Modem V21/V23 (300, 600, 1200 bit/s)
 - V21/V23 et V2123/T2 (T) (4)
 - V2123/I3 (T)
 - IRS 2123 R, V2123/C2 (C) (4) (16)
 - V2123/C3 (C) (16)
 - Modem V22 (600, 1200 bit/s - full-duplex)
 - MPS 1222 (T) (4)
 - MPS 1222 R (C) (4) (16)
 - Modem V22/V22bis (600, 1200, 2400 bit/s - full-duplex)
 - V2222 B/T1 (T)
 - V2222 B/T2 (T)
 - V2222 B/C1 (C) (16)
 - V25bis (appel automatique)
 - option pour modem V2222B/T1, C1 et T2)
 - Modem V22/V22bis (600, 1200, 2400 bit/s - full-duplex)
 - V2222 B/T1 (T)
 - V2222 B/T2 (T)
 - V2222 B/C1 (C) (16)
 - V25bis (automatische oproep)
 - option voor modem V2222B/T1, C1 en T2)

C. DATATRANSMISSIONS-INSTALLATIES

- Modem V21 (300 bit/s)
 - 300 A en 200/200 (T) (5)
 - Modem V23 (600/1200 bit/s)
 - 600/1200 (T) (5)
 - Modem V21/V23 (300, 600, 1200 bit/s)
 - V21/V23 et V2123/T2 (T) (4)
 - V2123/I3 (T)
 - IRS 2123 R, V2123/C2 (C) (4) (16)
 - V2123/C3 (C) (16)
 - Modem V22 (600, 1200 bit/s - full-duplex)
 - MPS 1222 (T) (4)
 - MPS 1222 R (C) (4) (16)
 - Modem V22/V22bis (600, 1200, 2400 bit/s - full-duplex)
 - V2222 B/T1 (T)
 - V2222 B/T2 (T)
 - V2222 B/C1 (C) (16)
 - V25bis (automatische oproep)
 - option voor modem V2222B/T1, C1 en T2)

Frais d'installation (forfait)	Redevance d'abonnement bimétricelle	F
Installatie- kosten (voor eens)	Abonnement ordinaire Tweemaandelijkse abonnementsgelden Ge woon abonnement	Z

6. Modem V26/V26bis (1200, 2400 bit/s)
- 6.1. 24LSI et 26SI (T) (4)
(options pour 24LSI/26LSI) (4)
- 6.1.1. canal de retour FSK (75/150 bit/s)
 - 6.1.2. appareil téléphonique pour liaison 4 fils
 - 6.1.3. dispositif de test à distance T1 pour modem sur circuit point à point
 - 6.1.4. dispositif adresseur MP160 à raccorder sur modem central pour tester un réseau multipoint
- 6.1.5. dispositif de test T13 pour station secondaire d'un circuit multipoint
- 6.2. V26/T13 (T)
Options pour V26/T13
- 6.2.1. canal de retour (75 bit/s) V26/T13 FSK
 - 6.2.2. dispositif de test à distance pour circuit point à point Y26/T13 T1
7. Modem V27bis/V29 (4800, 9600 bit/s sur circuit d'abonnement 4 fils)
- 7.1. V2927/T1 (T)
8. Modem en bande de base (jusqu'à 9.600 ou 19.200 bit/s sur circuit galvanique)
- 8.1. Full-duplex 4 fils
 - 8.1.1. GDN et N10 sans horloge de synchronisation (T) (4)
 - 8.1.2. GDN et N10 avec horloge de synchronisation, BB19202 (T) (4)
 - 8.1.3. BB19202R (C) (4) (16)
 - 8.2. Full-duplex 2 fils
 - 8.2.1. BB21T (T)
 - 8.2.2. BB21C (C) (16)
 - 8.2.3. BB22T (T)
 - 8.2.4. BB22C (C) (16)
 - 8.2.5. BB22 CEPT
6. Modem V26/V26bis (1200, 2400 bit/s)
- 6.1. 24LSI en 26SI (T) (4)
(options voor 24LSI/26LSI) (4)
- 6.1.1. retourkanaal FSK (75/150 bit/s)
 - 6.1.2. telefoontoestel voor 4-draadsverbinding
 - 6.1.3. testimrichting T1 voor modem op punt tot puntgeleiding
 - 6.1.4. adresseerinrichting MP160 aan te sluiten op centrale modem voor het testen van een multipuntnetwerk
- 6.1.5. testimrichting T13 voor netstation van multipuntgeleiding
- 6.2. V26/T13 (T)
Options voor V26/T13
- 6.2.1. retourkanaal (75 bit/s) V26/T13 FSK
 - 6.2.2. afstandstestinrichting op punt tot puntgeleiding Y26/T13 T1
7. Modem V27bis/V29 (4800, 9600 bit/s op 4-draadsabonnementen-geleiding)
- 7.1. V2927/T1 (T)
8. Basisbandmodem (tot. 9.600 of 19.200 bit/s voor galvanische geleiding)
- 8.1. Full-duplex 4 draad
 - 8.1.1. GDN en N10 zonder synchronisatiewerk (T) (4)
 - 8.1.2. GDN en N10 met synchronisatiewerk, BB19202 (T) (4)
 - 8.1.3. BB19202R (C) (4) (16)
 - 8.2. Full-duplex 2 draad
 - 8.2.1. BB21T (T)
 - 8.2.2. BB21C (C) (16)
 - 8.2.3. BB22T (T)
 - 8.2.4. BB22C (C) (16)
 - 8.2.5. BB22 CEPT

1	2	F	F	D. TELECOPIERINSTALLATIES
		(5)	6.600	1. Facsimiletoestel
1. Appareil fac-similé		1.920	8.900	2. Telefaxinstallaties
2. Installations télifax A21		1.920	12.600	2.1. telefaxtoestel M21
2.1. appareil télifax A21 et accessoires		960(8)	770	2.2. telefaxtoestel A21 en toebehoren
2.2. appareil télifax A32		960(8)	520	2.2.1. toestel
2.2.1. appareil		4.000	18.308	2.2.2. toestellen voor transmissie naar een groep 1
2.2.2. accessoire pour transmission vers un appareil du groupe 1		4.000	21.900	2.2.3. toestellen voor aansluiting op abonnementsgeleiding
2.2.3. accessoire pour raccordement sur circuit d'abonnement				2.3. telefaxtoestel A31
2.3. appareil télifax A31				2.4. telefaxtoestel A32
2.4. appareil télifax A32				

D. INSTALLATIONS DE TELECOPIE

1. Appareil fac-similé
2. Installations télifax
- 2.1. appareil télifax A21
- 2.2. appareil télifax A21 et accessoires
- 2.2.1. appareil
- 2.2.2. accessoire pour transmission vers un appareil du groupe 1
- 2.2.3. accessoire pour raccordement sur circuit d'abonnement
- 2.3. appareil télifax A31
- 2.4. appareil télifax A32

E. APPAREILLAGE DE LIGNE

1. Amplificateur unidirectionnel avec circuit d'égalisation
2. Amplificateur à impédance négative (bidirectionnel)
3. Unité de 6 terminaux
4. Amplificateur de couplage ou de répartition pour 4 circuits maximum
5. Unité de commutation avec alimentation
6. Unité de couplage
7. Dispositif de couplage à résistances pour 2 modems ou 2 circuits
8. Équipement de diffusion pour circuits de type télégraphique :
- 8.1. dispositif de base pour un maximum de 4 circuits
- 8.2. dispositif pour 4 circuits supplémentaires
9. Amplificateur de découplage horlage
10. Dispositif de conférence pour circuits de type télégraphique
- 10.1. boîtier contenant l'équipement de base pour 6 circuits
- 10.2. équipement supplémentaire pour 6 circuits

E. LIJNAPPARATUUR

1. Eenrichtingsversterker met egalisatiennetwerk
2. Negistor (tweerichtingsversterker)
3. Vorkeneenheid, 6 vorken
4. Koppele- of verdeelversterker voor maximaal 4 geleidingen
5. Driehakeenheid met bijbehorende voeding
6. Kopaleenheid
7. Weerstandschaakelinstelling tot koppeling van 2 modems of 2 geleidingen
8. Verspreidingsuitrusting voor geleidingen type telegrafie :
- 8.1. basisapparatuur voor maximaal 4 geleidingen
- 8.2. apparatuur voor 4 bijkomende geleidingen
9. Afslakversterker tijdwelingeapparatuur
10. Conference-uitrusting voor geleidingen type telegrafie
- 10.1. kast met basisapparatuur voor 6 geleidingen
- 10.2. extra uitrusting voor 6 geleidingen

Frais d'installation Instalatie- kosten	Redevances d'abonnement bijmatrielle		
	Tweemaandelijkse abonnementsgelden		
Nombre de canaux	Vitesse de transmission Transmissie snelheid		
	50/75 Bd	100 Bd	200 Bd
3	(9) 22.440	22.440	22.440
6	(9) 28.930	28.930	28.930
9	(9) 35.200	35.200	35.750
12	(9) 41.690	41.690	42.350
15	(9) 48.180	48.840	50.490
18	(9) 56.450	55.220	56.870
21	(9) 60.830	61.600	64.130
24	(9) 67.430	68.090	70.840

F. BATIS HARMONIQUES (pour la subdivision d'un circuit "type téléphonique" en canaux télégraphiques), par groupe de 3 canaux.

F. REKEN VOOR TOONFREQUENTETELEGRAFIE (tot verdeling van een galeidng "type telefoon" in telegrafiekanaal), per groep van 3 kanalen.

Nominaal aantal kanalen

Redevances d'abonne- ment bijmatrielle	
Tweemaandelijkse abonnementsgelden	
87	217

G. MOBILPHONE DE LA PREMIERE GENERATION

- Châssis de suspension complémentaire (uniquement pour installation monobloc)
- Convertisseur 24 V - 12 V
- Commande à distance pour appareil avec mémoire (5)
- Répondeur-enregistreur pour appareil avec commande à distance (5)

87
217
600
1.800

G. MOBILFOON VAN DE EERSTE GENERATIE

- Bijkomend ophangrek (enkel voor opstelling in monobloc)
- Omvormer 24 V - 12 V
- Afstandsbediening voor een toestel met geheugen (5)
- Antwoord-registreerapparaat voor een toestel uitgerust met afstandsbediening (5)

- Applicable exclusivement aux bénéficiaires du tarif téléphonique social.
 - Fourni si les équipements techniques le permettent.
 - Applicable exclusivement aux handicapés bénéficiant du tarif téléphonique social.
 - Pour autant que disponible.
 - N'est plus fourni.
- (1) Uitdrukkelijk van toepassing voor de begunstigden van het sociaal telefontarief.
- (2) Beschikbaar gesteld als de technische uitrusting het toelaten.
- (3) Uitdrukkelijk van toepassing voor de gehandicapten die het sociaal telefontarief genieten.
- (4) Voor zover nog leverbaar.
- (5) Wordt niet meer ter beschikking gesteld.

- (6) Sans préjudice des frais et rédevances fixés aux points I et II.
- (7) N'est accordé que dans des cas bien précis.
- (8) Uniquement en cas d'adjonction ultérieure.
- (9) S'il y a évaluation des frais.
- (10) Est portée en compte pour les raccordements télex et pour les raccordements sur circuits d'abonnement à 50, 75 et 100 bauds.
- N'est pas portée en compte pour les télimprimantes fonctionnant exclusivement en local.
- (11) Les nouvelles installations à 100 bauds sont réalisées exclusivement avec des télimprimantes semi-électroniques.
- (12) Pour la transformation d'un poste simple en un poste à réception amplifiée, l'abonné paie 400 F ; cette indemnité est ramenée à 200 F si l'abonné bénéficie du tarif téléphonique social.
- (13) Ce dispositif peut être mis à la disposition de tous les abonnés et doit être distingué du service dont question dans l'article 81.
- Pour permettre l'utilisation de ce dispositif au départ d'un poste téléphonique à disque ou d'un poste à clavier avec générateur d'impulsions, l'abonné doit acheter un clavier spécial auprès de la Régie.
- (14) Les frais d'installation pour le dispositif de formulaires sont additionnés pour le cylindre et les bacs à papier (les deux sont employés ensemble).
- (15) Les rédevances d'abonnement supplémentaires fixées à la rubrique A.II point 10 sont d'application.
- (16) Mise à disposition pour autant que l'équipement technique de l'abonné le permette.
- (17) 50 % de réduction pour la deuxième unité et les suivantes, pour toute commande groupée pour un même lieu et pour tous les types de modems commandés ensemble.
- (6) Envergurde de kosten en abonnementsgelden bepaald in de punten I en II.
- (7) Wordt slechts in wel bepaalde gevallen toegestaan.
- (8) Alleen in geval van latere bijvoeging.
- (9) Volgens kostenrekening.
- (10) Wordt aangerekend bij telexaansluitingen en bij aansluitingen op abonnementsgelden 50, 75 en 100 baud.
- Wordt niet aangerekend voor verrechrijvers die uitsluitend werken in eigen schrift.
- (11) Nieuwe installaties voor 100 baud worden uitsluitend met semi-elektronische verrechrijvers tot stand gebracht.
- (12) Voor de aanvoering van een eenvoudig toestel in een toestel met ontvangstversterker betaalt de abonnee 400 F ; deze vergoeding wordt teruggebracht tot 200 F voor een abonnee die het sociale telefoontarief geniet.
- (13) Deze inrichting kan ter beschikking worden gesteld van alle telefoonabonnees en dient te worden onderscheiden van de dienstverstrekking waarvan sprake is in artikel 81. Om de inrichting te kunnen gebruiken vanuit een telefoontoestel met kiesschijf of een klavertootsel met impulsgenerator dient de abonnee een speciaal klavier bij de Régie aan te kopen.
- (14) De installatiekosten voor de formulierinrichting worden samengevoegd voor rol en papierbakken (beide worden steeds samen gebruikt).
- (15) De extra abonnementsgelden bepaald in rubriek A.II punt 10 zijn van toepassing.
- (16) Beschikbaar gesteld voor zover de technische uitrusting van de abonnee het toelaat.
- (17) 50 % vermindering voor de tweede en volgende eenheden, voor elke gegroepede bestelling op dezelfde plaats te leveren voor alle gezamenlijk bestelde modems.

(C) modèle carte
(T) modèle de table

Vu pour être annexé à l'arrêté-ministériel du 10 novembre 1989.
M. COLLAS

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
M. COLLAS

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van
10 november 1989.

De Minister van Posten, Telegrafie en Telefonië,
M. COLLAS